_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 1

Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Experts biaisés... Recteurs fauchés... Dégel des frais de scolarité?

QUARTIER LIBRE - Vol. 14 • numéro 5 - 25 octobre 2006

CAMPUS

Expansion du campus à l'UdeM :
Sans crier gare

Page 9

SOCIÉTÉ

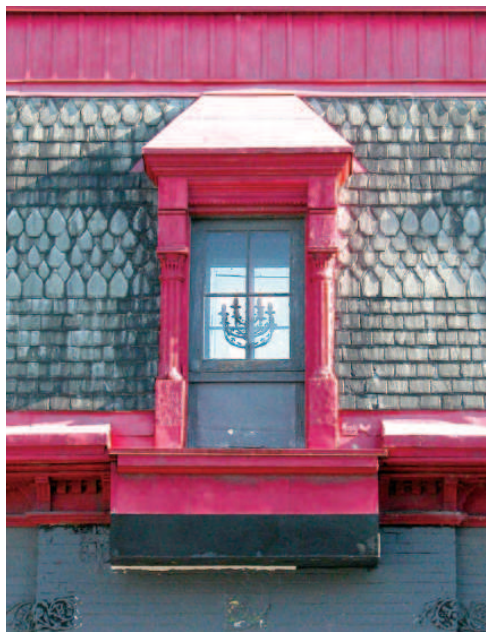
Conspirations :
Secrets populaires

Page 13

CULTURE

Le théâtre de Quat'Sous :
Patrimoine en danger

Page 19



SAISON DES MASQUES

www.quartierlibre.ca

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 2

Mise à jour de la campagne : les étudiants tournent le dos au recteur Vinet

Il faut le reconnaître, la FAÉCUM a été extrêmement active la dernière semaine pour démontrer au recteur Vinet les conséquences de ses actes. Tout d'abord, lors de l'allocution annuelle du recteur, une cinquantaine d'étudiants ont répondu à son invitation et se sont déplacés à l'auditorium Ernest-Cormier. Ces étudiants et étudiantes ont fait un geste d'éclat en lui tournant le dos au moment où le recteur a amorcé son discours. Ceux-ci voulaient dénoncer le fait que le recteur ne démontre aucune ouverture dans le dossier des frais technologiques. À la fin de son allocution, le recteur a dû répondre à plusieurs étudiants qui le questionnaient sur l'imposition des frais technologiques. Il a été facile de constater pour les gens présents dans la salle que toutes ces questions l 'exaspéraient grandement. Il a même eu le culot de donner aucune réponse à la question posée par le secrétaire général de la FAÉCUM. Aussi, on doit émettre un deuxième constat. Les étudiants ont manifestement ruiné son moment solennel face à la communauté universitaire. Le recteur doit saisir qu'il y a de lourdes conséquences à sa décision de créer de nouveaux frais afférents.

De plus, la dernière semaine a été un moment intense en ce qui a trait à la sensibilisation des étudiants à cet enjeu. Plusieurs militants se sont levés le matin pour distribuer des dépliants d'information pendant que d'autres ont fait des tournées durant l'heure du midi dans les cafétérias du campus afin de discuter avec les étudiants des tenants et aboutissants de la campagne des frais technologiques.

La journée de jeudi fut le théâtre de deux actions de la campagne. Tout d'abord, des militants de différentes associations ont décidé d'accrocher des bannières dénonçant la décision du recteur d'imposer des frais technologiques aux étudiants de l'institution. Les étudiants et étudiantes ont pu les apercevoir sur les différents pavillons du campus. Deuxièmement, les étudiantes de l'association du programme d'histoire de l'art ont décidé de faire une fresque vivante à l'entrée du pavillon 3200 Jean-Brillant. Comme ces étudiants sont artistes dans l'âme, ils ont dépeint leur mécontentement par rapport à l'imposition de frais afférents par une oeuvre d'art. Il s'agit d'une belle action qui allie créativité et revendication.

Cette semaine, la FAÉCUM ne prend pas de relâche et va continuer d'agir. Les militants ont décidé de faire des actions lors d'événements du Mois des diplômés. Il faut porter la grogne étudiante à tous les événements où le recteur est présent pour clairement y démontrer les conséquences de ses actes.

Finalement, il ne faut pas oublier que le point fort de la campagne approche à grands pas. La manifestation du 8 novembre est notre moyen pour illustrer au recteur notre rapport de force. Il est important que les étudiants y participent afin d'exprimer leur mécontentement quant à l'imposition des frais technologiques.

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 3

À LA UNE

Étudiants masqués, affiches dignes du *far west* ou d'un mauvais film d'horreur, le visage du recteur Luc Vinet est partout sur le campus ces jours-ci, laFAÉCUM ayant fait de lui sa cible dans sa lutte contre les frais afférents technologiques. Une lutte qui trouvera peut-être son prolongement lors de la prochaine campagne électorale provinciale.

À lire en pages 4 et 5.

PHOTO DE LA UNE : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

SOMMAIRE

CAMPUS

ASSÉ et FAÉCUM : La bataille des frais afférents ..... p. 4
Les frais de scolarité entre les mains d'économistes ..... p. 4
Élections : L'éducation au second plan .. p. 5
Négociations chargées! ..... p. 5
Brèves ..... p. 7
Agenda ..... p. 7
Courrier des lecteurs ..... p. 7
Gare à la gare! ..... p. 9
Campus durablement lent ..... p. 10
Paulémique ..... p. 11
Référendum postal : L'AGEEFEP s'affilie à l'ASÉQ ..... p. 11
Entre la CALESH et la FAÉCUM... ..... p. 11

SOCIÉTÉ

Les «conspirationnistes» :
Quel diagnostic pour la société ? ..... p. 12
la psychologie des «passionnés de conspirations» ..... p. 12
Les médias : Un passage obligé ? ..... p. 13
Troubles de l'attachement chez les enfants adoptés : Une réalité dont on parle peu ..... p. 15

MONDE

Carnets de Bosnie-Herzégovine : Discussion avec un jeune musulman .. p. 14
Algérie : Embellie économique ou mirage pétrolier ? ..... p. 16
Qatar : Incursion au cœur de l'intriguant émirat ..... p. 16

LA PEAU BLANCHE : FASCINATION TOUT AZIMUTS ?
La blanche télévision sud-américaine ..... p. 17
Le blanchiment de la peau en Inde .... p. 17

L'INTERVIEWÉ
Loïc Le Meur ..... p. 18

CULTURE

Le théâtre de Quat'sous : Opérette pour patrimoine ..... p. 19
Cinéma d'animation : *I love Switzerland* ..... p. 20

Évelyne de la Chenelière : Une féministe débutante ..... p. 21
La BanKe : Artistes épargnés ..... p. 22
La Danse dans la rue : Paul-André Fortier et les autres ..... p. 23
Concours de courts-métrages : Concurrents de l'UdeM ..... p. 23
Bande dessinée : ..... p. 24
Musique : The Rapture, Micah P. Hinson, Beck, Damien Robitaille ..... p. 24
Lecture : Massacre sans frontières .... p. 25
Festival qui fait peur : SPASM ..... p. 25
Cinéma documentaire : J'prendrais un *smoked meat* ..... p. 25
En résidence : Service d'assainissement de la Scène ..... p. 26
Art urbain : Une murale peuplée ..... p. 26
La page BD du QL ..... p. 27

Quartier Libre

DIRECTEUR ET RÉDACTEUR EN CHEF
Paul Therrien - redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Maude L'Archevêque
campus@quartierlibre.ca
Société / Monde : Marie-Michèle Giguère
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Julie Delporte
culture@quartierlibre.ca

DIRECTION ARTISTIQUE
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

PHOTOGRAPHES
Marie-Soleil Desautels
msdesautels@yahoo.com
Martine Doucet

ILLUSTRATEURS
Clément de Gaulejac - calculmental.org
Paul Therrien

BÉDÉISTES
Coline Niess, Pishier, Francis D

JOURNALISTES
Anne Bourgoin, Jean François Bouthillette, Marie-Eve Corbeil, Marie-Soleil Desautels Julie Desbiens, Coralie Dumoulin, Félix Dufour-Lapperière, Dieudonné Gaïbaï, Rachel Hyppolite, Izumi Ishida, Catherine Leroux, Carol Lewiss, Mathias Marchal, Rachelle Mc Duff Marie-Odile Marcoux-Fortier, Lionel Martin, Laurence Niosi, Normand Forgues-Roy, Jean-Claude Paquet, Charles Prémont, Jean-François Rioux, Fanny Rollin, Youssef Slimani, Alexandra Viau

CORRECTRICES
Philippine De Tinguy, Julie Leroux, Dominique Rambaud

INFOGRAPHIE
Zirval Design • info@zirval.com

PUBLICITÉ
Accès-Média (524-1182)
www.accesmedia.com

COMPTABILITÉ
Mélanie Bouchard

IMPRESSION
Payette & Sims

DISTRIBUTION
R.C. Graphiques

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 10 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre du Carrefour international de la presse universitaire francophone (CIPUF - www.cipuf.org)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
8 novembre 2006

PROCHAINE TOMBÉE
1er novembre 2006

ÉDITO

ESPRIT TORDU

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Paul THERRIEN

Un sondage réalisé lors du cinquième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 indique qu'un Canadien sur cinq pense que les attentats n'ont pas été orchestrés par al-Quaïda, mais qu'ils sont plutôt le fruit d'une conspiration américaine. Pire, chez les 18 à 35 ans, c'est une personne sur quatre qui interprète les attaques du World Trade Center et du Pentagone de cette façon. Propagée par des oeuvres bien ficelées, tel *L'effroyable imposture*, l'essai du Français Thierry Meyssan, et le documentaire *Loose Change*, la thèse voulant que l'administration Bush ait organisé cette infâme journée gagne des adeptes chaque jour. Si les théories de conspirations ne sont plus l'apanage d'individus isolés ou excentriques, elles n'en demeurent pas moins dangereuses. Même les groupes politiques – de droite comme de gauche – se laissent tenter par celles-ci. Rien ne pourrait être plus contre-productif.

Il serait facile d'interpréter la marche du monde en dénonçant une seule source de conflit ou de domination, que ce soit les francs-maçons ou les extra-terrestres. C'est précisément cette logique – réductrice il va sans dire – qui rend l'existence d'un «axe du mal» ou d'un complot terroriste mondial si attrayant aux yeux de certains : une seule clé pour comprendre toute la géopolitique mondiale… Si seulement c'était si simple! De véritables complots existent, telles que le scandale des commandites et la faillite d'Enron, mais à beaucoup plus petite échelle.

L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT

À courir après les conspirateurs mondiaux, on oublie parfois de remettre en question les institutions qui permettent aux véritables magouilleurs – les cadres de Enron, les incriminés du scandale de commandite – de comploter. En effet, les amateurs de théories de complot mettent souvent de côté les institutions qui posent les balises de l'acceptable et de l'inacceptable. Oui, des dirigeants de Enron ont fraudé, mais la déréglementation de l'énergie en Californie leur avait ouvert la voie. Au lieu d'accuser le renard qui entre dans le poulailler, tâchons plutôt de garder la porte fermée...

Les idées de complot se propagent d'autant plus facilement parmi les personnes qui se sentent marginalisées, qui ont l'impression de ne pas avoir de véritable contrôle sur leur destin, bref, qui ne sont pas en mesure d'influer sur l'évolution des dites institutions. Peut-être est-ce pour cette raison que certains pans de la gauche québécoise se sont parfois laissés séduire par de telles théories. Après trente ans de réformes néo-libérales et deux échecs référendaires, un nombre grandissant de Québécois se sentent exclus des centres de pouvoir et de décision. Les théories de conspirations apparaissent alors dans toute leur réconfortante grandeur. En permettant de pointer du doigt des individus sans scrupule – indépendamment du bien-fondé de ces récriminations – elles pensent sans doute quelques blessures mal cicatrisées. Elles les détournent pourtant des véritables problèmes.

Les conspirationnistes se complaisent souvent à croire que tout fonctionnait parfaitement avant l'arrivée des comploteurs. Et, conséquemment, qu'il suffit de les mettre en échec pour que tout se règle. Pourtant, il n'en est rien. Si les théories de complots sont parfois les symptômes de véritables maux, ils ne pointent jamais vers leurs véritables causes. Lorsque l'esclavage était courant et accepté, ceux qui dénonçaient les mauvais maîtres se trompaient de cible! C'était plutôt l'institution de l'esclavage qu'il fallait abolir… Les individus au sein d'une institution changent, alors que le système reste, avec ses qualités et ses défauts. C'est la pérennité de ses caractéristiques qui dicte la marche du monde, pas une poignée d'individus malhonnêtes.

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 4

Frais afférents

ÉTUDIANTS STRATÈGES

À l'UdeM comme ailleurs, dans beaucoup d'universités québécoises, les administrations tentent de pallier au sous-financement de leurs institutions en facturant des frais afférents. *Quartier Libre* a profité du dévoilement des plans d'actions 2006-2007 de la FAÉCUM et de l'ASSÉ pour s'entretenir de la question des frais afférents avec deux organisations aux antipodes.

Maude L'ARCHEVÊQUE

Depuis septembre, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) se fait l'ombre de l'ombre du recteur dans le but de le faire reculer sur la question des frais afférents technologiques de 4 $ par crédit qu'il a imposé en début d'année. Notamment, le 16 octobre, une quarantaine d'étudiants a profité de l'allocution à la communauté universitaire donnée par le recteur Luc Vinet pour lui tourner le dos – littéralement. Un geste – c'était à prévoir – qui n'a pas plu au recteur, selon Jonathan Plamondon, secrétaire général de la FAÉCUM. Plus tôt dans l'année, ce dernier s'était exprimé contre les frais technologiques lors du petit-déjeuner organisé par le recteur pour souhaiter la bienvenue aux étudiants.

D'autres actions, visant à sensibiliser la population étudiante à la question des frais technologiques ont aussi eu lieu dans les dernières semaines. Certains ont peut-être reçu les tracts distribués par une horde d'étudiants portant des masques à l'effigie de M. Vinet ; d'autres auront aperçu les banderoles contre les frais technologiques descendant des fenêtres du pavillon de l'Aménagement et des pavillons André-Aisenstadt, Jean-Brillant et Marie-Victorin. Ces banderoles ont été maintenues grâce à l'occupation par des étudiants de certains locaux, afin d'éviter que les agents de sécurité de l'Université ne les enlèvent, comme ils l'avaient fait par le passé, selon M. Plamondon. Des étudiants ont aussi déposé du matériel informatique vétuste devant le bureau du recteur afin de faire passer leur message. La FAÉCUM espère, par ces actions, mobiliser les étudiants de l'Université de Montréal en vue d'une manifestation prévue le 8 novembre devant le pavillon Roger-Gaudry.

AU BORD DE L'EXPLOSION

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui dévoilait le 19 octobre son plan d'actions pour l'année 2006-2007, déplore aussi l'introduction de nouveaux frais afférents dans plusieurs universités québécoises. Le président de l'Association étudiante de science politique de l'UQÀM – qui partageait le rôle de porte-parole de l'ASSÉ avec deux autres personnes le 19 octobre –, Jérôme Aubin, fait l'analogie avec une bouilloire : *«Les frais afférents sont seulement une petite soupape qui permet à la vapeur de s'échapper. Si on obligeait les universités à éliminer tous les frais afférents, le système d'éducation s'effondrerait.»* L'ASSÉ ne supporte pas pour autant les frais afférents, incompatibles avec sa position de gratuité scolaire. Seulement, dans le contexte actuel de sous-financement des universités, les frais afférents sont, selon M. Aubin, la seule porte de sortie pour le système d'éducation. *«Le problème est systémique»*, ajoute Lysanne Guay, exécutante au comité femmes de l'ASSÉ et porte-parole de cette dernière le 19 octobre.

Pour la FAÉCUM – qui n'est pas membre de l'ASSÉ, mais de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) – les frais afférents déresponsabilisent le gouvernement. *«Si le ministre de l'éducation voit que les universités sont capables d'augmenter leurs sources de revenus, il ne réinvestira pas»*, déplore Jonathan Plamondon. Jérôme Aubin estime d'ailleurs que *«des démarches orientées seulement sur le recteur sont insuffisantes»*. Selon lui, si le mouvement étudiant n'exerce pas des pressions à la fois au niveau de l'administration des universités et du gouvernement, il y aura *«un jeu de balles»* entre les deux camps et, si le mouvement étudiant ne se concentre que sur l'une des deux parties, *«il courra toujours après la balle et ne fera que tourner en rond»*.

PAREILS, PAS PAREILS

Les stratégies générales de la FAÉCUM et de l'ASSÉ sur la question des frais afférents sont finalement assez similaires. À la FAÉCUM, comme l'indique Jonathan Plamondon, on fait pression sur les gouvernements provincial et fédéral pour le réinvestissement en éducation postsecondaire et pour que les partis politiques s'engagent sur le gel des frais de scolarité. *«Puis, comme association étudiante de campus, on travaille à s'assurer que le recteur retire les frais technologiques et qu'il n'y ait pas de nouveaux frais afférents»*, ajoute-t-il. Tandis qu'à l'ASSÉ, on conçoit la lutte contre les frais afférents à deux niveaux : il appartient à l'ASSÉ, en tant qu'organisation nationale, d'exercer des pressions sur les gouvernements, pendant que les associations étudiantes locales agissent à leur niveau pour faire retirer les frais afférents dans leurs institutions.

Pourtant, les deux organisations sont tout sauf semblables. La FAÉCUM compte beaucoup sur d'éventuelles élections provinciales pour faire avancer ses dossiers nationaux, une attitude déplorée par l'ASSÉ. Selon Lysanne Guay, l'ASSÉ essaie de construire un rapport de force plutôt que d'attendre le contexte politique idéal – comme des élections. *«Quand le moment sera venu, quand on se sentira assez forts pour partir en offensive, on pourra le faire»*, lance Mme Guay. Elle accuse les grandes fédérations – la FEUQ, dont la FAÉCUM fait partie, et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) – d'axer leur stratégie sur du lobbying plutôt que de tenter de bâtir un rapport de force. *«On n'est pas complémentaire,* souligne-t-elle. *On est surtout pas complémentaire.»* Une attitude nuancée par son collègue Jérôme Aubin, qui indique que la FECQ a envoyé une lettre à l'ASSÉ pour l'inviter à participer à une rencontre. *«On va y participer*, assure-t-il, *question de voir ce qu'on peut faire ensemble pour aider la cause étudiante.»*

Étude sur le financement de l'éducation

AUTEURS PARTIAUX

Le gouvernement de Jean Charest a mandaté des experts pour étudier les scénarios de financement de l'éducation au Québec. Ce groupe de travail doit remettre un rapport impartial au printemps. Or, à la lumière d'études et de déclarations faites dans le passé par deux des quatre experts du groupe, il y a lieu de questionner l'impartialité du groupe dont les conclusions dicteront peut-être l'avenir du gel des frais de scolarité au Québec.

Ariane PICHETTE-NEVEU

Le ministre de l'éducation, Jean-Marc Fournier, a reçu favorablement la recommandation du rapport Gervais, qui invitait *«le gouvernement à tenir un débat sur le financement de l'éducation»*, et a confié, en juin 2006, un mandat d'étude à quatre experts. Selon le Ministère de l'éducation, du loisir et du sport (MELS), ceux-ci ont *«pour mandat d'évaluer, de façon objective, divers scénarios de financement de l'éducation»*. Ce comité, composé de Valérie Vierstraete, professeure au département d'économie de l'Université de Sherbrooke, de François Vaillancourt, professeur au département de sciences économiques de l'Université de Montréal, de Bernard Vermot-Desroches, professeur au département des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Trois-Rivières et du Groupe DBSF, une firme spécialisée en conseils dans les secteurs de l'éducation et de la main-d'œuvre. Questionnant l'impartialité du groupe, Christian Bélair, président de la Fédération Étudiante Universitaire du Québec (FEUQ), estime qu'*«à l'heure actuelle, la question est de savoir s'il s'agit d'un vrai groupe de travail ou d'une manoeuvre politique en vue des prochaines élections provinciales»*.

OBJECTIVITÉ MENACÉE

En effet, les deux professeurs d'économie ont déjà eu à se prononcer sur le financement de l'éducation dans des études antérieures. Étant liée à un contrat de confidentialité avec le Ministère de l'Éducation, Valérie Vierstraete n'a pas le droit de parler du rapport avant sa publication. Cependant, elle note tout de même que *«si on regarde le mandat qui [lui] a été confié, [elle] doit étudier l'impact des frais de scolarité ou de l'aide financière aux études, etc. [Elle doit] étudier tous les scénarios. Par exemple, si on enlève complètement les frais de scolarité, si on les augmente, si on les gèle et quels sont les impacts de ces différents scénarios»*. Toutefois, Mme Vierstraete a déjà pris position en faveur du dégel des frais de scolarité lors du débat *Dégeler les frais de scolarité : un choix payant pour la société ?* qui s'est tenu à l'Université de Sherbrooke l'année dernière. Selon Mme Vierstraete, le débat ne reflète pas vraiment sa position : *«C'était un débat pour ou contre la hausse des frais de scolarité et les organisateurs m'ont demandé de défendre la position pour. J'ai répondu à l'aide de variables économiques et j'ai apporté un point vue économique. Ma participation à ce débat ne reflète pas nécessairement mes opinions»*, affirme Mme Vierstraete. Selon François Vincent, un ancien président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui défendait la position adverse à ce débat, lorsqu'une personne s'exprime publiquement sur un sujet dans un débat, elle prend alors position et lorsqu'on prend position, *«on n'est absolument pas neutre ni objectif sur le sujet donné et il faut en assumer les conséquences !»*

Dans l'étude *L'évaluation de la performance des cégeps au Québec par la méthode Data Envelopment Analysis*, publiée en avril 2004 et menée en collaboration avec Frédéric Broussau et Pierre Ouellette, Valérie Vierstraete tentait de vérifier si les cégeps étaient efficaces dans la gestion des fonds publics. À l'aide de facteurs économétriques, le groupe de Mme Valérie Vierstraete arrive aux conclusions suivantes : *«plus le taux de diplomation s'accroît et plus l'efficacité des cégeps est faible, la recherche de qualité de l'enseignement ayant des répercussions négatives sur les possibilités d'efficacité budgétaires»*. Si l'on se fie aux conclusions de cette étude, il n'y a que deux options possibles pour obtenir un meilleur rendement des cégeps : imposer des frais de scolarité ou diminuer la taille du corps professoral.

Quant à François Vaillancourt, un des économistes les plus réputés au Québec qui est aussi membre du groupe d'experts, il affirmait dans l'édition du 20 avril 2005 de *Quartier Libre* que *«même si la situation financière des universités n'était pas critique, il serait normal que les étudiants payent une part plus élevée de leur diplôme, à tout le moins au premier cycle»*. Il évoquait aussi un des principaux arguments des défenseurs du dégel selon lequel il serait préférable de hausser les frais de scolarité et de bonifier le système de prêts et bourses, puisque en ce moment les plus pauvres subventionnent les riches. *«Si M. Charest avait eu du courage, il aurait fait un pacte avec les étudiants,* disait-il. *Il aurait augmenté les frais de scolarité de 300 millions et il aurait réinjecté 150 millions dans les prêts et bourses. Il aurait aussi fallu qu'il augmente les frais de scolarité de façon différenciée, qu'il les monte plus pour les médecins, les avocats, les ingénieurs et les dentistes, comme on l'a fait en Ontario.»*

Cependant, bien que ces deux experts aient déjà pris position sur le financement de l'éducation, les deux autres membres du groupe ne se sont pas prononcés sur la question à la connaissance de *Quartier Libre*.

> **Plus la diplomation s'accroît, et plus l'efficacité des cégeps est faible, la recherche de qualité de l'enseignement ayant des répercussions négatives sur les possibilités d'efficacité budgétaires**
>
> **Valérie Vierstraete**
> professeure au département d'économie de l'Université de Sherbrooke

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 5

Élections et enseignement post-secondaire

LES PONTS OU L'ÉDUCATION ?

Les élections provinciales approchent, l'agitation monte au sein des partis politiques québécois. Après la grève étudiante du printemps 2005, la question des universités ne peut être rangée au placard et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) compte bien se faire entendre.

Fanny ROLLIN

Dans le contexte du sous-financement actuel des universités québécoises, Christian Bélair, président de la FEUQ, estime qu'*«il faut investir massivement en éducation, c'est le défi du Québec»*. Il faut aussi, selon lui, maintenir l'accessibilité de l'éducation post-secondaire en maintenant le gel des frais de scolarité et en améliorant l'aide financière. Ainsi, il faudrait réévaluer les dépenses admises des étudiants au programme de prêts et bourses du gouvernement, *«ce qui n'a pas été fait depuis 2003, c'est-à-dire depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux»*, relève Christian Bélair. En effet, le coût de la vie a augmenté, mais pas les niveaux de bourses. De plus, la FEUQ préconise l'augmentation de la qualité des universités, estimant que celles-ci sont sous-financées : selon elle, il faudrait augmenter la taille du corps professoral, les collections en bibliothèque et les infrastructures.

En réponse à une invitation de la FEUQ, des représentants des différents partis québécois s'étaient réunis lors du congrès de la Fédération en août dernier. Christian Bélair a ainsi pu noter que l'éducation est redevenue une priorité pour le PQ, Québec solidaire et l'Action Démocratique du Québec. Le PLQ a tout simplement refusé l'invitation au congrès.

EN FROID AVEC LE DÉGEL

Selon Mathieu Jeanneau, président du comité national des jeunes du Parti québécois (PQ), *«le PQ a relancé l'éducation post-secondaire comme enjeu majeur du parti lors de son dernier conseil national, au mois de juin»*. En matière d'éducation, le PQ dit défendre l'accessibilité des études universitaires. En effet, il propose le maintien du gel des frais de scolarité dans les universités et attend que le gouvernement Charest investisse dans l'éducation, comme il l'avait promis lors de sa campagne de 2003.

Les cégeps et les universités sont des pôles de développement des régions aussi bien que des villes, estime Mathieu Jeanneau. Cependant, selon André Blais, professeur au département de science politique à l'Université de Montréal, la donne a changé depuis quelques semaines. En effet, la crise forestière permettrait au PQ de proposer une politique de relance économique qui touche directement les régions. Une crise qui offrirait une opportunité au PQ de fédérer les régions et d'élargir son électorat, d'après Thierry Giasson, spécialiste en communications et études des médias qui rédige présentement un doctorat au département de science politique de l'Université de Montréal. *«L'éducation post-secondaire passerait alors au deuxième plan»*, confirme André Blais.

LA FAUTE AU FÉDÉRAL, SELON LE PLQ

«Pour le gouvernement libéral québécois, l'éducation occupe une place extrêmement importante», dit Marie-Claude Lavigne, porte-parole du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Jean-Marc Fournier. Le PLQ a annoncé le réinvestissement dans l'éducation post-secondaire et s'engage ainsi à respecter ses promesses électorales. À terme, les 320 millions de dollars promis lors de la campagne électorale de 2003 seront investis en l'éducation, affirme Mme Lavigne. Le PLQ se défend du retard pris et en rejette la faute sur le gouvernement fédéral de Stephen Harper qui n'a pas réglé le problème du déséquilibre fiscal. Le ministre Fournier attendrait le retour des transferts fédéraux pour débloquer des fonds aux universités, selon sa porte-parole. Pourtant, le professeur Thierry Giasson estime que le gouvernement libéral de M. Charest affiche l'un des pires bilans de l'histoire québécoise en matière d'éducation. Sujet à haut risque pour le Parti Libéral (PLQ), l'éducation post-secondaire ne serait donc pas son cheval de bataille électoral, selon le professeur de science politique.

La porte-parole du ministre Fournier explique que le gouvernement en place attend le déclenchement des élections pour préciser ses positions, notamment en matière d'éducation. Une expertise serait en cours pour définir l'impact d'un dégel des frais de scolarité ; différents scénarios sont étudiés. Ce rapport prévu pour le printemps 2007 devrait aider le PLQ à définir ses prochains objectifs pour la prochaine campagne *(voir l'article d'Ariane Pichette-Neveu en page 4)* . Cependant, la présidente de la Commission jeunesse du PLQ, Stéphanie Doyon, souligne que le dégel responsable des frais de scolarité accompagné de l'augmentation des prêts et des bourses fait partie des mesures soutenues par la commission jeunesse, bien qu'elle refuse de se prêter à tout commentaire au sujet des prochaines élections. La Commission jeunesse revendique également un partenariat entre l'Université et le privé. Ce dernier deviendrait une nouvelle source de financement permettant d'accroître l'autonomie financière des universités vis-à-vis du gouvernement fédéral.

Il faut investir massivement dans l'éducation, c'est le défi du Québec

Christian Bélair
président de la FEUQ

Convention collective des chargés de cours

CHARGE !

Échue depuis le 31 août 2006, la convention collective des chargés de cours de l'Université de Montréal doit être renégociée. Les pourparlers sont déjà entamés, la première rencontre entre l'administration de l'Université de Montréal et le Syndicat des chargés de cours de l'Université de Montréal (SCCCUM) ayant eu lieu le 2 octobre, selon le Syndicat.

Jean-Claude PAQUET

«Les conditions de travail ne sont pas à la hauteur de la qualité du service des chargés de cours», affirme Charles Overy, président du SCCCUM. Le syndicat ne représente pas seulement les chargés de cours mais aussi les chargés de clinique, les superviseurs de stage et les chargés de formation pratique de la Faculté de l'aménagement. Les négociations en cours touchent donc 2 400 employés de l'Université de Montréal. M. Overy est confiant que les négociations se dérouleront très bien : *«Les gens en face de nous à la table de négociation sont des gens qu'on connaît, avec qui on peut discuter. La direction n'a pas mis n'importe qui à la table de négociation»*, conclut -il. L'Université de Montréal préfère ne pas commenter pour le moment. Selon Sophie Langlois, chargée des communications de l'Université de Montréal, *«il est encore trop tôt pour en parler. Les négociations ne sont pas encore commencées. Nous préférons attendre avant d'en discuter»*. Pourtant, selon M. Overy, une première rencontre entre le Syndicat et l'administration a eu lieu le 2 octobre.

Des consultations avec les membres du syndicat des chargés de cours ont été menées depuis huit mois. Pour l'instant, le Syndicat n'envisage pas la grève. M. Overy indique que le syndicat *«ne pense pas grève au départ. C'est certain qu'on regarde tous les outils qu'on a. Mais on ne souhaite pas la grève.»* Une mobilisation serait en cours et les membres décideront s'il y aura grève ou non.

Le Syndicat est conscient que le contexte budgétaire actuel de l'Université de Montréal est difficile. *«Il n'est pas évident de dire si oui ou non la direction pourra adhérer à nos revendications avec le contexte actuel*, note Charles Overy. *On part avec l'idée qu'on a de bons arguments, compte tenu de la contribution importante des chargés de cours.»* En effet, à l'Université de Montréal, 50 % des cours de premier cycle sont donnés par des chargés de cours.

On ne souhaite pas la grève

Charles Overy
président du SCCCUM

L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (ET DE L'ARGENT)

Le Syndicat demande une amélioration des conditions d'enseignement. Charles Overy pointe l'augmentation de la taille des groupes dans les cours comme un problème important pour les chargés de cours. Le fait que ces derniers n'aient pas de bureau est aussi problématique. Par conséquent, il note *«un manque d'espace pour encadrer le travail des étudiants : les chargés de cours doivent rencontrer les élèves dans les corridors, dans la cafétéria»*.

Un autre point important pour les chargés de cours est la question de la rémunération. Charles Overy estime que l'écart entre le travail effectué par les professeurs et les chargés de cours s'est rétréci depuis 1999-2000. Surtout, il trouve déplorable que dans l'échelle nationale des chargés de cours syndiqués, ceux de l'Université de Montréal soient en bas de l'échelle. Charles Overy ajoute que ses membres doivent payer de leur poche leur matériel pédagogique comme, par exemple, les manuels de référence. *«En comparaison, les professeurs ont une allocation de 1 200 dollars par année pour ces dépenses»*, affirme Charles Overy. Un soutien additionnel aux programmes d'intégration pédagogique des chargés de cours est la troisième principale revendication des chargés de cours. *«C'est le point qui est le mieux accueilli jusqu'à maintenant. Dans le livre vert de la direction, cet élément y est déjà mentionné»*, explique-t-il.

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 6

Campagne Centraide 2006-2007

Concours de DÉGUISEMENTS et de DÉCORATION de CITROUILLES

31 octobre, 11 h 30
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, 2e étage
à l'entrée de la cafétéria Chez Valère

10 ANS D'ENGAGEMENT

Il suffit de réserver sa citrouille ou de s'inscrire au concours de déguisements en se présentant en personne à l'Action humanitaire et communautaire ou en téléphonant.
Des prix seront remis aux gagnants.

Le **1er novembre**, au Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, venez participer à la *Volée des Huards*, qui vise à récolter 1 $ par étudiant au profit de Centraide.

Renseignements

514 **343-7896**

Julian Gallo, responsable

www.serdahc.umontreal.ca

Action humanitaire et communautaire
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, local B-2253

FAÉCUM www.faecum.qc.ca
Université de Montréal

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 7

BRÈVES

L'ENQUÊTE SUIT SON COURS

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a été victime d'un vol en septembre. Des 15 000 copies que l'association étudiante nationale avait imprimées de son journal *Ultimatum*, 14 000 ont été volées. *«C'est une perte de temps, d'énergie et de cotisations des membres»*, déplore Évelyne Élise Paquette, porte-parole de l'ASSÉ, soulignant que les pertes financières liées à ce vol se situent entre les 4000 et 6000 $. L'acte a été revendiqué sur le forum de discussions du site web de l'ASSÉ. «Révolution seule solution» se serait désigné comme le coupable du vol, critiquant au passage l'ASSÉ d'aujourd'hui comme étant *«lobbyiste, corporatiste et ayant bafoué les principes de base de la philosophie de l'action qui la guidait à ses débuts»*, note Jérôme Aubin, aussi porte-parole de l'ASSÉ. Une théorie qu'il rejette : *«L'acte aurait été revendiqué par d'anciens militants de l'ASSÉ, mais ce geste est incompatible avec tout ce qu'a toujours défendu l'ASSÉ à propos de la liberté d'expression.»* Ainsi, il croit plutôt que l'acte aurait plutôt été commis par des membres externes à l'ASSÉ cherchant à y semer *«la zizanie»*. Dans tous les cas, l'enquête suit son cours.

Source : *Quartier Libre*

HOMMAGE À HEC MONTRÉAL

L'École des Hautes études commerciales (HEC) s'étant classée au dixième rang du classement international des écoles de gestion du magazine *Business Week*, l'éditorial de l'édition du 11 octobre au 7 novembre de *L'Intérêt*, le journal étudiant de HEC Montréal, portait justement sur la grandeur comparative de cette institution. Voici ce que Bruno Asseo, l'éditorialiste, avait à dire sur l'UQÀM : *«Je vous vois venir avec vos grandes phrases et vos grands gestes : c'est peut-être grâce à l'UQÀM que le Québec deviendra indépendant? Pas demain la veille, hein, on ne fait pas la révolution avec des milliers de paumés sur le B.S.»* Et sur l'Université McGill : *«Moi, j'évite toujours la ligne verte. McGill et ses centres d'achat. McGill et ses anglophones. McGill et son air arrogant. Non merci.»* Car de toute façon : *«HEC a les filles les plus sexy du continent. Je crois qu'on peut le dire sans vraiment en douter.»*

Source : *L'Intérêt*, le journal étudiant de HEC Montréal

Agenda

MANIFESTATION

Ceux qui s'opposent à la guerre en Afghanistan profiteront de la journée du samedi 28 octobre 2006 pour manifester leur mécontentement dans le cadre de la Journée d'action pancanadienne pour le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan. Le Collectif Échec à la Guerre organise une manifestation le 28 octobre sur l'heure du dîner : rendez-vous pour un rassemblement à 12h30 au Square Dorchester (coin Peel et René-Lévesque) et départ de la manifestation à 13h.

Info : www.echecalaguerre.org

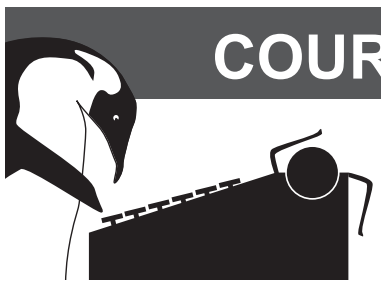
SIMULATION PARLEMENTAIRE

Le Parlement jeunesse Québec est l'occasion pour les jeunes qui s'intéressent à la vie démocratique de faire l'expérience de la vie parlementaire. Pendant cinq jours, du 26 au 30 décembre 2006, une centaine de jeunes de 18 à 25 ans (ou étudiants) se réunira pour débattre de thèmes comme la recherche universitaire, la réforme des institutions démocratiques, l'adoption et l'étalement urbain. Les personnes intéressées ont jusqu'au 1er novembre pour s'inscrire au www.pjq.qc.ca.

Info : (514) 246-7504, info@pjq.qc.ca

Inscription : au coût de 275$ – logement et repas compris, possibilité de demander le financement à votre député – au www.pjq.qc.ca.

COURRIER DES LECTEURS



Adresser vos textes à : redac@quartierlibre.ca

LA JEUNESSE CANADIENNE EXIGE UNE ACTION IMMÉDIATE, M. HARPER!

L'annonce du projet de loi sur la qualité de l'air du gouvernement Harper faite jeudi marque un tournant majeur dans l'approche canadienne de la lutte aux changements climatiques. Une semaine après «l'annonce d'autres annonces» orchestrée par le gouvernement conservateur, cet élément de la politique du «nouveau gouvernement» canadien révèle ce que tout le monde avait fini par comprendre : le Plan Vert II qui devait poursuivre l'œuvre de Brian Mulroney et faire du parti conservateur un *«exemple»* en matière environnementale a fait «pschitt» au cours de l'été ; on ne verra rien avant 2010, au plus tôt !

Ce projet de loi vise certes la réduction de la pollution atmosphérique mais il oublie l'essentiel : la lutte aux changements climatiques. La volonté du gouvernement Harper de semer la confusion dans l'esprit des canadiens sur la différence entre ces deux problématiques reliées mais bien distinctes révèle le sérieux avec lequel les conservateurs traitent actuellement la deuxième d'entre elles. La nouvelle approche visant l'atteinte de cibles concernant *«l'intensité d'émissions»* ne peut au mieux constituer qu'une toute petite partie de la solution. Le système climatique et son équilibre fragile n'ont en effet que faire de savoir que les grandes pétrolières en activité au Canada deviendront incroyablement plus efficaces dans les prochaines années, si, dans le même temps, elles rejettent deux fois plus d'émissions de gaz à effet de serre, comme le prévoient les projections pour l'exploitation des sables bitumeux en Alberta.

Mais au-delà de l'inaction criante du gouvernement fédéral, un autre signal d'alarme a retenti dans la communauté internationale. Quelques mois à peine après le succès de la conférence des Nations Unies ici même à Montréal, le Canada n'est plus un leader du Protocole de Kyoto aux côtés de l'Union Européenne, il est à l'inverse devenu un obstacle aux côtés des États-unis, le nouveau modèle du gouvernement Harper. Ce changement dramatique de position du Canada a été illustré à merveille par le vote des conservateurs, au début du mois, au parlement, sur le projet de loi libéral concernant le respect des engagements du protocole de Kyoto. N'a-t-on jamais vu un gouvernement présider une commission des Nations Unies et en même temps voter à son propre parlement contre les règlements de cette même commission alors qu'il est censé les promouvoir et être un exemple en la matière? C'est pourtant bien dans cette situation critique que s'est placé le gouvernement Harper en allant à l'encontre de ses propres engagements et en continuant d'agir contre la volonté de la majorité parlementaire de ce pays.

Pendant ce temps, la situation ne cesse de s'aggraver. On ne compte plus les rapports scientifiques qui s'accumulent et qui nous mettent tous en garde que l'évolution du climat, observée partout dans le monde, est plus préoccupante que jamais. Un chiffre symbolique vient ainsi d'être atteint. Jusqu'à présent, les ONG environnementales fixaient souvent l'objectif général de leurs actions à limiter un réchauffement global à un maximum de deux degrés dans le courant du XXIème siècle, un seuil critique au-delà duquel se trouvent l'inconnu et le risque grandissant d'un chaos climatique. Or on apprenait récemment que la communauté scientifique mondiale prévoit désormais que cette augmentation de température sera au minimum de deux degrés, ce qui démontre, une fois de plus, l'urgence de la situation.

Mais le gouvernement ne considère certainement pas dans ses calculs politiciens que ce sont les jeunes d'aujourd'hui qui vont être la première génération à subir de plein fouet les conséquences des changements climatiques dans les prochaines décennies. Conséquences directes d'une part pour toutes celles et ceux qui vivent dans le grand nord ou dans des endroits particulièrement exposés aux changements climatiques, conséquences indirectes pour tous les autres qui devront vivre dans un contexte international en insécurité globale permanente, un monde où l'on se demandera sûrement si la « menace » terroriste du début du XXIème siècle était bien la plus importante à contrecarrer…

(…)

Le temps n'est plus aux accusations partisanes ni aux énièmes consultations, le temps n'est plus aux tergiversations, le temps est à l'action M. Harper, le temps est à l'urgence, c'est notre avenir qui est en jeu!

Yann LOUVEL
Étudiant à la maîtrise en sciences de l'environnement à l'UQAM
Coordonnateur québécois de la Coalition Jeunesse Sierra
Contact régional pour le Québec de la Coalition Canadienne des Jeunes pour le Climat

Jérôme NORMAND
Directeur général d'ENvironnement JEUnesse
Membre fondateur de la Coalition Canadienne des Jeunes pour le Climat

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 8

LE RESTAURANT U EST UN AMPHI

(CAMEROUN – CIPUF) À l'Université Ngaoundéré au Cameroun, compte tenu de l'insuffisance des infrastructures, le restaurant Universitaire s'est mué en salle de cours.

Dieudonné GAÏBAÏ

En cette période de pré inscription à l'Université de Ngaoundéré, les nouveaux bacheliers ne se doutent pas des conditions d'études auxquelles ils feront face, une fois admis à suivre les enseignements dans cette institution. Et pourtant, dans les décanats des différentes facultés, les chefs d'établissements sont anxieux. A la faculté des sciences juridiques et politiques vendredi dernier, les longues files d'élèves en quête d'une première inscription suffisent à faire craindre les responsables.

L'Université de Ngaoundéré est passé de 4941 étudiants en 2000-2001 à près de 16000 étudiants aujourd'hui. Un effectif qui devrait connaître une croissance exponentielle au regard du taux de réussite enregistré au baccalauréat 2006. Selon les responsables du vice-rectorat chargé de l'enseignement, on enregistre à ce jour près de 3 000 nouveaux dossiers de pré inscription. Cette année, on envisage – comme en 2005 – de restreindre l'entrée à l'université aux étudiants tchadiens n'ayant pas obtenu une moyenne de 11 sur 20 au baccalauréat. Ce qui, aux yeux de quelques enseignants, n'est toujours pas suffisant pour résorber les problèmes d'effectifs pléthoriques dans les amphis.

Cette évolution des effectifs – qui n'est malheureusement pas suivie de la mise sur pied des infrastructures – déteint sur la qualité de la formation. Malgré les travaux en cours de construction d'un amphi 750 pour le compte de la faculté des sciences juridiques et politiques, l'Université n'a pas, au terme de ses treize années d'existence, changé la physionomie du centre universitaire de Ngaoundéré. Seuls trois blocs pédagogiques d'une capacité totale de 2 400 places ont été construits par l'administration universitaire. Dans cet environnement, les responsables ont sollicité le restaurant universitaire (avec sa capacité de 800 places) pour qu'il devienne une salle de cours. Les étudiants de première année de la filière Droit, un peu plus nombreux chaque année, y ont établi leurs quartiers. Tandis que les étudiants de première année de la filière économie et gestion ont pris d'assaut une vieille bâtisse, sans battants. Entre temps, les étudiants de la faculté des sciences, de l'IUT et de l'ENSAI se partagent l'unique laboratoire de l'institution. Pourtant, le budget d'investissement public de l'exercice budgétaire 2006 de l'Université de Ngaoundéré – qui se chiffre à 838 millions environ – prévoit la construction du centre médico-social, l'achèvement des travaux de l'amphi 750, etc.

Pour Haman Djallo, directeur des infrastructures du plan et du développement, *«nous avons mis en œuvre depuis 1999, des projets sur les sites prévues pour le centre universitaire. Le plan de développement prévoit en effet que chaque faculté ait un décanat, un grand amphithéâtre, des salles de cours. Mais c'est un problème de moyens qui ne nous permet pas de pouvoir mettre en œuvre tous ces projets d'un seul trait; d'où le principe de la progressivité dans la mise en place de nos infrastructures académiques.»*

Gagnez une des deux paires de billets pour Tremblant
en envoyant la réponse à la question suivante à l'adresse
info@quartierlibre.ca
en inscrivant ton nom, téléphone et courriel.

Tu as jusqu'à quand pour acheter ta passe étudiante Tremblant à 269 $?
Réponse sur ce lien : tremblant.ca

TREMBLANT

Le concours débute le **3 octobre** et se termine le **13 novembre**.

Quartier Libre

Étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal, quelles que soient les études que vous poursuivez, vous pouvez collaborer au Quartier Libre!

Aucune expérience préalable n'est nécessaire!

Rejoignez l'équipe de rédaction

le mercredi 25 octobre à 17h00
le mercredi 8 novembre à 17h00
le mercredi 22 novembre à 17h00

et participez à la réunion de production du journal.

Provost – Vice-rectorat aux affaires académiques
Services à l'extension de l'enseignement

Cet hiver, étudiez en terrain connu.

ici au Campus de Lanaudière
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Anglais - Criminologie - Gestion des services de santé et des services sociaux - Intervention auprès des jeunes - Petite enfance et famille Santé communautaire - Santé et sécurité du travail - Santé mentale - Toxicomanies

FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
Microprogramme en évaluation des compétences – 2e cycle

FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives - Milieu clinique

950, Montée des Pionniers, Lachenaie
450 657.7887 ou 1 866 770.7887

ici au Campus de Longueuil
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Anglais - Communication appliquée - Criminologie - Droit - Études individualisées Français cours de service - Gestion appliquée à la police et à la sécurité - Gestion des services de santé et des services sociaux Intervention auprès des jeunes - Intervention en déficience intellectuelle - Petite enfance et famille - Publicité - Rédaction - Relations industrielles - Relations publiques - Santé communautaire - Santé et sécurité du travail Santé mentale - Toxicomanies - Traduction II Violence, victimes et société

FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel – 2e cycle
Pharmacien - Maître de stage
Soins pharmaceutiques

FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives - Milieu clinique

FACULTÉ DE THÉOLOGIE ET DE SCIENCES DES RELIGIONS
Sciences religieuses - Théologie
Théologie pratique

Édifice Port-de-Mer
101, Place Charles-Lemoyne
Rez-de-chaussée
Longueuil
450 651.4777 ou 1 877 651.4777

ici au Campus de Ville de Laval
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Anglais - Communication appliquée - Cours de service - Criminologie - Droit - Études individualisées - Gestion appliquée à la police et à la sécurité - Gestion des services de santé et des services sociaux - Intervention auprès des jeunes - Intervention en déficience intellectuelle - Petite enfance et famille - Rédaction - Relations industrielles - Relations publiques - Santé communautaire - Santé et sécurité du travail - Santé mentale - Toxicomanies Violence, victimes et société

FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES
Intervention psychoéducative - Psychologie

FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel – 2e cycle
Pharmacien - Maître de stage
Soins pharmaceutiques

FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
Maîtrise en enseignement secondaire, profil science et technologie
Microprogramme en didactique – 2e cycle

FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives - Milieu clinique

FACULTÉ DE THÉOLOGIE ET DE SCIENCES DES RELIGIONS
Sciences religieuses - Théologie pratique
Théologie

Complexe Daniel-Johnson
2572, boulevard Daniel-Johnson, 2e étage
450 686.4777 ou 1 877 620.4777

ici au Campus de Québec
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Criminologie - Gestion des services de santé et des services sociaux - Relations industrielles Santé communautaire - Santé et sécurité du travail - Santé mentale

FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel – 2e cycle
Pharmacien - Maître de stage
Soins pharmaceutiques

Collège Saint-Charles-Garnier
1150, boulevard René-Lévesque Ouest
Québec
418 682.8782

Hiver 2007

www. campusregionaux.umontreal.ca

Université de Montréal

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 9

Gare d'Outremont

SCHIZOPHRÉNIE BUDGÉTAIRE

Le 30 mars dernier, l'Université de Montréal achetait la gare de triage d'Outremont. Une acquisition s'élevant à 20 millions de dollars (taxes incluses), pour le seul terrain. L'opération d'enlèvement des rails et de décontamination du terrain indispensable pour rendre le lieu viable a par ailleurs été évaluée à 27 millions de dollars. Avec les coupures dans les facultés et le déficit à l'Université, est-ce un luxe ?

Izumi ISHIDA

PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

UN TRAIN ENTRE EN GARE À OUTREMONT.

L'Université de Montréal a financé l'achat de la gare par un emprunt, et elle *«entend obtenir des subventions d'Ottawa pour la dépollution du terrain dans la mesure où les voies de transport relèvent de la responsabilité du gouvernement fédéral*, explique André Racette, directeur des finances de L'Université de Montréal. *Des démarches ont été entreprises en ce sens.»* M. Racette souligne que l'achat du nouveau terrain est distinct des opérations courantes de l'Université. L'acquisition de la gare d'Outremont relève du fonds d'immobilisation destiné à la gestion des actifs (dont les immeubles) de l'Université, et financé majoritairement par des emprunts. *«Pour le moment l'achat de la gare d'Outremont n'a pas d'incidence sur le budget de fonctionnement,* affirme André Racette. *La gare de triage représente un placement qu'il faut valoriser et il n'est pas question pour nous que le budget de fonctionnement soit touché pour mettre en valeur cet actif. Nous avons la responsabilité de gérer les fonds séparément.»*

Le directeur des finances signale pourtant qu'une partie des intérêts de l'emprunt contracté pour acquérir la gare de triage sont remboursés par le fonds de fonctionnement. Les salaires, les activités d'enseignement et de recherche, les frais afférents à l'utilisation des pavillons constituent autant de charges payées par le fonds de fonctionnement de l'Université. Ce fonds est financé essentiellement par les subventions du gouvernement provincial, les frais de scolarité payés par les étudiants et les activités périphériques (cliniques dentaire, vétérinaire, d'optométrie, cafétéria, etc.).

Une baisse des revenus affectés au fonds de fonctionnement est prévue pour 2006-2007, résultat, notamment, de l'incertitude entourant le montant de la subvention accordée par le gouvernement provincial. Une hausse des dépenses de fonctionnement est projetée suite entre autres, à l'augmentation de la clientèle de l'Université et à la signature avec différents acteurs de l'Université de conventions collectives garantissant un certain niveau d'augmentation des salaires. Moins de ressources et plus de dépenses, tout cela combiné à un déficit de fonctionnement de 48 millions de dollars au 31 mai 2005, selon les états financiers de l'Université pour l'année 2004-2005.

IMMOBILISER LE FONCTIONNEMENT

«On investit pour le futur mais on pénalise le présent», déclare Louis Dumont, président du Syndicat général des professeures et professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM). Sylvain Dubé, coordonnateur aux affaires universitaires de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM), note pour sa part qu'à terme, la maintenance, l'électricité, le chauffage de nouveaux bâtiments représenteraient des charges supplémentaires à inscrire au budget de fonctionnement, d'où l'importance de bien évaluer l'impact à long terme de tout aménagement nouveau. *«La question du financement d'un développement nouveau de l'Université est essentielle»*, conclut-il. André Racette indique à ce sujet qu'une partie de ces coûts de fonctionnement devrait être prise en charge par les grilles de calcul du gouvernement du Québec, dès lors que ce dernier autorise les nouvelles constructions, et que celles-ci respectent les normes imposées par le gouvernement.

Louis Dumont qualifie les fonds de fonctionnement et d'immobilisation de *«vases communicants»*. Selon lui, *«on pénalise le fonctionnement à cause de la stratégie de développement des immobilisations»*. Par exemple, une note tirée des états financiers pour l'année 2004-2005 (p.23) indiquait qu'*«un montant de 1 157 000 $ a été transféré du fonds de fonctionnement général au fonds des immobilisations afin de rembourser l'emprunt lié au bâtiment situé au 3744, rue Jean-Brillant»*. André Racette indique que certains transferts de ce type sont possibles, *«dans le respect des principes comptables»*. Les états financiers pour l'année universitaire 2005-2006 sont en cours d'approbation par les vérificateurs. Ils devraient être rendus publics d'ici la fin du mois de novembre.

SPACE ODDITY

Si la gare de triage d'Outremont venait à être utilisée pour développer le campus de l'UdeM, plusieurs redoutent les effets néfastes d'un éclatement encore plus grand des infrastructures. Louis Dumont note ainsi que *«pour favoriser l'interdisciplinarité il faut avant tout une proximité physique des individus»*. Sylvain Dubé, quant à lui, remarque que *«si la gare d'Outremont a un potentiel de développement, la question de la mobilité des étudiants est essentielle. On ne veut pas créer deux ghettos. La communauté universitaire doit avoir une cohésion physique»*.

Le manque d'espace sur le campus est estimé à 40 000 mètres carrés, ce qui limite les activités étudiantes et communautaires et entraîne la pénurie, par exemple, des locaux affectés aux cycles supérieurs. Il signale que le gouvernement provincial lui-même reconnaît à l'UdeM un déficit d'espace. L'achat de la gare de triage pourrait en partie constituer une réponse à ce problème. Il reste toutefois à étudier les différents scénarios possibles. *«La FAÉCUM prépare un mémoire traitant de la reconfiguration physique du campus, en fonction des priorités étudiantes telles que la mobilité, la vie communautaire, le développement durable. Le document sera rendu public d'ici la fin de la session d'automne»*, conclut Sylvain Dubé. Louis Dumont argue de son côté que d'autres solutions au manque d'espace étaient envisageables et qu'elles n'ont pas été étudiées par la direction avant de procéder à l'achat de la gare de triage. Le réaménagement du pavillon Marie-Victorin, dont environ la moitié de l'espace n'est pas occupé, aurait pu être considéré. L'Université a par ailleurs le droit d'exproprier dans un périmètre d'environ 3 km autour de son campus ; une piste qui, selon M. Dumont, n'a pas été envisagée.

COURTOISIE : UdeM

LE PLAN DU FUTUR CAMPUS DE L'UDEM À OUTREMONT A ÉTÉ DÉVOILÉ LE 23 OCTOBRE.

NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS

Lundi le 23 octobre, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Jean-Marc Fournier, et le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation , Raymond Bachand, ont annoncé en présence du recteur Luc Vinet un investissement de 30 millions de dollars dans le projet de la gare de triage d'Outremont. Ces fonds – qui s'inscrivent dans le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique – participeront à financer la décontamination du site, le déplacement de la voie ferrée et la construction du viaduc ferroviaire. En point de presse, Luc Vinet a estimé que la décontamination du site devrait coûter aux alentours de huit millions de dollars.

M.L.

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 10

Quartier Libre

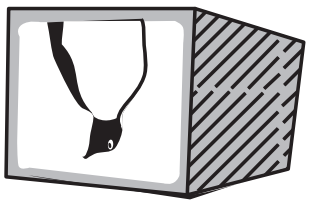
Étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal, quelles que soient les études que vous poursuivez, vous pouvez collaborer au Quartier Libre!

Aucune expérience préalable n'est nécessaire!

Rejoignez l'équipe de rédaction

le mercredi 25 octobre à 17h00
le mercredi 8 novembre à 17h00
le mercredi 22 novembre à 17h00

et participez à la réunion de production du journal.



double pizza®
514•343•0•343
10% SUR $ 50 ET PLUS **TOUJOURS 2 POUR 1**
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS **LIVRAISON GRATUITE**
5002 QUEEN MARY

VUE PANORAMIQUE

Metro Guy-Concordia (sortie St-Mathieu)
1160, rue St-Mathieu, #100

APPARTEMENTS RÉNOVÉS
- **Studio 679 $**+, 2 1/2 739 $+, 3 1/2 925 $+, 4 1/2 1125 $+
- Chauffés, climatisés, électros inclus
- Piscine intérieure, stationnements disponibles

514 933-6771 ou 514 943-5888
www.metcap.com

Campus durable à l'UdeM

FERME LENTEUR

En mars 2006, le Congrès de la FAÉCUM a adopté, dans son Plan de développement 2006-2010, un projet pour favoriser le développement durable à l'Université de Montréal. Toutefois, les recommandations des comités qui avaient mené le projet Campus durable jusqu'au congrès ont été rejetées par les délégués présents au congrès du printemps 2006.

Youssef SLIMANI

Le rejet des recommandations formulées par UniVertCité et le comité pour la Surveillance de la consommation responsable et des transactions éthiques (SCRUTÉ), les deux comités participatifs chargés de la promotion du projet, a été un dur coup pour le projet Campus durable. La campagne de mobilisation prévue pour l'été dernier a été annulée. Selon Julien Lafrance-Vanasse, coordonnateur d'UniVertCité, la non adoption d'un comité scientifique multipartite a affecté la concertation avec les différents acteurs universitaires. Il indique que *«le projet Campus durable est au point zéro»*. Il s'est cependant abstenu de commenter la lenteur du processus. De son côté, Sylvain Dubé, l'ancien coordonnateur aux affaires associatives de la FAÉCUM, affirme que l'été dernier a été l'occasion d'aller chercher la participation de la direction de l'Université. *«Ce n'est pas une mince affaire*, estime-t-il. *L'adhésion de la direction est essentielle pour la réussite du projet. Des projets similaires ont rencontré des problèmes parce que la direction n'y participait pas.»* En plus, il note qu'un chargé de projet a été embauché par la FAÉCUM pour *«assurer la liaison entre les différents acteurs et étudier les expériences similaires pour en tirer avantage et éviter les embûches»*.

LA TERRE EST PATIENTE

C'est le 13 octobre dernier qu'a eu lieu la première réunion du comité formé par la FAÉCUM pour mener à bien le projet Campus durable. *«C'était une réunion de familiarisation avec le projet et de définition de sa mission»*, a indiqué Julien Lafrance-Vanasse. Le coordonnateur d'UniVertCité estime que *«Campus durable connaît un nouveau départ»*. Il a indiqué que la planification sera à l'ordre du jour de la prochaine rencontre du comité. *«Trois chantiers ont été retenus par le comité : les finances, la communication et la méthodologie»*, confie Sylvain Dubé. Dans le cadre de Campus durable, les étudiants doivent effectuer des mesures d'indicateurs à l'aide du Cadre de travail pour l'évaluation de la durabilité sur les campus (CTEDC), un outil spécialement conçu pour mesurer l'état actuel du développement durable dans les campus canadiens. Le chantier de la méthodologie a donc pour objectif *«d'évaluer cet outil de mesure, le CTEDC, et de l'adapter pour la situation du campus de l'UdeM»*, précise M. Dubé. Il prévoit que *«la phase d'évaluation pourrait débuter l'hiver prochain, si le travail méthodologique est conduit avec sérieux et rigueur»*. Or, selon le processus d'implantation du projet Campus durable proposé par les comités participatifs au Congrès, la phase d'évaluation qui consiste à dresser un bilan de la situation actuelle devait démarrer cet automne.

L'adhésion de la direction est essentielle pour la réussite du projet. Des projets similaires ont rencontré des problèmes parce que la direction n'y participait pas

Sylvain Dubé
coordonnateur aux affaires universitaires de la FAÉCUM

Le chantier des finances aura, quant à lui, pour mission *«de créer des bourses et de fixer leurs modalités d'octroi afin de financer le travail des étudiants qui seront chargés des mesures des indicateurs»*, précise le coordonnateur aux affaires associatives. Ce dernier indique que des enseignants approchés à ce propos ont montré une ouverture à intégrer et encadrer les travaux de ces étudiants dans le cursus académique. Par ailleurs, le chantier de la communication s'est fixé comme objectif de faire la promotion du projet Campus durable au sein de la communauté universitaire et, surtout, de mobiliser les étudiants autour de ce projet.

CTEDC

Désigne le Cadre de Travail pour l'Évaluation de la Durabilité sur les Campus. Surtout connu sous le nom de CSAF (Campus Sustainability Assessment Framework), il s'agit d'une étude de durabilité d'un campus universitaire d'après le modèle élaboré par Lindsay Cole, de l'Université Royal Roads à Victoria. C'est un outil qui aborde 170 indicateurs répartis sur 10 sections thématiques comprises dans deux systèmes principaux : l'écosystème (matériaux, énergie, air, sol et eau) et le système-personnes (gouvernance, savoir, économie et prospérité, santé et bien-être, et communauté).

Réseaux 15e saison PRÉSENTE

MARDI **31 OCTOBRE** 20 H • ELIO **MARTUSCIELLO**
MERCREDI **1er NOVEMBRE** 20 H • **QUASAR**
JEUDI **2 NOVEMBRE** 20 H • FRANCIS **DHOMONT**
VENDREDI **3 NOVEMBRE** 20 H • LUDGER **BRÜMMER**
SAMEDI **4 NOVEMBRE** 20 H • CHRISTIAN **CALON**

AKOUSMA
— CE QU'ON ENTEND DE L'ÉLECTRO COMME JAMAIS VUE
événement 80e anniversaire de Dhomont

LE RETOUR DE L'EXCEPTIONNELLE SÉRIE DE CONCERTS CONSACRÉE À LA MUSIQUE ÉLECTROACOUSTIQUE SOUS TOUTES SES FORMES : ACOUSMATIQUE, MIXTE, VIDÉOMUSIQUE

STUDIO HYDRO-QUÉBEC — **MONUMENT-NATIONAL**, 1182, BOULEVARD SAINT-LAURENT, MONTRÉAL [MÉTRO SAINT-LAURENT]
BILLETS : ADULTES **15 $**, ÉTUDIANTS **8 $** — PASSEPORT : ADULTES **50 $**, ÉTUDIANTS **25 $**
www.rien.qc.ca BILLETTERIE : **514-871-2224** (SANS FRAIS : **1-866-844-2172**)

Conseil des Arts du Canada / Canada Council for the Arts — Conseil des arts et des lettres Québec — Patrimoine canadien / Canadian Heritage — Conseil des arts de Montréal — Fondation SOCAN Foundation — Quasar — 101,5 Radio-Montréal — LA LISTE.qc.ca

Emploi d'été au Parlement du Canada

Devenez
Guide
parlementaire
Illustrez-vous dans les corridors de l'histoire

Présentez votre demande en ligne à **www.parl.gc.ca/guides** ou pour plus de renseignements composez le 1-866-599-4999

Date de clôture : Le 13 novembre 2006

Bibliothèque du Parlement — Library of Parliament

www.parl.gc.ca/guides

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 11

CALESH et FAÉCUM

ÊTRE AUX DEUX

Pour s'affilier à la CALESH, il faut être prêt à se désaffilier à la FAÉCUM. En effet, la Coalition des associations étudiantes de Lettres et Sciences humaines demande une fidélité absolue à ses associations membres. Pourtant, l'Association des étudiants diplômés d'histoire de l'Université de Montréal (AÉDDHUM), membre de la CALESH, n'a pas encore coupé ses liens avec la Fédération.

Marie-Odile MARCOUX-FORTIER

«*Il faut aller devant la FAÉCUM et ça urge. C'est important que tout le monde sache que nous sommes désaffiliés et ça fait partie de notre mandat*», explique François Tougas, coordonnateur aux affaires externes de l'Association des étudiants diplômés du Département d'histoire de l'Université de Montréal (AÉDDHUM). Officiellement, l'AÉDDHUM est toujours membre de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) tout en étant membre de la Coalition des associations étudiantes de Lettres et Sciences humaines, la CALESH et ce, parce qu'elle n'est pas allée annoncer la nouvelle lors d'une réunion du conseil central de la FAÉCUM, étape obligatoire du processus de désaffiliation de la Fédération.

Pourtant, le point 2.2.2 des statut et règlements de la CALESH stipule que toute association étudiante qui en fait partie «*n'est pas membre d'un autre regroupement d'associations étudiantes disciplinaires à l'échelle de l'Université de Montréal ayant un rôle similaire à celui de la CALESH*». Selon Marc-André Faucher, coordonnateur aux affaires externes, deux autres associations seraient dans la même situation que l'AÉDDHUM, soit l'Association des étudiants de Lettres et de Sciences humaines de l'Université de Montréal (AÉLSCUM) et l'Association des cycles supérieurs de Sociologie de l'Université de Montréal (ACSSUM). «*Au début du processus de désaffiliation de la FAÉCUM et de création de la CALESH, on pensait tous aller déposer en même temps pour expliquer notre démarche aux autres associations et éviter les tensions, mais finalement, on a été tellement pris par la préparation de l'assemblée supra-générale de consolidation que l'idée s'est perdue*», explique-t-il.

COUPURE INCOMPLÈTE

Ève-Marie Lampron était coordonnatrice aux affaires externes de l'AÉDDHUM lors du processus de désaffiliation à la FAÉCUM. C'est le 15 novembre 2005, en assemblée générale, que la décision de se désaffilier de la FAÉCUM a été prise. Lors de la même réunion, les membres ont décidé de se joindre à la CALESH. «*C'était la volonté des membres avant d'être celle de l'exécutif*», explique Ève-Marie Lampron. En mars 2006, une lettre a été envoyée à la FAÉCUM pour officialiser la désaffiliation de l'association des étudiants d'Histoire de 2e et 3e cycle. «*On a attendu que le processus à la CALESH soit bien enclenché. Je pensais que la lettre était suffisante*», ajoute-t-elle. Lors du premier conseil de coordination de la CALESH, Marc-André Faucher a rappelé aux associations membres qu'elles devaient aller au conseil central de la FAÉCUM. «*Tant que ça se fait d'ici la fin de la session…*», précise-t-il. Il a été impossible de connaître la position de la FAÉCUM dans ce dossier, la Fédération ne nous ayant pas rappelés. Cependant, jusqu'à tout récemment, l'AÉDDHUM figurait toujours sur la liste des associations membres que la FAÉCUM affichait sur son site Internet. Le nouveau site de la Fédération est présentement en construction.

Bien que le processus de désaffiliation de la FAÉCUM ne soit pas terminé, l'AÉDDHUM est bien active au sein de la CALESH. «*La FAÉCUM est devenue une corporation de défense, sans plus. La différence fondamentale c'est qu'à la CALESH quiconque veut s'exprimer n'a pas de bâtons dans les roues*», explique François Tougas. Ève-Marie Lampron, même si elle ne fait plus partie de l'exécutif de l'AÉDDHUM, continue de s'intéresser aux affaires étudiantes. La possibilité pour tous les étudiants de participer aux assemblées générales de la CALESH répond à ses attentes. Elle met cependant un bémol : «*Les étudiants d'histoire des cycles supérieurs sont peu présents sur le campus. Maintenant qu'ils peuvent participer aux assemblées générales de la CALESH, il leur revient de s'investir*».

Les statuts et règlements de la CALESH interdissent aux associations membres d'être affiliées à un autre regroupement de l'Université de Montréal. Il faut aller au conseil central de la FAÉCUM pour officialiser la désaffiliation, ça urge

François Tougas
coordonnateur aux affaires externes de l'AÉDDHUM

Paulémique

ASÉQ et AGEEFEP

RÉFÉRENDUM ASSURÉ !

Lorsque l'ASÉQ a été créée en 1996, les étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (FEP) n'avaient pas jugé pertinent d'adhérer au régime d'assurances proposé. Dix ans plus tard, la clientèle a bien changé. En effet, l'Association générale des étudiants et étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) a reçu en novembre 2005 le mandat de tenir un référendum par voie postale sur l'affiliation. Les étudiants ont donc été conviés à s'exprimer sur le sujet, du 2 au 20 octobre dernier.

Normand FORGUES-ROY

Parce que la clientèle de la Faculté de l'éducation permanente (FEP) change, l'association de ses étudiants pourrait bien s'affilier à l'Alliance de la santé étudiante du Québec (ASÉQ), qui offre des services d'assurances aux étudiants. «*On a maintenant beaucoup plus d'étudiants à temps plein, de travailleurs autonomes, d'employés précaires*», explique Denis Sylvain, coordonnateur adjoint à l'association. Il explique que la moyenne d'âge des étudiants inscrits à la FEP a baissé. Cette modification du profil des membres de l'Association entraîne des changements dans les besoins des membres. Il y a dix ans, les étudiants de la FEP souscrivaient déjà pour la plupart à des régimes d'assurance collective, ce qui n'est plus le cas, souligne M. Sylvain.

L'ASÉQ offre une couverture pour tout ce qui n'est pas inclus dans le régime d'assurance-maladie du Québec, soit les services dentaires, chiropratiques et de transport en ambulance. Elle agit à double titre de courtier et d'administrateur de services d'assurances-santé. Ainsi, la compagnie privée est en quelque sorte une interface entre l'étudiant et l'assureur, offrant aide et conseil aux étudiants dans leurs réclamations. C'est cette fonction qui l'occupe le plus. Pour Patrice Allard, directeur au développement de l'ASÉQ, ce rôle justifie à lui seul l'existence du programme.

À CLIENTÈLE ATYPIQUE, DÉMOCRATIE ATYPIQUE

Le référendum a eu lieu par voie postale. La méthode adoptée est celle du Syndicat canadien de la fonction publique. Les étudiants doivent glisser leur bulletin dans une enveloppe vierge, qui est par la suite cachetée et glissée dans l'enveloppe postale. Cette dernière est envoyée au bureau du doyen de la faculté. Les enveloppes contenant les bulletins sont ensuite glissés dans une urne scellée. Si la méthode peut sembler compliquée, elle présente toutefois, selon Denis Sylvain, des garanties de transparence. Les parties intéressées, soit l'AGEEFEP et l'ASÉQ, ne toucheront pas aux bulletins. Les voix seront dépouillées le 30 octobre prochain. L'opération se fera dans les bureaux du doyen, en présence de trois observateurs : un pour l'ASÉQ, un pour l'AGEEFEP et un autre, neutre celui-là, qui représentera le doyen.

On a maintenant beaucoup plus d'étudiants à temps plein, de travailleurs autonomes d'employés précaires

Denis Sylvain
coordonnateur adjoint à l'Association générale des étudiants et étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 12

FAUT LE CROIRE POUR LE VOIR

***«Il n'y a pas de conspirations, seulement des conspirationnistes»*, estime Pierre Cloutier, porte-parole des Sceptiques du Québec. Mais qui sont ces conspirationnistes et qu'est-ce qui les motivent à élaborer ou propager des théories de conspiration?**

Jean-Claude PAQUET

«*Une théorie de complot, c'est une hypothèse non fondée*», explique Jean-Guy Vaillancourt, professeur de sociologie à l'Université de Montréal. Les conspirationnistes vont ensuite utiliser des exemples concrets de l'actualité afin de se convaincre du bien-fondé de leur théorie, explique-t-il. Les motivations qui poussent les gens à adhérer à des théories de conspirations peuvent provenir d'aussi loin que notre enfance, estime Pierre Cloutier, des Sceptiques du Québec : «*L'enfant doit croire* [ce que dit] *son parent pour grandir. Ce sont les pulsions intérieures qui obligent les gens à croire*».

En effet, ce ne sont pas tous les conspirationnistes qui croient durs comme fer aux fondements des histoires qu'ils racontent. Certains d'entre eux éprouvent un certain plaisir à s'effrayer avec différents récits de conspirations mondiales, même si, logiquement, il ne peut y avoir plusieurs *bégémons*. André Lafrance, professeur titulaire au département de communication de l'Université de Montréal, estime que cela répond au même principe que la mécanique des montagnes russes : «*Ils se font peur, mais n'y croient pas vraiment*», explique-t-il. D'autre part, il suggère que les aficionados de conspirations agissent ainsi pour obtenir du pouvoir. «*L'information c'est le pouvoir. Si je possède une information que les autres ne possèdent pas, j'ai du pouvoir dans ma famille, au travail, dans la société. Le complot a une valeur sociale pour les individus. Les conspirationnistes n'y croient pas vraiment. C'est une monnaie d'échange.*»

Les théories de conspiration répondent à une logique toute autre que la méthode scientifique, qui consiste à infirmer une hypothèse. «*Les conspirationnistes, eux, font l'effort de confirmer leur hypothèse. Si on ne peut l'infirmer, l'hypothèse reste plausible et la conspiration possible*», explique Jean-Guy Vaillancourt. Dans l'élaboration et la construction de leurs théories, les conspirationnistes jouissent ainsi de certains avantages. Il est plus aisé de renforcer une théorie de conspiration que de la contredire. C'est aussi pour cette raison que les conspirationnistes ont des difficultés à demeurer crédibles. Le fardeau des explications logiques et rationnelles peut devenir trop lourd pour l'individu, qui devra un jour nier sa propre théorie.

Paul de Bané, fort connu des journalistes pour la théorie de l'irradiation des aliments qu'il défend, estime que des scientifiques, après la Seconde guerre mondiale, ont commencé à utiliser le procédé de l'irradiation des aliments pour émonder, à long terme la population. Selon lui, il s'agit «*du plus grand complot que l'humanité ait connu.*» Le sociologue Jean-Guy Vaillancourt juge cette théorie irrationnelle. «*Pour lui, tout s'explique par l'irradiation des aliments. Il en fait un complot universel dont les gens se serviraient pour contrôler le monde*», affirme M. Vaillancourt.

Dominique Scarfone, professeur de psychologie à l'Université de Montréal, formule un avertissement similaire. Selon lui, il importe de se méfier de toutes ces théories de conspiration : «*J'irais même jusqu'à vous suggérer de vous méfier de quiconque prétend pouvoir affirmer clairement des vérités valables pour tous. "De vous méfier", ai-je dit... hum.... cela sentirait-il la théorie du complot?*», ironise t-il.

Avec la collaboration de Catherine LEROUX

La plus célèbre des falsifications du XXe siècle : le document des protocoles des sages de Sion

«*C'est la mère de toutes les conspirations*», estime le professeur de sociologie de l'Université de Montréal Jean-Guy Vaillancourt. *Les protocoles des Sages de Sion* est un faux document rédigé à l'époque du tsar Nicolas II, à la demande de ce dernier, pour le conforter dans sa politique de discrimination envers les Juifs. C'est un antisémite russe, Mathieu Golovinski, exilé en France, qui l'a écrit. Le texte, rédigé en 1905, est en fait un plagiat du *Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu,* écrit en 1864 par Maurice Joly, qui dénonce un complot bonapartiste. Les bonapartistes du texte de Montesquieu sont devenus les Juifs; la France, le monde. Le texte, qui regroupe des supposés comptes rendus d'une vingtaine de réunions secrètes entre juifs, devait servir à faire croire en un complot juif visant à anéantir la chrétienté et à dominer le monde.

La conspiration fut démentie en 1921, par le *Times,* qui publia *La fin des protocoles*, faisant la preuve que *Les protocoles des Sages de Sion* étaient en fait de faux documents. Le célèbre journal londonien avait fait paraître, l'année précédente, le texte du «complot juif». Dans les années 1930, les Nazis s'en servir pour leur propagande antisémite. Ainsi, ils pouvaient justifier leur haine et leur racisme envers le peuple juif, censé dominer le monde. Aujourd'hui encore, le document serait utilisé par certains intégristes musulmans. Jean-Guy Vaillancourt explique que la théorie du complot juif est plus complexe que la majorité des autres conspirations. C'est sa complexité qui fait qu'elle est encore populaire aujourd'hui. «*Les gens aiment ça quand c'est secret et quand ils ont trouvé les documents; ils s'en servent pour justifier leur haine*», explique-t-il.

PHARE ILLUSOIRE

Les théories de conspiration ne sont pas circonscrites aux forums de discussion : elles s'inscrivent dans le dialogue d'une société, et ont parfois des répercussions bien concrètes. Quand le conspirationsime devient politique...

Catherine LEROUX

Au-delà de la paranoïa, les théories de conspiration, jugent les experts, ont aussi un rôle dans les rapports de pouvoir, voire un rôle politique. «*À prime abord, il n'est pas complètement farfelu de croire qu'il y a des complots, parce qu'il y en a!*», s'exclame Pierre Cloutier, le porte-parole des Sceptiques du Québec, évoquant le scandale des Commandites, l'affaire Enron et plusieurs autres. Cependant, selon lui, les gens qui manigancent finissent toujours par se faire prendre puisque aucun plan n'est parfait. L'erreur des conspirationnistes serait donc de présumer que les conspirateurs sont infaillibles. Milton Campos, professeur au département de communication de l'Université de Montréal, va plus loin : selon lui, les théories de conspiration trouvent majoritairement leur cause dans le manque de transparence des gouvernements : «*Quand les irrégularités ne sont jamais expliquées, quand les questions restent sans réponse, les gens se méfient et se mettent à développer des explications alternatives à partir du peu d'informations dont ils disposent*», explique-t-il. Certaines personnes relient ensuite ces informations disparates et leur imagination comble les espaces vides pour ainsi créer un récit cohérent.

DE L'INERTIE À L'ACTION

Ce sentiment de méfiance envers l'autorité peut conduire, selon le professeur de communication André Lafrance, à une certaine inertie politique. «*Tout en ayant l'apparence de contester le pouvoir établi, les conspirationnistes le renforcent en justifiant l'inaction par l'impuissance, en disant que les conspirateurs sont tellement forts qu'ils ne peuvent rien faire. C'est une manière de se déresponsabiliser*», explique-t-il. Toutefois, pour le journaliste Michel Dumais, il n'y a pas que des «conspirationnistes assis». Au contraire, selon lui, certains d'entre eux ont même changé le cours de l'Histoire. Le génocide rwandais, cite-t-il en exemple, a vraisemblablement été encouragé – sinon causé – par la diffusion, à la radio rwandaise, de l'idée qu'il y avait un complot tutsi contre les Hutus. «*Lorsqu'on a une combinaison de paranoïa et de sophismes, les théories de conspirations peuvent devenir dangereuses. Elles ont à la fois un pouvoir de mobilisation et d'immobilisation*», affirme-t-il.

Le conspirationsime est donc souvent politique, soutient M. Dumais. On décèle souvent un parti-pris idéologique, qu'il soit de droite ou de gauche, derrière les conspirations. Pour bien des groupes, les théories de conspirations servent de vecteur à la propagande. «*Pour la mouvance extrémiste islamiste, par exemple, les sites conspirationnistes sur le web constituent une énorme plate-forme de propagande anti-américaine*», constate-t-il. À plus petite échelle, les conspirationnistes acquièrent quand même un certain pouvoir grâce à leurs activités. «*L'information a une valeur d'échange dans la société. Posséder la vérité sur les gens qui dominent le monde, c'est s'élever au-dessus de la masse et gagner du pouvoir sur les autres*», observe-t-il. La vérité ou la fausseté de l'information perdrait alors son importance au profit de ce contre quoi elle peut être monnayée : respect, autorité… Ainsi, croit M. Dumais, il y aura toujours des gens pour questionner le pouvoir, et d'autres, pour tenter de se l'arroger. Et ce sont parfois les mêmes.

Pour les curieux...

Sources conspirationnistes

Coast to Coast AM

Émission de radio diffusée au milieu de la nuit à travers l'Amérique du nord. Sur les ondes AM ou www.coasttocoastam.com pour la version podcast

Loose Change

Documentaire sur les événement du 11 septembre 2001, téléchargeable sur Youtube.
L'effroyable imposture
livre du Français Thierry Meyssan, traitant du même sujet

Sources critiques

www.hoaxbusters.com,
www.snopes.com,
www.sceptiques.qc.ca

Les extraterrestres sont parmi nous...

Ou du moins, leurs dépouilles illicitement autopsiées le sont. Nos aliments sont irradiés. Les Francs-Maçons contrôlent le monde. Les Juifs contrôlent le monde. Le Vatican contrôle le monde. McDonald contrôle le monde. Les Américains n'ont pas marché sur la Lune mais ils ont orchestré les attaques du 11 septembre 2001. Les traces laissées dans le ciel par des avions sont en fait des produits chimiques destinés contrôler la population. Le complexe militaro-industriel est derrière l'assassinat de JFK. Lady Di a été victime d'un meurtre rituel d'un culte satanique d'un regroupement secret d'élites politiques. Des puces de repérages portant la marque 666 ont été implantées sur certains de nos concitoyens à leur insu. La zone 51 au Nevada est le siège d'expériences d'hybridation entre humains et extraterrestres. Les Illuminatis, un groupe occulte d'oligarques, dirige un gouvernement mondial secret qui a laissé sa marque sur les billets de 1 $ américains.

Si l'une de ses affirmations vous est familière, c'est que vous avez déjà eu affaire à un conspirationniste. Plus qu'une tendance, la croyance en des théories de conspiration apparaît comme un fait de société que les nouveaux médias n'ont fait qu'exacerber. Qui sont les conspirationnistes et comment leurs idées nous parviennent-t-ils ?

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 13

LES MÉDIAS DE LA PARANOÏA

Les nouvelles technologies de l'information, importantes sources de diffusion des théories de conspiration, n'en ont pourtant pas l'apanage. Du livre à la baladodiffusion, de la rumeur au téléjournal, les idées des conspirationnistes trouvent toujours leur chemin jusqu'à leur public, et parfois au-delà.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Catherine LEROUX

Les théories de conspiration ne datent pas d'hier, mais les innovations technologiques dans le domaine de l'information semblent en avoir modifié la nature ou du moins la portée. Si Internet apparaît comme l'espace de prédilection des conspirationnistes, ceux-ci existaient bien avant son invention et les autres médias ne sont pas toujours imperméables à leurs propos.

Une rencontre avec deux passionnés de conspirations, Steve et Adam, confirme qu'Internet est, à l'heure actuelle, le meilleur endroit où s'informer. *«Il y a des centaines de sites où on peut non seulement lire des articles, mais aussi discuter sur des forums, voir les images qui appuient les théories»*, rapporte Adam. *«On ne peut se fier aux journaux* mainstream *et à la télévision»,* déclare Steve.

Bien qu'Internet regorge d'informations à ce sujet, il n'y a pas eu d'augmentation substantielle des théories de conspirations depuis son avènement, estime Pierre Cloutier, porte-parole des Sceptiques du Québec. Il soutient que la nature de ces conspirations n'a guère changé depuis l'époque précédant l'avènement du cyberespace. Cependant, selon André Lafrance, professeur au département de communication de l'Université de Montréal, *«l'absence de censure et l'accessibilité de la diffusion sur Internet a rendu les théories de conspiration plus extrêmes»* et a, ainsi, possiblement modifié la culture de la conspiration. Il admet toutefois qu'il y avait des conspirationnistes bien avant l'invention d'Internet.

À L'ANTENNE

Mais où les conspirationnistes trouvaient-ils leur compte avant de pouvoir s'exprimer sur le web? Outre le bon vieux bouche à oreille, le livre était selon M. Cloutier une source importante d'informations. Au Québec, la maison Louise Courteau Éditrice, par exemple, se spécialise dans la publication de théories de conspiration et, encore aujourd'hui, continue de publier des essais sur les conspirations, la spiritualité et le paranormal. À la radio, la populaire émission *Coast to Coast AM*, la mecque des amateurs de paranormal et de complots, fait fureur sur les ondes nord-américaines depuis les années 1980.

Aujourd'hui, si ces médias rejoignent encore leur part du «marché conspirationiste», leur distribution se réalise en large partie grâce au web. Le livre et l'émission de radio – format baladodifussion – restent des sources assez importantes. Toutefois, pour Adam et Steve, *«la source la plus convaincante et la plus rigoureuse est sans aucun doute le documentaire»*. Disponible sur le web, le documentaire «maison» est généralement un montage d'images tirées d'émissions d'information et commentées par un narrateur qui en interprète la signification cachée. M. Lafrance y voit un manque de réflexes critiques vis-à-vis des médias de l'image. *«Nous avons appris à nous méfier de l'imprimé, mais pas de l'image. Nous ne soupçonnons pas que ce qu'on voit puisse être manipulé.»*

ET LES JOURNALISTES ?

Les médias traditionnels jouent aussi un rôle dans la diffusion des théories de conspiration, affirme André Lafrance, de l'Université de Montréal. *«Quand une théorie a assez circulé pour faire un peu de bruit, les journalistes s'en emparent et l'existence de la rumeur devient alors une nouvelle. Cependant, ce que les gens retiennent n'est pas que la théorie est fausse, mais la théorie elle-même. Ainsi, en s'en mêlant, les médias* mainstream *donnent une crédibilité à la rumeur»*, explique-t-il. Michel Dumais, journaliste et spécialiste des technologies des médias, estime, quant à lui, que les journalistes jouent un rôle important dans la médiation des théories de conspiration : ils départagent le vrai du faux. *«Le verdict sur les théories de conspiration passe souvent par les journalistes, qui vont parfois confirmer une rumeur de conspiration, et parfois la démentir. Voilà pourquoi le journalisme d'enquête est essentiel»,* ajoute-t-il.

Mais, en effet, l'exercice de son sens critique est encore la meilleure manière de spérarer le bon grain de l'ivraie, admet M. Lafrance. *«On aurait besoin de cours d'éducation à l'esprit critique dès le primaire!»* plaide-t-il. M. Dumais donne un conseil similaire : *«Si le conspirationiste est quelqu'un qui doute, la meilleure arme contre eux, c'est encore le doute.»*

Qu'est-ce qu'une théorie de conspiration ?

Selon le professeur Milton Campos, c'est un assemblage d'informations colligées par une ou plusieurs personnes (que nous appellerons ici les *conspirationnistes*), de manière à former une explication alternative de certains phénomènes et événements. Ces explications impliquent en général *«un regroupement de deux personnes ou plus qui complotent en vue de réaliser un objectif plus ou moins avouable»*, ajoute le journaliste Michel Dumais. Si certaines hypothèses de complot ont été avérées, la plupart ne sont jamais prouvées ni reconnues par le grand public, et relèvent en majeure partie de *«la paranoïa, de la fumisterie ou d'esprits particulièrement fantaisistes»*, constate Pierre Cloutier, des Sceptiques du Québec. Les théories s'alimentent de la participation de chaque conspirationiste, affirme M. Campos, un peu comme dans le jeu du téléphone arabe, et évoluent donc de récepteur en récepteur.

Si c'est écrit, c'est vrai...

Clément SABOURIN

«Les gens accordent une très grande véracité à ce qu'ils lisent sur Internet. Ils considèrent ce qui y est écrit comme vrai !» explique Aude Dufresne, professeure au département des sciences de la communication de l'Université de Montréal. Dès lors, les soupçons de complot et de manipulation ont trouvé sur Internet un formidable lieu de diffusion, d'autant plus que tout un chacun peut s'autoproclamer journaliste et fonder son propre journal en ligne.

Toutefois, pour tirer avantage de cette jungle, il faut savoir déceler le vrai du faux ; savoir où s'arrêtent opinions et rumeurs et où débute l'information pure. Parallèlement à l'essor de la blogosphère, de nombreux médias dits alternatifs sont apparus. Marc Laurendeau, responsable de la revue de presse à l'émission matinale de la Première Chaîne de Radio-Canada, affirme recourir à de tels sites lorsqu'il n'existe aucune presse indépendante dans le pays dont il parle en ondes, comme c'est le cas en Chine. Néanmoins, il remarque le manque de fiabilité de la majorité de ces sites. *«J'ai reçu plusieurs courriels de lecteurs qui me reprochaient de ne pas parler des thèses niant qu'un avion se soit écrasé sur le Pentagone le 11 septembre 2001.»* Après avoir consulté les sites en questions, il juge que les arguments ne reposaient sur rien de tangible. *«La rigueur journalistique exigeait plus d'éléments concrets»*, conclut-il.

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:26 PM Page 14

Carnets de Bosnie-Herzégovine

LES MONTAGNES PIEUSES

Le 1er octobre dernier, les électeurs de la Bosnie-Herzégovine ont voté – pour la première fois depuis la fin de la guerre – pour des partis dits «modérés». Cependant, le recul enregistré par les nationalistes ne symbolise ni la fin du discours politique basé sur l'ethnicité, ni la fin de l'ingérence des institutions religieuses dans le domaine public. En Bosnie, où l'identité est définie par l'appartenance religieuse, la politique n'échappe pas à la foi. Au pied des montagnes d'un pays multireligieux, discussion avec un jeune musulman.

Alexandra VIAU

Semir Milavic n'est pas bien haut sur ses deux jambes, ce qui ne l'empêche pas de projeter son regard au loin. Sa paupière gauche porte une petite cicatrice qui attire l'attention sur la profondeur de ses yeux bruns. Habilement, il discute et joue avec les mots français. Il raconte avoir appris la langue dans de mauvaises circonstances. C'était en 1992, et la guerre en ex-Yougoslavie était déjà commencée. Alors âgé de dix ans, il est parti se réfugier en France avec sa famille. Depuis, il se sent *«international»* puisque sa maison *«pourrait être partout dans le monde»*. Toutefois, il a quand même choisi de s'ancrer à Mostar, en Bosnie-Herzégovine. De retour au pays depuis plus de cinq ans, Semir rêve d'y faire des grandes choses. Lui, un citoyen du monde? En réalité, il se sent comme un oiseau, avoue-t-il.

Né dans une famille où l'on est musulman sans être très pratiquant, Semir pense que *«l'Islam de Bosnie est adapté au monde moderne, car c'est un Islam non-violent et respectueux de l'Homme, soit la plus pure interprétation de notre religion»*. Comme lui, la jeune génération musulmane ne veut rien savoir de la guerre sainte, et rage contre l'étiquette de «terroriste» associée à l'Islam. Semir n'hésite pas à louanger le caractère multireligieux de la Bosnie.

FACE-À-FACE RELIGIEUX

Les élections générales d'octobre étaient d'une grande importance puisque qu'à partir de juin 2007, la Bosnie-Herzégovine ne sera plus sous tutelle internationale. Les institutions religieuses n'ont pas manqué d'en tirer les ficelles, appelant à voter pour un candidat précis. De façon subtile et à l'abri du regard public, elles ont donc influencé le choix des politiciens élus à la tête de la présidence tripartite. Le pays est dirigé depuis peu par le musulman Haris Silajdzic, le Serbe Nebojsa Radmanovic et le Croate Zeljko Komsic. Ces politiciens s'échangeront, durant les quatre prochaines années, la gouvernance, chacun y siégeant à tour de rôle pendant huit mois.

Semir Milavic vote pour des partis bosniaques, communauté culturelle oblige. Même si le jeune homme s'efforce de rester critique à l'égard de sa religion, les tensions héritées de la guerre ne rendent pas les choses faciles. À Mostar, où il vit, la ville est divisée en deux. Cette séparation est clairement visible du haut des montagnes, là où chaque communauté a érigé ses symboles. Du côté bosniaque, les jeunes musulmans vivant à l'est ont inscrit à l'aide de pierres *«Bosnie-Herzégovine, nous t'aimons»*. Sur le sommet encore miné de la montagne, à l'ouest, les catholiques ont planté une croix aux proportions gigantesques. Entre l'inscription artisanale et le crucifix taillé dans le béton, Semir déambule doucement, tout de blanc vêtu, tel un drapeau appelant à la paix.

Ce jeu de face-à-face religieux l'inquiète. Pour lui, cette immense croix sur la montagne est une provocation, puisque c'est de son sommet que l'armée croate avait tiré sur les civils de la ville. *«Pendant la guerre, les nationalistes croates y faisaient rouler des pneus avec des obus dedans pour détruire les maisons bosniaques»*, explique-t-il. Après les hostilités, les catholiques ont également construit une cathédrale dont le sommet atteint cent huit mètres de hauteur. Le jeune homme de vingt-quatre ans en parle calmement, un rictus se dessinant néanmoins sur son visage: *«Ce n'est pas dans l'esprit de la Bosnie-Herzégovine, une religion qui domine une autre»*. Semir ne cache pas sa fierté à propos du fait qu'il n'y ait pas eu de réplique musulmane à ce qu'il considère comme un affront de la part des catholiques. Alors que toutes les mosquées de Mostar furent détruites pendant la guerre, leurs minarets ont été reconstruits proportionnellement aux originaux, c'est-à-dire de hauteur modeste.

UN PAYS PLUS QUE JAMAIS DIVISÉ

Les efforts de la Communauté internationale pour réunifier le pays, et particulièrement la ville de Mostar, tomberont-ils à l'eau? Plusieurs analystes politiques du pays comme de l'étranger ne sont pas très optimistes face aux résultats des dernières élections. Ils craignent que les discours ethniques des nouveaux dirigeants, bien que plus modérés que ceux des nationalistes, continuent d'entretenir les clivages entre les communautés, notamment parce que les Serbes viennent d'élire un président favorable à la tenue d'un référendum sur la séparation de leur République. L'éventuelle sécession des territoires serbes irait à l'encontre des volontés de la communauté internationale, qui demande à la Bosnie-Herzégovine de centraliser l'État Fédéral au détriment des entités fédérées.

L'ONU chapeaute encore l'administration du pays, mais si elle rend effective l'idée de fermer le bureau de son Haut-Représentant, la Bosnie risque de plonger dans une période d'instabilité. Que va-t-il se passer lorsque l'Union Européenne (UE) réduira ses effectifs militaires? Le pays arrivera-t-il à entreprendre les réformes indispensables à sa marche vers l'adhésion à l'UE ? À toutes ces questions préoccupantes, Semir Milavic tente de répondre par des actions et des pensées positives. C'est tout ce dont le pays a besoin, selon lui. En tant que guide et animateur à Velagomed, un site touristique axé sur le partage de sa culture, il s'efforce de développer les échanges entre les Bosniens et le monde entier. Celui qui n'a jamais regretté d'être revenu dans son pays malgré sa situation économique difficile, rêve d'améliorer la communication entre les ethnies dans le but de ne jamais revivre une autre guerre.

Mais la paix est froide, en Bosnie-Herzégovine. Le 10 octobre dernier, une mosquée a été la cible d'un tir de roquette antichar, à Mostar. D'où venait l'assaut? Les responsables n'ont pas encore été identifiés, mais l'acte de destruction ressemble à une dette de la guerre. La génération de Semir, qui n'a pas prit part au conflit par les armes, continue à en payer le prix.

Provost – Vice-rectorat aux affaires académiques
Services à l'extension de l'enseignement

Cet hiver, étudiez en terrain connu.

Ici

au Campus de Lanaudière
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Anglais - Criminologie - Gestion des services de santé et des services sociaux - Intervention auprès des jeunes - Petite enfance et famille Santé communautaire - Santé et sécurité du travail - Santé mentale - Toxicomanies

FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
Microprogramme en évaluation des compétences – 2e cycle

FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives - Milieu clinique

950, Montée des Pionniers, Lachenaie
450 657.7887 ou 1 866 770.7887

Ici

au Campus de Longueuil
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Anglais - Communication appliquée - Criminologie - Droit - Études individualisées Français cours de service - Gestion appliquée à la police et à la sécurité - Gestion des services de santé et des services sociaux Intervention auprès des jeunes - Intervention en déficience intellectuelle - Petite enfance et famille - Publicité - Rédaction - Relations industrielles - Relations publiques - Santé communautaire - Santé et sécurité du travail Santé mentale - Toxicomanies - Traduction II Violence, victimes et société

FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel – 2e cycle
Pharmacien - Maître de stage
Soins pharmaceutiques

FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives - Milieu clinique

FACULTÉ DE THÉOLOGIE ET DE SCIENCES DES RELIGIONS
Sciences religieuses - Théologie
Théologie pratique

Édifice Port-de-Mer
101, Place Charles-Lemoyne
Rez-de-chaussée
Longueuil
450 651.4777 ou 1 877 651.4777

Ici

au Campus de Ville de Laval
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Anglais - Communication appliquée - Cours de service - Criminologie - Droit - Études individualisées - Gestion appliquée à la police et à la sécurité - Gestion des services de santé et des services sociaux - Intervention auprès des jeunes - Intervention en déficience intellectuelle - Petite enfance et famille - Rédaction - Relations industrielles - Relations publiques - Santé communautaire - Santé et sécurité du travail - Santé mentale - Toxicomanies Violence, victimes et société

FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES
Intervention psychoéducative - Psychologie

FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel – 2e cycle
Pharmacien - Maître de stage
Soins pharmaceutiques

FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
Maîtrise en enseignement secondaire, profil science et technologie
Microprogramme en didactique – 2e cycle

FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives - Milieu clinique

FACULTÉ DE THÉOLOGIE ET DE SCIENCES DES RELIGIONS
Sciences religieuses - Théologie pratique
Théologie

Complexe Daniel-Johnson
2572, boulevard Daniel-Johnson, 2e étage
450 686.4777 ou 1 877 620.4777

Ici

au Campus de Québec
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Criminologie - Gestion des services de santé et des services sociaux - Relations industrielles Santé communautaire - Santé et sécurité du travail - Santé mentale

FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel – 2e cycle
Pharmacien - Maître de stage
Soins pharmaceutiques

Collège Saint-Charles-Garnier
1150, boulevard René-Lévesque Ouest
Québec
418 682.8782

Hiver 2007

www.campusregionaux.umontreal.ca

Université de Montréal

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 15

Difficultés de l'adoption

ALLERGIE FAMILIALE

Les Québécois sont les champions canadiens de l'adoption. Bon an, mal an, ils adoptent environ 1 000 enfants. Si la plupart du temps le bonheur est au rendez-vous, on est parfois bien loin du conte de fées espéré. En fait, une adoption sur 10, voire plus, mènerait à un échec. Il s'agit souvent de variations sur la même histoire triste : celle d'un enfant blessé au point de refuser l'amour de ses nouveaux parents.

Jean François BOUTHILLETTE

PHOTO : MARIE-SOLEIL DÉSAUTELS

Xavier (vrai garçon, nom fictif) a trois ans. Et il se choque. Férocement. Il fait des crises, hurle, frappe ses parents, brutalise son frère, lance des objets, brise des meubles, tue les petits animaux domestiques, se tape violemment la tête contre les murs et les marches de l'escalier. Il ne se révolte pas ainsi contre l'indifférence ou les mauvais traitements. C'est *à l'affection* de ses parents adoptifs qu'il réagit.

Xavier a trois ans et il traîne les séquelles trop lourdes de sa petite enfance difficile – celle d'avant son adoption. Ce qu'on en sait, c'est que violence, négligence et abandon ont laissé sur lui des traces indélébiles. Ces marques portent un nom : des troubles sévères de l'attachement. Le cauchemar s'est révélé à ses parents adoptifs quelques mois après son arrivée chez eux. Plus ils se montrent affectueux, plus il se déchaîne.

«Ils sont allergiques à l'amour». C'est ainsi que Sonia Lechasseur décrit les enfants comme Xavier. Psychologue au Centre jeunesse de Québec, elle travaille beaucoup avec les enfants de l'adoption, de loin les plus touchés par les troubles de l'attachement. *«Ces enfants-là réagissent à toute manifestation affective,* explique-t-elle. *Ils ne sont pas capables d'en recevoir.»* Au fil des ans, elle a vu plusieurs familles aux prises avec ce problème. *«Ils vont tout faire pour briser ce qui s'installe entre leurs parents et eux,* poursuit-elle. *Ils sont d'un sadisme incroyable.* [...] *C'est difficile à croire tant qu'on ne l'a pas vu.»*

Le Dr Yvon Gauthier, pédopsychiatre et fondateur de la clinique de l'attachement de l'hôpital Sainte-Justine, est un spécialiste de la question. *«Ce qui est touché au plan de l'esprit, du cerveau de ces enfants-là,* précise-t-il, *c'est la capacité de faire confiance.»* Il explique que cela se traduit par des symptômes troublants chez l'enfant : *«soit il ne voudra pas entrer en relation, soit – s'il se le permet un peu – il va être agressif et va faire toutes sortes de choses comme pour provoquer le rejet de ses nouveaux parents.»*

Il s'agit d'un mécanisme de défense inconscient, en réponse à la rupture douloureuse du lien d'attachement à un parent – même inapte, même violent – ou à une autre famille d'accueil, voire à un préposé d'orphelinat. Trop marqués par ces séparations, certains enfants se protègent en refusant de s'attacher à nouveau. Avec l'âge, les problèmes s'amplifient. Mensonge, vol, manipulation, échecs scolaires, délinquance, violence, toxicomanie, automutilation, prostitution : l'enfant et la famille peuvent s'enfoncer. *«Si ça ne se règle pas,* explique le Dr Gauthier, *on a des adolescents délinquants, psychopathes.»*

DEUIL ET ESPOIR

Il y a une issue possible pour ces familles, mais le chemin à suivre est long, abrupt et contre-intuitif. Selon Mme Lechasseur, les études et la pratique montrent qu'au bout de quelques années de soins adéquats et de rééducation, l'enfant peut s'en sortir – surtout si l'on commence tôt. *«Il va avoir sa limite,* admet la psychologue. *On ne peut pas changer les fondations.»* Mais on peut espérer lui permettre de devenir fonctionnel, de faire les apprentissages dont il a besoin. Les parents doivent toutefois faire le deuil d'un rôle désiré, qu'ils ne pourront pas jouer : c'est que cette rééducation nécessite qu'ils se fassent plutôt thérapeutes que parents. Qu'ils soient extrêmement stricts et instaurent une routine sans imprévu. Qu'ils ne dispensent l'affection qu'au compte-gouttes, pour éviter que l'enfant ne se braque.

Cela n'est pas à la portée de tous les parents, aussi bien intentionnés soient-ils. *«C'est très déstabilisant pour un parent qui a tout mis en place pour aimer un enfant, puis qui se fait dire de ne pas l'aimer»*, soutient Mme Lechasseur. Souvent aussi, ne sachant pas exactement à quel problème ils font face, les parents adoptifs ont le réflexe de redoubler d'affection. Leur entourage et les professionnels qu'ils consultent, s'ils ne reconnaissent pas le problème, les confortent d'ailleurs dans l'idée que l'amour parental et le temps en viendront à bout. Avec les résultats qu'on devine : le cercle vicieux avale l'enfant, ses parents et la famille.

D'autres familles encore, quoique bien soutenues et capables d'offrir le cadre adéquat, ne pourront pas surmonter le problème des enfants les plus affectés, reconnaît le Dr Gauthier. Dans ces cas-là, la perte de la capacité d'attachement est telle que la greffe à une famille ne pourra jamais prendre, peu importe la compétence et le dévouement des parents. Seul un milieu «neutre» comme un centre d'accueil pourra alors convenir. *«Je n'aime pas le mot "irrécupérable",* confie le médecin, *mais il est possible que parfois un enfant le soit.»* À ce sujet, toutefois, il se veut très clair : jamais il ne faut jeter l'éponge d'avance, puisque bon nombre d'enfants s'en sortent.

MIEUX COMPRENDRE

Ces troubles, qui atteignent indifféremment enfants de l'adoption internationale et petits Canadiens, n'affectent pas – loin s'en faut – tous les enfants adoptés. Cela dit, il est difficile d'établir une statistique précise à ce sujet, beaucoup de familles vivant leur drame en silence. Mais on commence à en savoir davantage. En 2005, une étude du ministère français de la Santé a montré que de 10 à 20 % des enfants adoptés en France finissent par être replacés en institution. Bien que de telles statistiques ne soient pas disponibles pour le Québec, le Dr Gauthier juge qu'il n'y a pas de raison pour que le portrait soit plus rose ici. Il estime d'ailleurs que derrière la vaste majorité de ces cas se trouvent, sans aucun doute, des troubles de l'attachement. Ainsi, plusieurs centaines d'enfants québécois adoptés depuis 1990 – et donc toujours mineurs, pour la plupart – en souffriraient.

Michel Carignan, chef des services d'adoption au Centre jeunesse de Montréal, juge lui aussi que ces chiffres sont plausibles. *«20 %, je trouve ça gros,* précise-t-il, *mais 10 % c'est raisonnable»*. Il insiste cependant pour dire que ces placements en institution ne sont pas tous des échecs, certains parents conservant un lien. *«Ces enfants sont parfois mieux en milieu de réadaptation avec des spécialistes,* dit-il. *Mais il y en a qui retournent dans leur famille pendant les congés et les fins de semaine, un peu selon la formule du pensionnaire. Très peu sont remis complètement au système.»*

Cela dit, les troubles de l'attachement sont encore trop mal connus au Québec, déplorent plusieurs spécialistes. Trop mal connus des futurs parents adoptants, mais aussi de certains intervenants scolaires, communautaires ou du monde de la santé. *«On comprend très peu, ça devrait être enseigné beaucoup plus»*, soutient le Dr. Gauthier. *C'est surtout un problème de préparation,* constate-t-il. *Combien de fois ai-je vu des parents qui n'avaient pas l'air de se douter de ce qui pouvait les attendre...»*

Lentement, pourtant, les choses changent. Futurs parents adoptifs et intervenants sont un peu mieux informés. Grâce aux parents, notamment. Certains, vivant cette situation, se sont regroupés fin 2004. PETALES Québec (Parents d'enfants présentant des troubles de l'attachement : ligue d'entraide et de soutien) compte aujourd'hui quelque 40 membres, presque tous des parents adoptifs, qui s'épaulent. *«PETALES travaille aussi à sensibiliser le milieu aux troubles de l'attachement»*, souligne sa présidente, Danielle Marchand. Déjà, le groupe a recruté plus de 30 psychologues, orthopédagogues et autres intervenants des centres jeunesse, des domaines de l'éducation et de la santé, et du secteur privé au sein de son Comité professionnel. *«De ce côté-là, nos objectifs sont atteints»,* se réjouit Mme Marchand, puisque les professionnels s'intéressent de plus en plus à la question et aux approches thérapeutiques adéquates.

Cette sensibilisation survient aussi alors qu'à Québec on planche sur les changements à apporter à la Loi sur la protection de la jeunesse. Plusieurs spécialistes consultés en commission parlementaire font justement valoir qu'il faut prévenir, dans la mesure du possible, que les enfants développent des troubles de l'attachement. On parle, surtout, de favoriser l'adoption plus tôt dans la vie de l'enfant et de limiter le «ballottage», les déplacements à répétition.

Le petit Xavier, lui, avait connu neuf foyers d'accueil avant son troisième anniversaire. Ses parents actuels souhaitent pouvoir l'aider au mieux, le garder pour de bon. Rien n'est gagné, mais rien n'est perdu non plus. Ils ont la chance d'avoir tôt su à quoi s'en tenir. Et ils refusent de jeter l'éponge.

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 16

Gros plan sur le Qatar

PORTE ENTROUVERTE

Hôte du sommet de l'Organisation mondiale du Commerce en 2001, l'actuel cycle de négociations de l'organisation porte le nom de sa capitale, Doha. Al-Jazira, sa chaîne d'information, est sans doute plus connue que le pays que lui-même. Le Qatar, petit émirat du golfe Arabo-persique, a récemment joué un rôle de médiateur dans le conflit interpalestinien. Un pays aux ambitions inversement proportionnelles à sa taille.

Marie-Soleil DESAUTELS

À peine deux fois grand comme l'Île-du-Prince-Édouard, avec une population de seulement 890 000 habitants, le Qatar est coincé dans une région où se succèdent les crises. Sous le règne du prince héritier, le Cheikh Hamad al-Thani, *«le Qatar poursuit une politique étrangère active, bien au-delà de sa taille»*, statue F. Gregory Gause III, professeur à l'Université du Vermont, dont les recherches portent sur les politiques internationales de la péninsule arabique. *«La récente médiation de Doha sur la question palestinienne s'inscrit dans ses efforts pour s'en prendre à des plus forts que lui et pour jouer un rôle prépondérant sur la scène internationale»,* explique-t-il.

Cette médiation, au début octobre, visait à favoriser la mise en place d'un gouvernement d'union nationale en Palestine. Cependant, elle n'a pas permis de mettre fin aux désaccords sur la question clé de la reconnaissance d'Israël, une question qui divise le président palestinien, Mahmoud Abbas, du Fatah, et le premier ministre, Ismaïl Haniyeh. En effet, le Hamas, parti dont est issu Haniyed, refuse de reconnaître l'État juif, alors que la communauté internationale exige de tout gouvernement palestinien qu'il le fasse. On apprenait vendredi que le Qatar renouvellerait bientôt ses efforts de médiation.

Plusieurs raisons permettent au Qatar de se prévaloir d'un tel rôle de médiateur : il est membre non-permanent depuis un peu plus d'un an au Conseil de sécurité de l'ONU et entretient peu de liens avec Israël. Allié des États-Unis, Doha accueille désormais à Al-Udeid la base de l'état-major américain à Al-Udeid. Pourtant, sa sécurité et la stabilité dans la région demeurent ses principales motivations.

TOUT DANS LA MESURE

«Un débordement des conflits régionaux représente aussi une menace pour le leadership de la famille al-Thani», au pouvoir depuis près de 140 ans, mentionne à *Quartier Libre* Arshin Adib-Moghaddam, enseignant au collège St-Edmund Hall de l'Université d'Oxford. Une opposition islamiste, critique des concessions faites à l'occident et à Israël, a émergé au Qatar. Une opposition renforcée par la radicalisation qu'apportent les conflits régionaux. M. Adib-Moghaddam, auteur de *The International Politics of the Persian Gulf : a cultural genealogy,* paru en 2006, fait état du dilemme de sécurité qui pèse sur l'émirat : avec ses moyens de défense limités, le pays se doit d'être indulgent envers les puissances de la région, d'Israël à l'Iran. Le politologue souligne que le Qatar modèle ses alliances, le forçant à trouver un équilibre face aux puissances régionales. Expliquant ses choix de soutenir l'Irak de Saddam Hussein durant la guerre Iran-Irak, les États-Unis lors de l'opération «Tempête du Désert» de 1991 ou Washington pendant la dernière guerre du golfe Persique.

Le rapprochement du Qatar avec Washington a été en partie motivé par la crainte des ambitions de l'Arabie saoudite. Bien que les deux familles au pouvoir partagent la même doctrine puritaine islamique, le wahhabisme, de nombreux contentieux politiques, idéaux et frontaliers les divisent. *«Leur hostilité dure depuis presque une décennie,* commente F. Gregory Gause III. *En gagnant du prestige comme médiateur, Doha se distingue de Riyad. Qu'il arrive à démontrer au monde qu'il est un joueur indépendant l'outille pour faire contrepoids aux Saoudiens lorsqu'ils le pressent de s'abriter sous leur parapluie diplomatique.»*

PARLER DE DÉMOCRATIE

Poids plume ou poids lourd, cette ambiguïté sert les intérêts du pays. *«À cause de sa petite taille, l'émirat ne représente pas vraiment une menace pour les autres pays arabes,* soutient Arshin Adib-Moghaddam. *Il n'y a pas d'opposition concertée à son rôle comme interlocuteur régional.»* Et cette ancienne colonie britannique, souveraine depuis 35 ans, se présente aussi comme partenaire, régional et international, dans d'autres domaines : les médias, l'économie et l'éducation.

Maintes réformes ont eu lieu depuis le début du règne de Hamad al-Thani, qui a destitué son père sans violence en 1995. Ce pays gazier et pétrolier, dont le PIB par habitant est l'un des plus élevés au monde (estimé à 27 400 $ US en 2005), s'est doté d'une nouvelle constitution. Également, la femme s'est affranchie, bien qu'elle continue d'être victime de discrimination selon *Amnesty International*. C'est aussi dans ce contexte que la chaîne al-Jazira s'est développée. *«Le Qatar s'applique à devenir une société moderne, positive et constructive»*, résume Rob Sobhani, président de *Caspian Energy Consulting*, une entreprise de conseil basée à Washington, qui a visité à quelques reprises le Qatar et a rencontré l'émir.

«La cité de l'Éducation est un investissement à long terme que le Qatar juge nécessaire pour le monde arabe», explique Rob Sobhani à *Quatier Libre*. Elle couvre ainsi 10 km^2 des sables près de Doha, grâce à la Fondation du Qatar, une organisation privée sans but lucratif créée en 1995 par l'émir. Dirigée par l'épouse de l'émir, Cheikha Mozah, la fondation a pour principe que *«la plus grande ressource d'une nation est le potentiel de son peuple»*. La cité accueille des organisations locales d'éducation, des *think tanks* et plusieurs campus d'universités américaines réputées. Le but de la Cheikha? *«Inculquer la bonne gouvernance par une réforme de l'éducation, la tolérance religieuse et le pluralisme politique»*, détaille Rob Sobhani.

ET LES CRITIQUES?

Le Qatar est une société fermée si on le juge par son pluralisme politique, rappelle Arshin Adib-Moghaddam, de l'Université d'Oxford. Le pays est essentiellement contrôlé par une seule famille. Cependant, poursuit-il, la constitution adoptée en 2002 permet des élections au parlement national et al-Jazira opère encore, malgré les critiques de Riyad et de Washington. *«La chaîne al-Jazira a permis au monde arabe de discuter ouvertement»*, estime quant à lui Rob Sobhani. Toutefois, l'un des reproches qu'elle essuie est qu'elle critique crûment les autres pays, pas le Qatar. Au classement 2005 de la liberté de la presse de Reporters sans frontières, le Qatar se retrouve 93ième sur 167 pays – le Canada, lui, est 21ième. Plus ouverte que celle des pays environnants, la politique étrangère de l'émirat détonne néanmoins. Le quotidien saoudien *Al-Hayat* de Londres y lit un double jeu dangereux: un petit pays aux ambitions démesurées qui laisse à quiconque sa porte entrouverte.

Embellie économique en Algérie

FLAMBÉE DES PRIX

L'Algérie vit une embellie économique grâce aux revenus de ses exportations pétrolières et gazières. C'est dans ce contexte qu'un pacte économique et social de quatre ans a récemment été conclu, menant à de fortes hausses de salaires et à un remboursement anticipé de sa dette. La situation sociale et politique demeure néanmoins difficile.

Lionel MARTIN

Le gouvernement algérien, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et les organisations patronales ont conclu, le 1er octobre dernier, un pacte économique qui a pour ambition d'assurer la paix sociale et le développement du pays. Celui-ci prévoit une revalorisation de 20 % du salaire national minimum garanti ainsi qu'une augmentation salariale de 10 à 20 % dans le privé et de 20 à 25 % dans le public. *«Avec les prix actuels du pétrole et du gaz, l'Algérie en a les moyens»*, explique André Martens, professeur d'économie spécialisé en développement à l'Université de Montréal. *«La situation macro-économique est saine, le taux d'inflation est à 4 %, ce qui est faible pour un pays émergeant en forte croissance»,* ajoute-t-il. Même la monnaie demeure stable malgré la flambée des cours du pétrole et le pays a remboursé par anticipation 66 % de sa dette.

«L'Algérie a encore une économie fortement étatisée, explique Najib Laïrini, chargé de cours au département de science politique de l'Unviersité de Montréal. *Les augmentations de salaire seront donc appliquées dans tout le secteur public et para-public.»* Malgré tout, ceux-ci demeurent insuffisants pour faire vivre une famille et les Algériens doivent souvent cumuler un emploi officiel avec un autre afin de joindre les deux bouts, explique-t-il. La signature du pacte est une façon pour le gouvernement de confirmer la sortie de cette crise et d'essayer de rétablir la confiance de la société civile, note-il. *«Certains secteurs comme le tourisme auront peut-être du mal à absorber les hausses de salaires. Cela risque de pousser les gens vers le chômage ou des emplois informels»*, nuance toutefois M. Martens. Le gouvernement a alloué un milliard $US pour éviter ce problème. Le taux officiel de chômage est seulement de 15 %, mais cette statistique masque une dure réalité sociale.

RATTRAPAGE SOCIAL ET RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

L'année 2006 a été rythmée par des grèves dans l'enseignement, les transports et le secteur de la santé. Les emplois sont rares et les opportunités de travail le sont encore plus : *«Souvent, il faut nourrir une famille élargie avec seulement un ou deux salaires»*, explique Djallil Lounnas. Ce doctorant en science politique à l'Université de Montréal, lui-même Algérien, estime que les besoins sociaux restent très importants dans son pays. Le pouvoir d'achat est faible depuis de nombreuses années et les gens sont plutôt en «mode survie». *«Un professeur d'université débutant touche seulement le salaire minimum»,* dit-il. Les demandes de revalorisation de salaires sont légitimes selon lui, compte tenu de l'euphorie économique actuelle : *«Le nouveau premier ministre Abdelaziz Belkhalem a fait de l'emploi et des salaires ses priorités, alors que son prédécesseur Ahmed Ouyahia, refusait toute hausse des salaires, sans hausse de production.»* Le pacte signé pour quatre ans est le pendant économique de la réconciliation nationale. *«Psychologiquement, c'est un signal positif pour la population qui veut, elle aussi, profiter du boom pétrolier,* estime M. Lounnas. *C'est un juste rattrapage et une mise à niveau après des années de gel de salaire et de suppression massive d'emplois pendant la crise des années 1980-90.»*

M. Lounnas note aussi que le premier ministre veut faire oublier son autre priorité, la réforme de la Constitution, qui n'a pas les faveurs de la population. Le président algérien, Abdelaziz Bouteflika, veut amender la loi fondamentale pour imposer un mandat présidentiel de sept ans et annuler la limite des mandats présidentiels. Il a donc chargé son nouveau premier ministre de concessions sociales pour mieux faire avaler d'éventuels changements à la constitution. *«Le président actuel a fait les deux mandats de cinq ans prévus par la loi, mais pour rester au pouvoir il veut même appliquer rétroactivement le septennat à son deuxième mandat, ce qui lui permettrait de repousser les élections de deux ans!»*

LES MILITAIRES SONT TOUJOURS TRÈS INFLUENTS

Najid Laïrini affirme que l'appareil militaro-bureaucratique qu'est en fait l'État algérien a aussi d'autres priorités. *«L'Algérie veut devenir la puissance régionale en Afrique du Nord, au détriment du Maroc.»* L'armée vient d'ailleurs de s'équiper pour 7,5 milliards $US auprès de la Russie et le pays soutient la lutte pour l'indépendance du Sahara occidental, une ex-colonie espagnole annexée par le Maroc. M. Laïrini que les militaires veulent construire la plus grande mosquée du monde arabe pour un milliard $US. *«L'État veut également se réapproprier le religieux pour contrer les islamistes»*, affirme-t-il. M. Lounnas s'étonne de *«ces dépenses de prestige dans un pays qui a du mal à fournir des salaires décents à sa population»*.

Mais ce qui inquiète le plus les trois chercheurs rencontrés, c'est la grande dépendance de l'Algérie aux exportations d'hydrocarbures. Un retournement des cours du pétrole et du gaz est toujours possible. Tous les plans de développement sont basés sur un baril au-dessus de 50$, notent MM. Lounnas et Martens. Le pays voudrait aussi adhérer à l'OMC et doit, pour cela, libéraliser son économie. *«Les militaires n'ont pas le choix. Pour sortir de l'économie rentière et diversifier la production, seule une ouverture internationale permettra des investissements»*, conclut M. Laïrini.

Hypertrophie du secteur pétrolier et gazier

En Algérie le pétrole c'est :

- 60% des revenus de l'État
- 50% du PIB
- 97% des exportations du pays
- Accumulation de 70 milliards $US de réserves de change

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 17

Télévision latino et diversité ethnique

ONDES BLANCHES

Malgré une forte présence de Noirs, d'indigènes et de métisses en Amérique latine, le visage de la télévision latina affiche son teint de porcelaine. Certains groupes ethniques sont en effet bien peu représentés. La situation évolue, lentement.

Laurence NIOSI

Jorge Ramos est un journaliste vénéré. Mexicain d'origine, il est à la barre du bulletin de nouvelles d'Univision, la plus grande télévision de langue espagnole aux États-Unis. Dans quelques marchés, ses cotes d'écoute supplantent même celles des chaînes anglophones. Ramos possède un grand charisme et… un regard couleur bleu ciel. Simple coïncidence? Il n'est pourtant ni le premier, ni le dernier présentateur latino au physique résolument plus caucasien qu'indien ou *mestizo*.

Un coup d'œil rapide sur certaines chaînes latinas aux États-Unis et en Amérique latine permet de constater le décalage entre la composition ethnique de la programmation – animateurs, acteurs – et celle des auditeurs. Au Mexique, par exemple, la démographie est composée à 60 % de *mestizos*, 30 % d'indigènes et 9 % de *criollos*. Pourtant, les grandes chaînes des télévision, Televisa et, ironiquement, TV-Azteca, reflètent mal cette réalité. Les *telenovelas*, ces téléromans particulièrement kitschs qu'elles produisent – et qui ont conquis un auditoire international – racontent la vie de riches familles blanches.

L'anthropologue Esther Hamburger, professeure à l'École des Communications et des Arts de l'Université de Sao Paolo, observe ce même phénomène au Brésil, où près de la moitié de la population possède des origines autres qu'européennes. La télévision y demeure amplement blanche. *«Jusqu'au début des années 1990 surtout, les Noirs étaient quasi-absents de la télévision*, raconte-elle. *Au mieux, ils étaient relégués aux rôles mineurs de bonnes, de chauffeurs ou de jardiniers»*. Monica Trevino, assistante de recherche au Centre for Developing- Areas Studies (CDAS) de l'université McGill a rédigé sa thèse de doctorat sur la politique raciale au Brésil. Elle affirme que *«les élites derrière les grandes compagnies privées imposent leur vision. Elles sont donc, en quelque sorte, responsables de la programmation.»* Monica Trevino souligne également l'héritage d'une *«politique publique de blanchiment»* de la population brésilienne, au début du XXe siècle, laquelle visait clairement à favoriser l'immigration européenne aux dépens d'autres pays non-blancs.

La sous-représentation de certains groupes ethniques dans les sociétés latino-américaines n'est certainement pas le domaine exclusif de la télévision : on la retrouve dans le gouvernement, les universités et, plus généralement, au niveau des opportunités économiques. Dans les recensements et statistiques, les Noirs ou les indigènes apparaissent souvent comme les perdants des grandes inégalités de ces sociétés. En guise d'exemple, Mme Trevino ajoute qu'*«au Brésil, 80 % des gens qui reçoivent moins du salaire minimum sont Noirs»*. L'instauration d'une télévision plus représentative des différents groupes ethniques devra donc s'accompagner d'un bouleversement majeur des mentalités ainsi que des conditions sociales. En 2001, la conférence de Durban contre le racisme marquait un tournant significatif en ce sens, dans la mesure où elle débouchait sur des lois instaurant des quotas pour les Afro-brésiliens dans la fonction publique et à la télévision. Esther Hamburger, de l'Université de Sao Paolo, laisse quant à elle entrevoir un futur quelque peu optimiste pour le Brésil. Elle note une légère augmentation du nombre de Noirs à la télévision depuis la fin des années 1990, ainsi que la multiplication de reportages – certes sensationnalistes – sur la condition des Noirs. Ainsi, des changements s'opèrent, mais à vitesse de tortue.

Les élites derrière les grandes compagnies privées imposent leur vision. Elles sont donc, en quelque sorte, responsables de la programmation télévisée

Monica Trevino
assistante de recherche au Centre for Developing- Areas Studies (CDAS) de l'université McGill et titulaire d'un doctorat en science politique sur la politique raciale au Brésil

mestizo : d'origine indienne et caucasienne
criollo : d'origine européenne

Le blanchiment de la peau en Inde

BEAUTY AND THE BLEACH

Avoir la peau blanche, pâle ou claire. Voilà l'idéal physique dont plusieurs rêvent dans certains pays. En Inde, le blanchiment de la peau est affaire courante. Passé colonial, société trop consciente de ses castes, abus des stéréotypes véhiculés dans les médias : les théories sur les causes de «l'obsession de devenir blanc» sont nombreuses. Les seules à profiter de ce phénomène : les compagnies de cosmétiques.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Rachelle MC DUFF

«*Femme de 23 ans, bien établie et de couleur pale, cherche son âme sœur.» «Jeune femme de peau blanche, étudiante en médecine, recherche mari.» «Enseignante de 27 ans au teint clair voudrait trouver quelqu'un avec qui fonder une famille.»* Qu'ont en commun ces trois petites annonces matrimoniales parues dans le journal indien *The Times of India*? Ce n'est pas la jeunesse des «chercheuses», mais bien le fait que celles-ci aient toutes pris la peine de spécifier la teinte de leur peau. *«En Inde, être blanc est synonyme de beauté, de réussite dans la vie»*, explique Raginder Sud, ancien président de l'Association Inde-Canada de Montréal. Pour lui, la couleur de la peau n'a aucune importance, mais pour beaucoup d'Indiens, il en est tout autrement. *«Même si les Indiens sont de plus en plus ouverts aujourd'hui, il reste que les mariages interethniques ou entre différentes castes sont moins souhaitables»,* enchaîne-t-il. En Inde, plus l'on monte vers le Penjab (région au nord de l'Inde), plus les gens sont pâles. Cela s'explique, entre autre, par le fait que le soleil soit beaucoup plus fort dans la partie australe. Selon M. Sud, la location septentrionale de la capitale du pays, New Dehli, où il y a une plus grand prospérité économique et le passé colonial de l'Inde – invasions mongole et britannique poussant les indigènes vers le sud – servirait à comprendre le phénomène de la formation des castes et donc, de l'obsession de vouloir être blanc.

FAIR IS BEAUTIFUL

La constitution indienne stipule qu'aucune discrimination en matière de race, couleur ou religion n'est tolérée. Pourtant, encore en 2006, avoir la peau blanche semble être considéré plus charmant, voire plus esthétique. Les modèles de beauté véhiculés par les médias contribuent à la propagation de cette idée que «blanc», c'est plus attrayant. Très peu d'actrices ou de mannequins ont la peau brune ou foncée. La croyance populaire veut que les personnes au teint plus pâle soient souvent favorisée*: «Dans le concours Miss Inde, par exemple, à beauté et intelligence égale, la fille la moins foncée l'emporterait»*, confie M. Sud. Les actrices de Bollywood – faisant référence à Bombay, la capitale du cinéma indien – telles Sonali Bendre, Shabana Azmi ou Soha Ali Khan, ont toutes la peau très claire. Il suffit de regarder les photos de mannequins indiens et les nombreuses publicités dans les médias pour constater le même phénomène: le teint mat n'est pas populaire. Certains iront jusqu'à dire qu'une femme au teint pâle a beaucoup plus de chance de réussir sa vie qu'une femme à la peau mate !

Dans le concours Miss Inde, par exemple, à beauté et intelligence égale, la fille la moins foncée l'emporterait

Raginder Sud
ancien président de l'Association Inde-Canada de Montréal

SOUFFRIR POUR ÊTRE BELLE ?

Comment se débarrasser de son apparence hâlée ? La plupart des gens qui souhaite pâlir leur teinte privilégient la crème blanchissante. Des compagnies de cosmétiques les plus connues – L'Oréal, Lancôme, Roc ou Guerlain – à celles qui le sont moins, les crèmes blanchissantes font fureur chez ceux et celles qui rêvent de perdre leur couleur basanée. «L'industrie de la blancheur» représentent 140 millions $, soit 60% des ventes de produits pour la peau en Inde, selon le site *Womensenews*. La plupart de ces crèmes faites à base d'hydroquinone, un agent «naturel» qui sert à ralentir, voire à stopper pour un cours laps de temps, la production de mélanine, le pigment qui colore la peau. *«Ce genre de crème fonctionne très bien, j'en prescris moi-même souvent, mais pour des raisons médicales, pas pour obtenir des avantages sociaux»*, indique Alfred Balbul, dermatologiste et professeur agréé au département de dermatologie de l'Université McGill. Il poursuit : *«utilisées avec modération, ces crèmes ne sont pas dangereuses, car elles ne contiennent que 2 à 4 % d'hydroquinone. Dans certains pays cependant, elles peuvent en contenir jusqu'à 10% »*. C'est lorsqu'un patient en utilise à long terme que de graves effets secondaires surviennent. Il explique : *«Les effets blanchissants de la crème ont une courte durée. Donc, l'utilisateur doit recommencer l'application à plusieurs reprises, ce qui peut causer une intolérance à la crème ou même de l'ochronose – déficit d'une certaine enzyme qui cause, entre autres, des pigmentation cutanées de teinte gris bleu prédominant sur les zones cartilagineuses.»* D'autres crèmes et produits pour éclaircir la peau sont aussi disponibles sur le marché – via Internet notamment, ou dans de petits marchés locaux indiens. Ces crèmes contiennent d'autres agents blanchissants, tels l'acide kojic ou même le mercure, qui sont aussi nuisibles que l'Hydroquinone, voire plus dans le cas du mercure. Pour M. Sud, il importe de préciser que toute la population n'utilise pas ces crèmes ; c'est plutôt un luxe pour les gens plus aisés. *«Dans la vie, on achète par nécessité, puis pour le confort, si on le peut. Parce que l'Inde entre dans une ère de prospérité économique, certains achètent maintenant par luxe… »*, philosophe-t-il enfin.

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 18

L'INTERVIEWÉ

Loïc Le Meur

LEADER 2.0

Avec quelques 200 000 visiteurs mensuels, Loïc Le Meur est l'un des blogueurs les plus connus en France. Et des plus influents. En septembre dernier, à peine quelques heures après qu'il ait annoncé son intention de vote pour l'élection présidentielle française de 2007, l'Agence France Presse et Reuters relayaient déjà l'information. Celui qui est aussi Directeur Général pour l'Europe de l'entreprise d'hébergement de blogues Six Apart était présent à Montréal le 11 octobre dernier dans le cadre de *Webcom* 2006, une conférence internationale sur les communications interactives et le Web 2.0.

Propos recueillis par

Marie-Michèle GIGUÈRE

Quartier Libre : Qu'est-ce qui a motivé votre présence à l'événement *Webcom* 2006?

Loïc Le Meur : J'essai de prioriser les événements internationaux, parce que ça m'amuse. C'est intéressant de voir comment nos avenirs sont en train de converger… Nous devenons des citoyens 2.0 : les différences culturelles sont de moins en moins apparentes dans nos rapports les uns avec les autres. Nous sommes tous à un clic des autres, peu importe la distance.

Q. L. : L'idée est fort répandue que la scène québécoise du blogue est moins dynamique que la scène française. Qu'en pensez-vous?

L. L. M. : Ce que j'entends, c'est qu'il y a peu de blogues au Québec en comparaison avec la France. Donc, oui, visiblement, les blogues, Cela a moins pris ici qu'en France. Chez nous, cela a démarré très rapidement, peut-être parce que la plupart des médias en ont parlé. Ils en ont même beaucoup parlé. De plus, les leaders politiques s'y sont mis rapidement. Toutefois, retard ou pas, il est intéressant de constater qu'en ce qui a trait au web, ici, en France et partout dans le monde, on s'intéresse aux mêmes choses, aux mêmes phénomènes.

Q. L. : Qu'est-ce qui vous intéresse précisément ? Selon vous, quel est le principal enjeu en ce qui a trait au web?

L. L. M. : La révolution des amateurs. Grâce aux blogues, des millions de gens dans le monde – 60 millions en fait – s'expriment sans avoir besoin d'être journaliste, sans avoir besoin d'être connus, sans recourir aux médias traditionnels.

Q. L. : Et quelle sera, selon vous, l'étape suivante de cette révolution des amateurs?

L. L. M. : L'étape suivante sera la télévision. C'est le seul média qui ne se soit pas encore transformé avec internet. Je pense que, bientôt, on ne regardera plus la télévision de la même manière.

Q. L. : Vos *podcasts* avec des personnalités politiques, notamment avec Nicolas Sarkozy – actuel ministre de l'Intérieur et candidat potentiel à la présidence de la république – ont fait beaucoup de bruit. En tant que blogueurs, comment définiriez-vous votre rapport à l'actualité politique?

L. L. M. : Pendant trois ans, j'ai été un observateur de la scène politique : j'ai donné mon avis sur tout. Avec le temps, mes lecteurs se sont mis à me demander de dire pour qui j'allais voter aux prochaines élections. Ils exerçaient une telle pression pour que je le dévoile que c'est ce que j'ai fait. Il y a 15 jours donc – sans pourtant être devenu un acteur politique – j'ai pris parti au débat politique.

LE CONCEPT DE WEB 2.0 FAIT ÉCHOS AUX CHANGEMENTS EN COURS SUR INTERNET: L'INTERNAUTE PASSE DE TÉMOIN À PARTICIPANT, D'OBSERVATEUR À ACTEUR. LOÏC LE MEUR PARLE AUSSI DE LA «RÉVOLUTION DES AMATEURS»

Q. L : Qu'est-ce qui a motivé cette décision de prendre publiquement position en faveur de Nicolas Sarkozy?

L. L. M. : Mes visiteurs voulaient que je sois plus transparent, une exigence qui n'existe pas à l'égard des journalistes. Si on demandait à un journaliste de dire pour qui il va voter, il dirait : *«Non, je suis objectif et neutre»*. Au blogueur, pourtant, on peut exiger cela, du moins, le demander.

Q. L. : De plus en plus de blogueurs sont accrédités pour couvrir des conférences, des colloques, etc. Vous êtes présent au Forum économique de Davos depuis quelques années à titre de blogueur officiel. Comment percevez-vous le rôle des blogueurs lors de tels événements?

L. L. M. : Nous jouissons d'une grande liberté. Nous ne nous rendons pas à ces événements pour couvrir un sujet en particulier, nous sommes vraiment libres de traiter des sujets qui nous intéressent. Moi, par exemple, à Davos, j'ai fait le couloir. Ce qui m'intéressait, c'était de rencontrer les gens, parce qu'il y a vraiment des gens extraordinaires là-bas. Par exemple, j'ai demandé à Richard Branson [entrepreneur britannique, fondateur et dirigeant du groupe *Virgin*] pourquoi il ne faisait pas de la politique. Il m'a répondu que si les politiciens pouvaient changer le monde, cela se saurait depuis longtemps. Il vient pourtant d'annoncer qu'il s'engage à dépenser trois milliards de dollars pour contribuer à la lutte contre le réchauffement de la planète. J'ai donc pu le partager avec les visiteurs de mon site : c'est comme si j'emmenais les gens avec moi à Davos.

Q. L : Vous podcaster Nicolas Sarkozy, discuter dans les couloirs de la conférence de Davos : Faites-vous de l'information?

L. L. M. : Non, je ne fais pas de l'information. Les blogueurs présents dans ce type d'événements et moi, nous ne prétendons pas être journalistes. Dans mon cas, ce que je produis, ce sont des conversations et tant mieux si les gens y trouvent aussi des informations qu'ils jugent pertinentes.

Q. L. : Vous ne vous définissez donc pas comme un journaliste. Quel rapport entretenez-vous avec les médias?

Je n'ai plus d'agent de relations de presse depuis deux ans, je n'envoie plus de communiqués de presse, mais je n'ai jamais eu autant de couverture médiatique. Les journalistes qui souhaitent me contacter le font via mon blogue.

Q. L. Comment vit-on d'un blogue?

L. L. M. : Les revenus peuvent provenir de la publicité – le mien, par exemple, génère quelques milliers d'euros par mois – mais aussi d'une multitude de revenus indirects : un blogue qui traite de téléphonie, par exemple, peut vendre des accessoires pour les cellulaires. Il y a aussi des revenus tout à fait indirects : par exemple, lorsque les blogueurs deviennent plus connus, ils participent à des conférences, écrivent des livres…

Q. L. : Vous êtes à la fois dirigeant d'entreprise et blogueur. Est-ce que votre statut de blogueur – mais aussi toutes les informations et commentaires personnels que vous rendez disponibles sur le web – influent sur votre travail au sein de Six Apart?

L. L. M. : Je suis un dirigeant engagé puisque mes convictions politiques sont connues. Au-delà de ça, les gens me trouvent sur mon blogue tel que je suis réellement, il m'est donc impossible d'avoir un «masque institutionnel», comme d'autres chefs d'entreprises. Souvent, je blogue à propos de choses plus personnelles et les gens avec qui je travaille en sont témoins. Il y a une convergence de l'aspect professionnel et personnel. Il n'y a pas deux personnes différentes : d'une part, l'homme d'affaire et de l'autre, le type qui est passionné, qui fait du sport... les deux convergent ! Avec les clients – mais aussi avec les salariés qui, d'ailleurs, sont tous des blogueurs. En fait, nous sommes les premiers utilisateurs de nos logiciels d'hébergement de blogues !

Se faire lemeuriser

Loïc Le Meur est un blogueur si influent en France que l'expression «se faire lemeuriser» – qui fait écho au fait de voir le trafic d'un blogue augmenté soudainement suite à un billet de ce dernier – a fait école. On dit donc d'un blogueur qu'il «se fait lemeuriser» lorsqu'un autre blogue, celui-là très visité – comme celui de M. Le Meur – parle de lui et envoie, via un hyperlien, les visiteurs vers le blogue en question. Michel Leblanc, consultant en commerce électronique et en marketing Internet et blogueur, a lui-même vu la fréquentation de son blogue augmenter considérablement lorsque M. Le Meur a parlé de lui sur son blogue. Il suggère pour le Québec l'expression «arpingler», faisant ainsi référence au populaire blogue de Dominic Arpin.

Quartier Libre

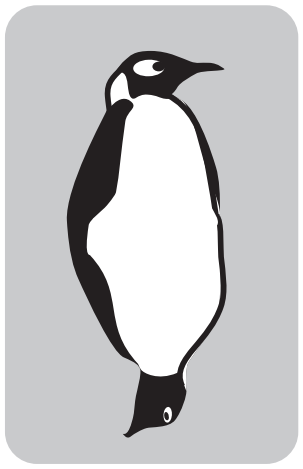
Prochaines réunions de production du journal

Mercredi 25 octobre

Mercredi 8 novembre

Mercredi 22 novembre

à 17h00



MAC À VENDRE

IMAC 600MHz 512Mo, 40Go (470 $ * ▲)
Tour-G4 400-450MHz (375 $ et 400 $)
Tour-G4 733MHz 1Go, 60Go (700 $ *)
G4 DUAL1,25Go 2GoRAM (920 $ * # ▲)
* GARANTIE 3 ANS : juin 2009, P&MD chez MicroServ
\# viens avec écran 17"
▲ viens avec clavier-souris-CD-boîte
Détails à :
http://mac.quebec-hebergement.com/

contactez : mac_vente@yahoo.ca

BARMAN / MAID
SERVEUR / EUSE

Cours et emplois
(*1981)
rabais internet
www.ecoledesmaitres.com
(514) 849-2828
1-800-561-1781

double pizza®
514• 343•0•343
TOUJOURS 2 POUR 1
LIVRAISON GRATUITE
10% SUR $ 50 ET PLUS
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS
5002 QUEEN MARY

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 19

Le théâtre Quat'sous

PATRIMOINE SACRÉ

Fondé en 1955, le théâtre Quat'sous s'est établi depuis plus de quarante ans dans une ancienne synagogue, au 100 avenue des Pins Est. Parce qu'il ne correspond plus aux normes sécuritaires, l'édifice pourrait être démoli puis reconstruit d'ici deux ans. La compagnie préfèrerait une rénovation de son théâtre. Mais pour cela, il faut des sous... Et plus que quatre.

Rachel HYPPOLITE

Avec toute l'histoire qui y est rattachée, aussi bien en tant que synagogue que théâtre, on pourrait croire que le théâtre de Quat'Sous est un lieu patrimonial. Ce n'est pas le cas, et cela ne l'aide pas. Pour tenter de sauver son édifice, le Quat'sous a fait une demande auprès du gouvernement québecois pour inscrire son théâtre au patrimoine historique. Celui-ci a refusé. Le projet de rénovation du théâtre, qui aboutira dans deux ans, si financement du gouvernement fédéral il y a, sera donc un projet de démolition puis de reconstruction. Et ce, malgré la volonté de son équipe artistique qui préférerait garder l'édifice. *«Le gouvernement québécois ne veut pas s'impliquer dans un projet de rénovation. Ça coûte trop cher et c'est plein d'imprévus, on ne sait jamais sur quoi on peut tomber en creusant dans les murs…»*, explique Éric Jean. Le lieu a cependant besoin de sérieux travaux, étant donné son âge. L'énumération du tout par Éric Jean a de quoi donner le tournis : *«On n'est pas réglementaire : on n'a plus le droit d'avoir des escaliers en bois dans les édifices publics, parce que c'est trop dangereux pour le feu. On n'a pas d'accès pour les personnes à mobilité réduite, alors que c'est obligatoire et les portes de la salle sont en bois, il faudrait des portes coupe-feu… »*

Dinu Bumbaru, président d'Héritage Montréal, un organisme voué à la promotion et à la protection du patrimoine architectural et culturel, pense que le Quat'Sous est un lieu de mémoire important. *«Le lieu est associé à des coutumes, des événements, etc. Il est clair que pour nous, le Quat'Sous mériterait d'être conservé»*, dit l'architecte de formation. *«Il y a plusieurs critères pour nommer un lieu historique, ce n'est pas une question d'âge. Il y a une question artistique : la qualité des matériaux, le talent des artisans»*, en plus du critère de mémoire. *«Le Quat'Sous témoigne de la transformation d'un quartier comme le Plateau Mont-Royal»*, estime M. Bumbaru. *«Cela fait partie d'un patrimoine, parce que c'est un lieu qui existe depuis longtemps, parce que les gens le reconnaissent…c'est du patrimoine sentimental»*, renchérit Éric Jean, le directeur artistique du Quat'Sous. *«Ça va être dur quand la grosse boule va foncer dans le Quat'Sous pour le démolir, ça va être une journée importante et mémorable»*, avoue avec émotion et un certain malaise Éric Jean. *«La seule chose qu'on peut espérer, c'est de conserver l'âme du Quat'Sous.»*

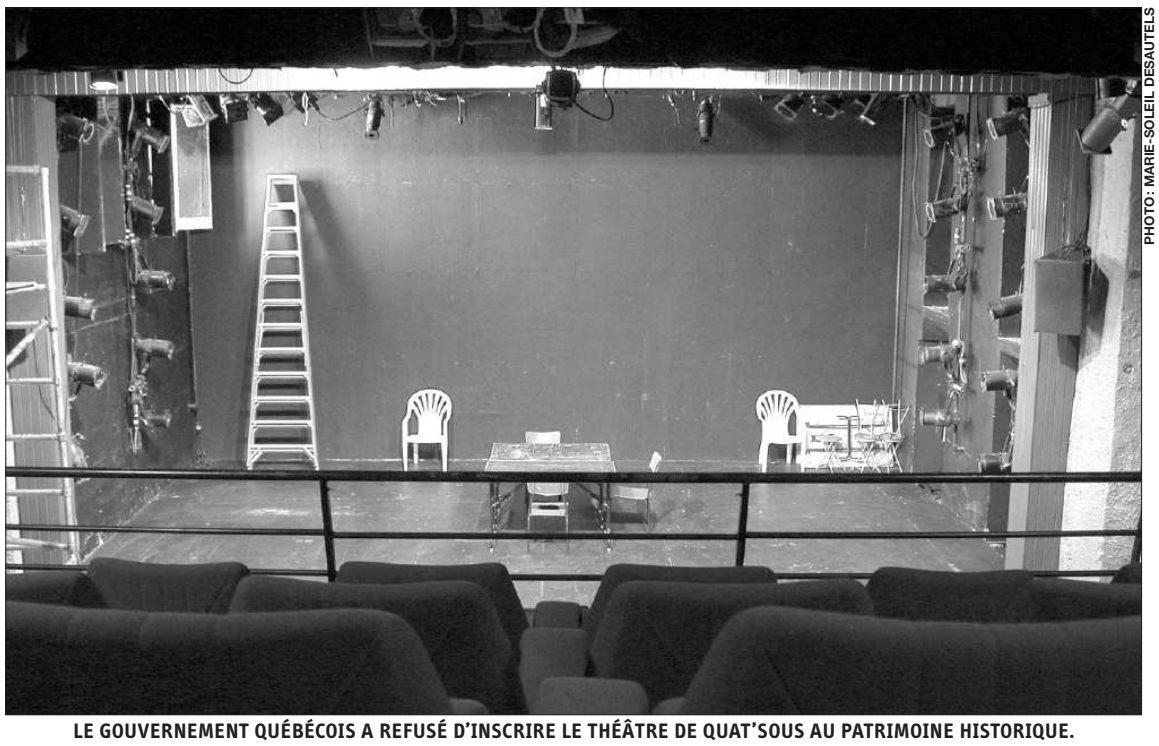


PHOTO: MARIE-SOLEIL DESAUTELS

LE GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS A REFUSÉ D'INSCRIRE LE THÉÂTRE DE QUAT'SOUS AU PATRIMOINE HISTORIQUE.

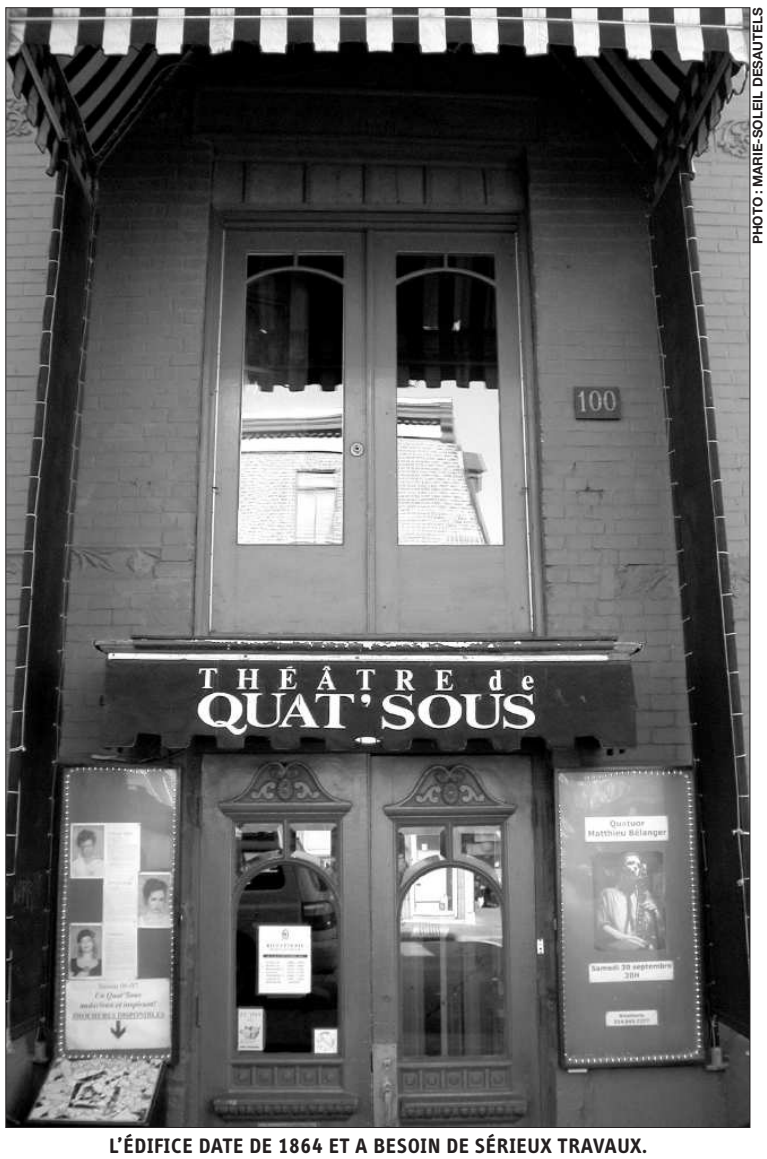


PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

L'ÉDIFICE DATE DE 1864 ET A BESOIN DE SÉRIEUX TRAVAUX.

UNE ANCIENNE SYNAGOGUE

De l'avenue des Pins, le toit rouge caractéristique du théâtre de Quat'Sous frappe l'œil. En descendant les escaliers, on pénètre à l'intérieur et, à gauche, dans une salle, on aperçoit des chaises en métal, sculptées. C'est dans cet endroit, qui d'habitude accueille des spectateurs sirotant leur café, qu'Éric Jean, directeur artistique du Quat'Sous, explique l'historique de son théâtre. En fait, cette histoire est si riche qu'il avait monté, la saison passée, un feuilleton en 5 épisodes, *Les mystères de Quat'Sous*, joué au théâtre.

L'édifice, comme tel, date de 1894. Il était d'abord une simple maison, ou plutôt trois maisons. *«On le voit à cause des poutres dans le théâtre,* explique Éric Jean. *Ensuite, un Juif les a racheté et en a fait une synagogue. La scène actuelle du théâtre se situe là où se faisaient les cérémonies. Le balcon de la salle aussi était déjà là, il a été modifié un peu pour le théâtre.»* En 1964, Paul Buissonneau, fondateur de la compagnie du Quat'Sous, achète le bâtiment, après l'abandon de la synagogue.

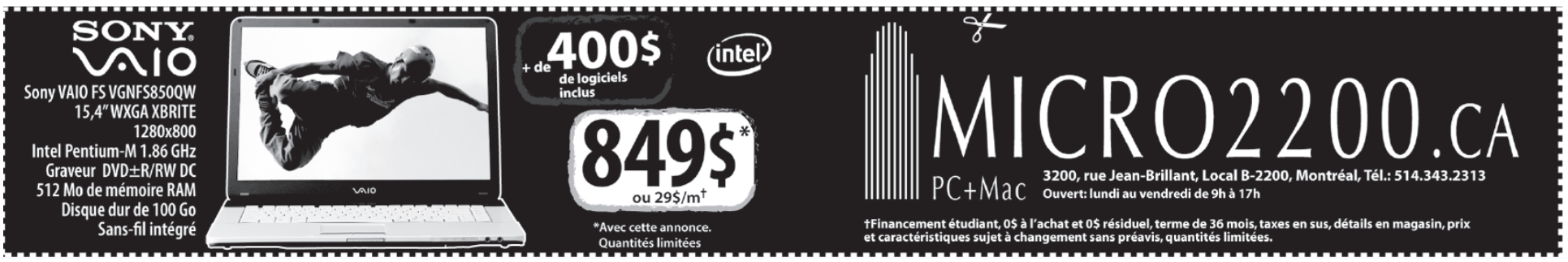
La compagnie du Quat'Sous a été crée en 1955. La compagnie a été nomade pendant neuf ans avant l'achat du lieu. Paul Buissonneau s'est joint à trois autres collègues pour acheter le théâtre : Yvon Deschamps, humoriste bien connu, Claude Léveillée, chanteur et comédien, et Jean-Louis Millette, comédien décédé en 1999. À coups de rénovations, le théâtre fut inauguré à son lieu actuel en 1965.

Les rénovations furent assez longues. *«C'était tout blanc et vieillot»* explique Éric Jean. En pointant le sol fait de morceaux de céramique coupés de façon inégales, il précise que *«le plancher n'était pas comme ça, c'est Paul qui a cassé tous ces morceaux-là et qui les a posés, un à un, à la main»*. La décoration est aux aléas des trouvailles des associés. *«Le grillage de métal devant la billetterie, c'était un devant de foyer qui appartenait à la mère de Paul. Les comptoirs du vestiaire et du bar ont été trouvé par Paul chez un antiquaire…»*, énumère le directeur artistique.

Le Quat'sous pourrait être démoli puis reconstruit d'ici deux ans.

Le Quat'Sous n'a pas accueilli seulement du théâtre. Un des plus célèbres événements artistiques du Québec, *l'Osstidcho*, avec Robert Charlebois, Louise Forestier, Mouffe et Yvon Deschamps, y a été monté en 1968. Ce spectacle a choqué beaucoup car on y chantait en joual, on revendiquait une forme de culture québécoise pas bien vue à l'époque. Un exemple parmi d'autres, des évènements qui enrichissent la mémoire d'un bâtiment...

Théâtre de Quat'Sous.
100 avenue des Pins Est.
www.quatsous.com



_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 20

Cinéma d'animation

Georges Schwizgebel

FORMALISME SUISSE ET COLORÉ

Artisan d'un cinéma de la précision, du mouvement et de la répétition, Georges Schwizgebel offre une œuvre ludique et réfléchie, où couleurs, perspectives, musiques et minutie se rencontrent, dansent et se renversent.

EXTRAIT DE *LA JEUNE FILLE ET LES NUAGES.*

Félix DUFOUR-LAPPÈRIERE

La course à l'abîme (5 minutes, 1992) n'utilise qu'un seul cycle de soixante-douze peintures. Présentées en boucle et découpées par un long mouvement de caméra en spirale, elles supportent la totalité des actions, mouvements et métamorphoses qui composent le film. Si l'on voulait résumer toute l'œuvre de Georges Schwizgebel, ce court-métrage marquant pourrait aisément faire office d'oeuvre phare. On y retrouve en effet tout ce qui a fait, et continue de faire, la renommée du cinéaste suisse, né en 1944 à Reconvilier. Les couleurs sont vives, les mouvements cycliques s'imbriquent l'un dans l'autre, les références aux autres formes artistiques sont nombreuses et le plaisir des défis formels côtoie celui du jeu avec les espaces, les symboles et le temps.

Le travail de Schwizgebel est particulièrement intéressant car il situe de plain-pied le cinéma d'animation dans un dialogue avec les autres pratiques artistiques que ce soit la peinture, l'architecture ou la musique. Il exprime des préoccupations formelles et intellectuelles parfois pointues, toujours ludiques, tout en mettant en avant un système cohérent de références allant du conte chinois (*L'année du daim*, 5 minutes, 1995) à celui, bien connu, de Cendrillon (*La jeune fille et les nuages*, 4 minutes, 2000).

Le cinéma de Georges Schwizgebel fait appel à la satisfaction simple mais essentielle d'observer des formes en mouvements

La musique occupe une place privilégiée dans ce travail étant souvent le moteur du récit ou servant de structure rythmique pour l'élaboration de l'image. L'accordéon, le piano ou l'orchestre mènent régulièrement le bal et offre à de nombreux courts-métrages leur souffle initial, leur cadence ainsi qu'un terreau fertile pour le développement et l'évolution de l'image. Et si l'on regrette parfois l'absence d'une conception sonore plus complexe ou plus élaborée, le savoir-faire et la conscience du rythme sont toujours au rendez-vous.

Sa filmographie comporte, à ce jour, quatorze courts-métrages. Et ces derniers forment un tout particulièrement cohérent. Si les thèmes abordés et les approches formelles varient, plusieurs films semblent participer à un même élan répétant certains mouvements et certains points de vue, reprenant, là où l'avait laissé le film précédent, une valse colorée et énergique. L'Office national du film du Canada (www.onf.ca) a édité une compilation regroupant les treize premiers films du cinéaste suisse. Son plus récent travail, *Jeu* (4 minutes, 2006), une coproduction canadienne, est actuellement présenté dans de nombreux festivals internationaux et remporte un franc succès.

Formaliste, joueur, intellectuel et mélomane, le cinéma de Georges Schwizgebel fait appel sans complaisance, à la satisfaction simple mais essentielle d'observer des formes en mouvements, des couleurs animées, des voyages dans l'espace. Combinée à des défis techniques, à un grand savoir faire et à un sens certain du récit, cette œuvre constitue un important point de rencontre entre la rigueur d'une démarche personnelle et le plaisir du spectateur.

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 21

Évelyne de la Chenelière, dramaturge

DES CHEVREUILS EN NOVEMBRE

Cet automne sera celui de *L'éblouissement du chevreuil*, présentée du 7 au 25 novembre prochain au Théâtre d'Aujourd'hui. À l'orée du bois, Évelyne de la Chenelière propose sa quatorzième pièce de théâtre. Une première œuvre féministe pour l'auteure dont on apprécie l'intelligence sensible.

Alexandra VIAU

Se mettre à l'abri du ciment. Évelyne de la Chenelière en parle d'une voix douce mais non dépourvue de volonté. La jeune femme de 31 ans s'explique avec ses mains comme si elles étaient le décor d'une pièce de théâtre qui ne se déroule que dans sa tête : *«J'ai besoin de la littérature et de la fiction pour être en contact avec d'autres façons de vivre. Je ne me sens pas épargnée par l'étroitesse d'esprit, car on s'assoit si vite sur ses convictions.»* Ses mains miment le ciment qui s'installe dans son esprit, et qu'elle s'efforce de briser via l'écriture. Pour rester une femme libre, elle ouvre à deux mains sa boîte cranienne comme l'on tire un rideau, s'expose au monde, et continue de créer.

Depuis plusieurs années, elle raconte sur les planches la vie *Des fraises en janvier,* elle part à la pêche *Au bout du fil*, et partage sa vision du *Désordre public.* Aux enfants du Québec, elle parle de *L'héritage de Darwin*, et avec les siens, elle investit la scène pour *Nicht retour, Mademoiselle.* Mais sa nouvelle création *«est une pièce en rupture avec les autres. Je me suis plus ou moins mise dans l'inconfort pendant mes recherches»* explique-t-elle.

PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

L'ÉBOUISSEMENT DU CHEVREUIL, ÉCRIT PAR ÉVELYNE DE LA CHENELIÈRE, EST PRÉSENTÉ AU THÉÂTRE D'AUJOURD'HUI DÈS LE 7 NOVEMBRE.

L'ÉBLOUISSEMENT D'ÉVELYNE

Les personnages qu'elle présente dans *L'éblouissement du chevreuil* ont des points communs avec ceux de ses pièces précédentes, mais ne font pas partie d'une même famille. Chaque texte d'Évelyne de la Chenelière fouille quelque chose effleuré dans les précédents. Sans être négative, elle reconnaît un certain constat d'échec qui l'incite à continuer d'écrire : *«Si l'on arrivait vraiment à dire ce que l'on voulait, on écrirait un objet et après on se retirerait».* Si sa nouvelle pièce est en rupture avec les autres, c'est que, depuis sa formation théâtrale en sol parisien, la dramaturge change sa façon d'écrire d'une œuvre à l'autre.

Le premier jet de *L'éblouissement* a été couché sur papier, il y a quatre ans, à l'intention des finissants du Conservatoire d'art dramatique. Ces interprètes sont revenus à la charge pour lui demander de travailler le texte pour en faire une version longue. D'un oui instinctif, Évelyne a accepté pour la première fois de se replonger dans une histoire dèjà écrite pour un format précis. D'une création de vingt minutes, elle est passée à une pièce de plus d'une heure dans laquelle un jeune homme use de personnalités multiples afin de mieux comprendre les femmes.

Dans l'intimité de sa maison colorée, Évelyne de la Chenelière s'avoue fascinée par l'éblouissement, ce sentiment qui pétrifie et nous fait perdre nos moyens pour une seconde, une heure ou une vie. Et parce qu'elle n'aime pas les titres qui résument précisément un objet, elle a opté pour *«une image qui évoque les animaux qu'on surprend, une rencontre forte d'éléments qui ne sont pas originellement faits pour être ensemble; la route, la voiture, et l'animal sauvage. Cela peut faire penser à ce qui se passe entre l'homme et la femme».* C'est dans cet état d'esprit que se trouve plongé son personnage principal, obnubilé par la femme, cet étrange animal.

Évelyne de la Chenelière se questionne depuis longtemps: est-ce qu'elle serait une meilleure auteure si elle était un homme?

PAROLES DE FEMMES

L'auteure et comédienne s'amuse à qualifier *L'éblouissement du chevreuil* de *«premier texte féministe».* Mais derrière son rire se dessine la vraie intention de la pièce : comprendre la femme. Le personnage de Joe se demande s'il ne percevrait pas le monde de façon plus juste en étant du sexe opposé. Il se crée donc un alter ego féminin (Joséphine), dans la peau duquel il évoluera pour à la fois mieux saisir sa mère, sa blonde, et sa vedette de cinéma préférée. En contact avec des femmes insatisfaites, Joe se croit victime d'une mutation physique qui l'empêcherait de les combler.

À l'inverse de son personnage principal, Évelyne de la Chenelière se questionne depuis longtemps : est-ce qu'elle serait une meilleure auteure si elle était un homme? Est-ce que la féminité est un état qui empêche la création ? Elle en parle lentement, la voix teintée de réflexions, sans toutefois répondre à ses interrogations. *«Le fait d'être une femme et d'écrire du théâtre m'a longtemps questionnée et rendue perplexe. Je parle de ce complexe de ressentir envers soi de la discrimination positive puisqu'il faut bien des paroles de femmes dans la dramaturgie québécoise…»* Les yeux toujours en proie au doute, elle regarde dans le rétroviseur et réalise que ce complexe l'a empêché d'aborder des thèmes propres aux femmes. Longtemps elle a voulu s'assurer d'avoir une parole qui soit sienne, *«sans être associée à un besoin collectif féminin de nommer les choses».* Mais de son propre aveu, il était grand temps qu'elle fasse le saut.

ÉCRIRE SANS RÉÉCRIRE

Loin de l'image romantique du créateur en décalage avec la société, Évelyne de la Chenelière est plutôt ancrée dans le réel et le quotidien. Pour faire naître la fiction, elle observe beaucoup… avec ses oreilles! Pendant l'écriture de *L'éblouissement du chevreuil*, elle a eu besoin de voir souvent ses interprètes, pour les questionner et les écouter. *«J'aime que ceux qui s'engagent à travailler avec moi me remettent en question, tout en m'accordant leur confiance. Il n'y a rien de pire que de collaborer avec quelqu'un qui espère retrouver le même ton qu'il aimait dans mes pièces précédentes»,* explique-t-elle. Exigeante envers elle comme envers les autres, Évelyne de la Chenelière se refuse à l'idée de réécrire le passé, pour que le processus de création conserve un sens à ses yeux.

On pourrait comprendre que de nombreux artistes l'approchent pour travailler avec elle, en espérant que ses futures pièces soient aussi réussies que les précédentes. La jeune auteure a notamment attiré sur elle la lumière avec *Des fraises en janvier,* pièce pour laquelle elle a remporté le Masque du meilleur texte original (ex-aequo avec Suzanne Lebeau) en 2000. Après avoir écrit, fait de la mise en scène et joué sur les planches, Évelyne de la Chenelière a envie de développer son langage scénique : *«Avant, les mots me rassuraient. J'avais peu d'images et beaucoup de mots, donc cela me convenait quand mes textes étaient mis en scène par d'autres. Mais depuis un certain temps, ce qui m'intéresse n'est pas tant les mots mais le spectacle derrière eux. Tranquillement, je me dirige vers une écriture où je vais m'investir dans la création du spectacle du début à la fin. Pour le plaisir de créer l'entité de quelque chose.»*

L'éblouissement du chevreuil, un texte d'Évelyne de la Chenelière, du 7 au 25 novembre au Théâtre d'Aujourd'hui.

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 22

Une ancienne banque accueille des artistes de la relève

DÉTOURNEMENT DE FONDS

Investis depuis juillet 2005 par ses actuels habitants, les murs du 1493 De Lasalle abritent une aventure atypique. L'ancienne banque d'Hochelaga-Maisonneuve a troqué le monde des finances contre une carrière artistique. Coup de projecteur sur la BanKe.

Izumi ISHIDA

Des tableaux aux murs et des carottes en phase d'épluchage. Des moulures au plafond et un bar aux couleurs vives dans un coin. Vous venez d'entrer dans la BanKe. Une ancienne Banque d'épargne transformée en incubateur d'artistes de la relève montréalaise.

«Des artistes ont investi cet espace depuis huit ans. Au début c'était une troupe de théâtre engagé, ensuite, il y a eu pas mal de passage, puis Ecosol [pour Economie solidaire], *et maintenant nous, arrivés il y a un peu plus d'un an»*, explique Annick Daigneault, co-fondatrice des Productions Synodik qui ont pris en main le projet de la BanKe. *«Les trous que l'on voit dans le plafond, là où il y a des moulures manquantes, on a décidé de les garder comme ça, pour se souvenir du passage du temps et montrer que cet espace avait vécu avant nous.»* Chaque hôte successif a apporté sa pierre à l'édifice en rénovant une partie de l'espace : construction de murs, ajout de couleurs, installation d'un bar. Derrière ce bar, des jeunes gens sont en plein processus culinaire. C'est bientôt l'heure du souper, et en plus d'offrir une salle de spectacle à la communauté des artistes, La BanKe est aussi le domicile de cinq colocataires enthousiastes.

PROJETS HYBRIDES

Lieu hybride et inattendu, la BanKe inspire des projets tout aussi inédits : *«Nous cherchons à promouvoir un réseau de soutien et de développement d'artistes*, explique Annick Daigneault. *Les artistes de toutes disciplines sont les bienvenus.»* Les soirées Anarchik à La BanKe invitent à l'exploration du concept d'interdisciplinarité : une fois par mois, des artistes se partagent l'espace de manière déstructurée et improvisent autour de rencontres provoquées. Les artistes arrivent avec leur numéro (musique, texte, danse, *spoken word* – forme de poésie spontanée), et se risquent à embarquer sur le projet d'un autre artiste. La première de ces soirées de création pour cette saison aura lieu le 14 novembre prochain.

«Les productions Synodik suivent un fonctionnement coopératif. Dans la mesure où les artistes payent une cotisation minimale de 8 $, cela permet de constituer un gros pot, qui est réinvesti pour eux», signale Annick. Les Productions Synodik (deux membres fondateurs, une troisième personne vient désormais leur prêter main forte) offrent aux artistes une assistance logistique et l'accès à un public élargi à travers leur réseau, ce qui permet aux artistes de se libérer des contraintes techniques et de se consacrer à leur performance.

CHASSE AUX TRÉSORS

Les découvertes continuent dans le sous-sol. La lourde porte d'un ancien coffre-fort de la Banque d'épargne s'ouvre sur une salle destinée à être réaménagée en studio. Dans le couloir, un costumier permet d'habiller les artistes des soirées Contes en BanKe : la petite salle basse de plafond accueille un nombre incroyable de costumes récupérés ou créés par des artistes du réseau, comme ce costume de centurion, fabriqué par l'artiste en arts visuels Laurelou Famelart à partir de paniers d'osier et d'un plumeau. Le détournement d'objet est tout un art à La BanKe.

La prochaine soirée, l'horrible nuit des Contes en banKe aura lieu le vendredi 27 octobre. La BanKe, 1493 De Lasalle. Les Productions Synodik : www.synodik.com

PHOTOS : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

ANNICK DAIGNEAULT, CO-FONDATRICE DES PRODUCTIONS SYNODIK, INSTALLÉS DANS LA BANKE.

www.racheljulien.com CONDOS TÉMOINS à VISITER LIVRAISON RAPIDE
CONDOS le QIO
NOUVEAU PROJET de 16 unités Maintenant en VENTE
À 2 pas du métro PARC et du futur campus de l'Université de Montréal
7060 rue Hutchison suite 112
PHASE 2 Les Condos de la Gare Vivre Montréal
Lofts abordables dans un quartier en émergence
L M M 14 h à 20 h
S D 13 h à 17 h
514.271.8065
Seulement quelques unités disponibles
3 mois d'occupation gratuite
www.lescondosdelagare.com
À partir de 130 775 $ + tx

Centre étudiant Benoît-Lacroix
Centre de spiritualité chrétienne

Midi Station
Prenez une pause au milieu de la journée dans un espace ouvert de rencontre et de partage. Une invitation aux étudiants-es qui veulent partager leur expérience de foi chrétienne. Tous les mercredis, de 11h30 à 13h, au local A-2405 du pavillon Maximilien-Caron.
www.cebl.org/activites/midi
Université de Montréal

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 23

La danse moderne dans la rue

VERS DE NOUVEAUX ESPACES

La danse sort des studios et descend dans la rue. Jusqu'au 18 novembre, le chorégraphe et interprète Paul-André Fortier donne plusieurs représentations en solo à l'extérieur, surpenant les passants. Avec une démarche semblable, la compagnie *La 2e porte à Gauche* prend aussi possession de l'espace urbain. Entretien avec des créateurs allumés.

Marie-Ève CORBEIL

Un terrain vague à l'intersection des rues Ste-Catherine et Clark. C'est dans cet endroit peu conventionnel que Paul-André Fortier interprète *30X30* (30 minutes d'interprétation pendant 30 jours) dans la métropole montréalaise jusqu'au 18 novembre. Peu importe la température, il donne quotidiennement cette performance à 12h15 précises devant des spectateurs dont la plupart sont présents par hasard. Cent vingt représentations de cette œuvre *in situ* ont déjà été présentées en Angleterre, en France, au Japon et à Ottawa. Paul-André Fortier termine sa tournée mondiale par une escale dans sa ville.

La compagnie montréalaise *La 2e Porte à Gauche* a une démarche un peu similaire. Elle est composée de 6 jeunes artistes de la relève dont Katya Montaignac et Frédérick Gravel, cofondateurs de la compagnie. En septembre 2006, le groupe a mis en place le festival *The Art (prononcez dehors)* au Carré St-Louis. Une cinquantaine de participants ont contribué à ce projet destiné à ancrer la pratique de la danse moderne dans l'espace urbain. Depuis un moment, des créateurs de différentes générations décident de sortir de leur cadre habituel et cherchent à rejoindre les gens de manière inattendue.

SCÈNES DE RUE

Au mois de mars 2006, Paul-André Fortier a commencé son impressionnant périple à Newcastle. Fort de sa vaste expérience, l'homme souhaitait réaliser son art dans des conditions imprévisibles et peu idéales. De plus, il se fixait comme objectif de parvenir à danser pendant trente jours consécutifs. *«J'ai eu le désir d'installer le solo dans un endroit où des personnes qui ne connaissent pas les arts de la scène pourraient le voir. Dans chaque ville, je sélectionne un lieu qui n'est pas beau. Cela intrigue le spectateur et lui permet de jeter un regard différent sur son environnement.»* Le chorégraphe et ses jeunes collègues de *La 2e porte à Gauche* possèdent des permis d'autorisation en règle de la municipalité pour danser à l'extérieur. La police doit également donner son accord. Ces artistes préfèrent ne pas agir de façon clandestine. Ils s'assurent ainsi de ne pas être obligés d'avoir à changer de lieu pour mener leurs projets à terme. C'est un processus long et complexe et ces créateurs doivent s'y prendre plusieurs mois à l'avance pour faire les demandes aux diverses institutions.

PAUL-ANDRÉ FORTIER INTERPRÈTE 30X30 À L'INTERSECTION DES RUES STE-CATHERINE ET CLARK.

PHOTO: MARTINE DOUCET

Les artistes du collectif *La 2e porte à gauche* se questionnent sur le rapport au public. Ils veulent aller à la rencontre des néophytes. *«L'espace est là et n'est pas utilisé. Aller dehors constitue à la fois une contrainte et une libération parce que l'environnement est particulier»,* souligne Frédérick Gravel. Outre *The Art,* le groupe a produit l'événement le *Projet Vitrines* qui s'est déroulé à La Maison Simons. Pendant sept jours, une soixantaine de jeunes artistes ont investi les vitrines du magasin pour exposer leur danse aux passants.

Michèle Febvre, professeure retraitée de l'*UQÀM* et théoricienne en danse relève plusieurs disparités entre la démarche artistique du soliste et de celle du groupe. *«L'énergie n'est pas la même. Une sorte d'ascèse est remarquée chez Paul-André Fortier et il y a quelque chose de l'ordre du rituel. Avec* La 2e porte à Gauche*, l'expérience est beaucoup plus ludique»,* estime-t-elle.

RENCONTRE AVEC UNE AUDIENCE ÉLARGIE

Même si son spectacle n'est pas interactif, Paul-André Fortier pense qu'il est à l'écoute des bruits environnants et compose avec ces nombreux stimulus. Il note que les réactions des individus varient selon les pays. Quant à Katya Montaignac, elle se souvient que, lors de la tenue récente du festival *The Art, «quelques individus ne se sont même pas arrêtés. Mais malgré tout, la majorité du public était attentif».*

La danse et le théâtre dans la rue ne font pas vraiment partie d'un «nouveau» courant artistique. Les manifestations culturelles extérieures ont lieu depuis plusieurs siècles. Et, plus près de nous, dans les années 1960, un ensemble de danseurs américains issus de la *Judson Church* investissaient le paysage urbain de New York par esprit de contestation . Cependant, profitant de l'engouement actuel, la danse à l'extérieur devrait continuer de donner lieu à des expérimentations et à des propositions originales. *«Pour de multiples raisons, il y a une recrudescence de ces spectacles. Entre autres, on veut rejoindre les gens où ils sont et se repositionner par rapport à la culture populaire. C'est souvent assez coloré et il se passe des choses instantanées»*, résume la professeure Michèle Febvre.

30X30, par Paul-André Fortier, tous les jours jusqu'au 18 novembre à 12h15, à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Clark. www.fortier-danse.com

Concours de Court-Métrage
Silence, on court !

Trois étudiants de l'UdeM dans la course

Raphaël Chavez, Adrien Bodson et Guillaume Roussel-Garneau, trois étudiants de l'Université de Montréal comptent parmi les 30 finalistes du concours Le Court en WEB – cinéma québécois, version court. La mission du concours ? Concocter un film d'une dizaine de minutes ayant pour thème un hommage au cinéma québécois.

Julie DESBIENS

N'as-tu pas une autre citation intéressante de Adrien pour mettre ici ? Adrien Bodson, étudiant en études cinématographiques à l'Université de Montréal, fait un portrait rapide de ses quelques mois passés la tête dans le projet qu'il présentait au concours. Tout a commencé par la rédaction d'un scénario avec un copain, puis le tout s'est concrétisé peu à peu : une équipe de production composée d'étudiants de l'UdeM et de l'UQÀM, des acteurs, un lieu de tournage, du matériel cinématographique et deux jours pour tourner le film *Elvis Gratton, le King des ondes.* Leur film relate l'histoire du clone de Bob Gratton qui participe à la nouvelle émission de télé réalité Gratton Story. Ensuite, deux semaines de montage ont été nécessaires pour peaufiner l'œuvre. Du vrai travail de pro, pratiqué dans le rire. *«On s'est vraiment amusé à faire le film et on espère que les gens s'amuseront à aller le visionner pour faire leur choix en ligne»*, encourage Adrien Bodson. En effet, depuis vendredi dernier, il est possible de voter sur le site Internet *www.SilenceOnCourt.tv* pour son court métrage favori.

C'est un jury composé du critique André Lavoie, de la directrice générale de l'association des propriétaires de cinémas, Lise Dandurand, et du cinéaste Louis Bélanger, qui a sélectionné les 30 films en lice pour ce concours ouvert au public et organisé par *Silence, on court!,* une initiative Internet de l'Office national du film québécois. Les rondes éliminatoires sont divisées en 3 blocs de 10 films et s'étaleront jusqu'au 23 novembre. La première semaine, c'est le candidat Raphaël Chavez avec son film *Requiem pour un beau parleur* qui sera en compétition. La deuxième semaine, Adrien Bodson présente *Elvis Gratton, le King des ondes*, puis la troisième, Guillaume Roussel-Garneau *Mais qui es-tu Louis Pageau?*. La compétition se poursuivra avec ses demi-finales ainsi que sa grande finale qui prendra fin le 21 décembre. Les lauréats recevront deux bourses de 2 500 $ chacune. Pour encourager les internautes à aller voter, quelques prix seront remis aux internautes qui prendront le temps de faire connaître leur choix.

Vous pouvez voter sur les sites www.SilenceOnCourt.tv et www.GlobeTrotter.net.

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 24

Musique

THE RAPTURE

Pieces Of The People We Love

(Universal)
Disco post-punk

Jean-François RIOUX

Le quatuor de New York n'a rien de très original si ce n'est la voix criarde du chanteur qui pourrait sans doute faire fuir des écureuils s'il donnait un concert dans un parc. L'excellent disque *Echoes,* paru il y a maintenant trois ans, a fait de Rapture un groupe respecté et reconnu internationalement. Autrefois une formation indie-punk très inégale, les jeunes musiciens de Rapture ont eu l'idée d'intégrer l'électronique à leur musique, mélangeant ainsi le new-wave et le post-punk dans des rythmes endiablés, funky et franchement entraînants. Les mélodies sont parfois bien répétitives, un peu comme dans la musique *dance*. Cependant, l'esprit et la direction de la musique sont beaucoup plus agressives. Le chanteur du groupe, Luke Jenner, semble même avoir pris quelques cours de chant depuis *Echoes*, bien qu'il ne soit toujours pas un très grand chanteur. Son style de chant, un peu plus parlé/crié rappellera celui des Cure et de Bloc Party. La marche était haute pour ce nouvel album et The Rapture semble avoir voulu en faire un peu trop : le disque est agréable, mais ne se démarque pas autant que son précédent.

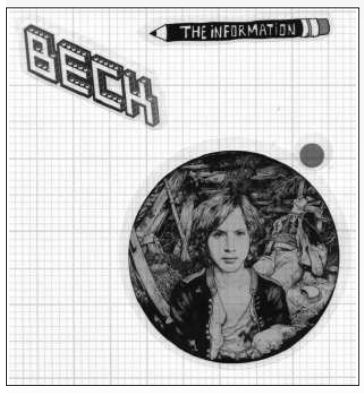
Le 2 novembre au Club Soda.

BECK

The Information

(Interscope)
Pop

Carol LEWISS



Toujours pareil, toujours différent. On pourrait critiquer bien des choses chez Beck Hansen, que ce soit ses croyances scientologues (ou dit-on scientologistes?), sa façon de miauler en chantant, ou même son éclectisme musical. Mais il serait bien mal aisé de critiquer sa démarche artistique : Beck compte parmi les quelques artistes qui réussissent continuellement à se réinventer, tout en conservant une solide base d'inconditionnels et ce, sans que la démarche n'en devienne vulgairement commerciale.

Ainsi, après l'exploration musicale inégale qu'était *Guero*, Beck a choisi de travailler de nouveau avec Nigel Godrich – collaborateur de longue date du groupe Radiohead – pour nous pondre *The Information*, un album qui se veut encore plus accrocheur et plus festif que son précédent. Aussi, ceux qui s'ennuient du chanteur folk avec pour seule compagnie sa guitare ou son piano, ceux là devront prendre leur mal en patience. Cette fois, par contre, malgré la présence des bidouillages électroniques dans la lignée de *Guero*, la facture est plus classique et, donc, le tout est plus facilement consommé. Peut être est-ce précisément là la raison de quelques critiques…

MICAH P. HINSON

Micah P. Hinson And The Opera Circuit

(Jade Tree)
Folk indie

Jean-François RIOUX

L'auteur-compositeur du Texas fait paraître un troisième album en un peu moins de deux ans. Toujours sous le thème incontournable d'une mélancolie qui s'acharne sur lui, Hinson chante en se rappelant ses innombrables déboires du passé. Après des problèmes de drogues, de santé et une faillite personnelle avant ses vingt ans, le jeune homme décide de se ressaisir et de faire sa thérapie avec la musique qu'il compose. La voix ravagée de Hinson est parfois tremblante, grippée, mais ses cordes vocales usées par l'abus de substances diverses lui donnent une voix honnête et mélodieuse. La seule comparaison musicale qui pourrait se rapprocher du Texan est l'auteur-compositeur canadien Hayden qui tourne un peu autour des mêmes histoires avec une voix tout aussi grave et abîmée.

Sur les deux plus récentes parutions de Hinson, disponibles sur l'étiquette américaine Jade Tree, on y retrouve des bijoux mélodieux qui s'imprègnent dans les têtes, des compositions qui sortent des tripes. Sur *The Opera Circuit*, le chanteur et guitariste se laisse un peu plus aller que sur les albums précédents en s'entourant de musiciens qui donnent des aspects beaucoup plus orchestraux et symphoniques à ses créations. Ce disque est beaucoup moins minimaliste que *The Baby And The Satellite* paru en début d'année, qui, pour sa part, porte Hinson en avant-plan. *The Opera Circuit* est sans contredit son album le plus varié, passant de pièces pratiquement country telles que *Seems Almost Impossible* avec son harmonica, à des chansons presque klezmer/folkloriques telles que *Diggin A Grave* ou encore à un orchestre de chambre sur *Jackeyed*. La jolie *It's Been So Long* se démarque aussi du lot avec son début d'accordéon qui apporte une tout autre dimension à la musique de Hinson. La musique du jeune chanteur ainsi que ses textes effleurent la romance, la tristesse et la honte et ce nouvel album n'y échappe pas. Il deviendra sans aucun doute l'un des disques préférés de l'année dans les médias alternatifs.

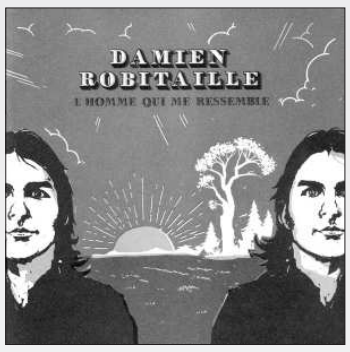
Le 8 novembre au Green Room.

DAMIEN ROBITAILLE

L'homme qui me ressemble

(Audiogram)
Franco

Carol LEWISS



Tiens, on devrait faire écouter cet album-là à quelques artistes de la scène locale. Ce serait une belle leçon du «plus c'est moins» question de rappeler qu'à trop vouloir en faire, on fini par manquer son coup. Non pas que Damien Robitaille ait manqué son coup, au contraire. Ce premier véritable album – son précédent ne comptait que cinq morceaux – intitulé *L'Homme qui me ressemble* est d'une désarmante simplicité. Pas vraiment profond, mais certainement pas frivole. Mi-figue mi-raisin, entre mélancolie et joie de vivre. Le genre de truc qu'on verrait bien paraître au printemps.

Certes, ce n'est pas le printemps, mais ce n'est pas là une raison pour bouder ce qui se veut un premier effort honnête. Rien à couper le souffle, mais l'auteur-compositeur-interprète offre quelques belles mélodies où s'entremêlent nombreux instruments et échantillonnages électroniques. Quoique le résultat risque de plaire après quelques écoutes, il n'est malheureusement pas facile d'étiqueter cet album sous un seul genre musical. On navigue, après tout, du presque pop *«Je tombe»* à la chanson de caroussel *«Cercles»* et on continue avec la comptine *«Rouge-Gorge»*. L'album continue dans cette veine en passant, en plus, par le folk et les ballades.

Bande dessinée

ENTRE DEUX EAUX

Anne BOURGOIN

Mai 1941, le *Jason,* un sous-marin britannique, s'apprête à prendre la mer pour combattre les Allemands au large de la Norvège envahie. À son bord, on retrouve le lieutenant Woolf, impatient et irrité de ne pas monter les échelons de la marine plus vite. Une sérieuse erreur de jugement de sa part va briser la carrière d'Edward, le capitaine du *Jason,* et humilier l'irascible lieutenant. Ainsi commence les tribulations de Walter Woolf, le seul marin à avoir réussi le torpillage… d'un camion!

Les derniers corsaires est une œuvre manifestement dédiée aux hommes qui se sont battus jusqu'au bout, dans des conditions extrêmes, aveugles à toute lumière, tâtonnant dans l'inconnu le plus total. Les auteurs, Marc Richard, géographe de formation, et Jocelyn Houde, grand amateur des romans de Jules Verne, sont passionnés par la Seconde Guerre mondiale. Bref, vous l'aurez compris, il ne s'agit pas d'une lecture frivole au coin du feu ou au fond de son bain!

Le pari est réussi. L'histoire se tient et plutôt bien. Elle n'est pas sans rappeler ces bandes-dessinées des années 1950 qui glorifiaient le soldat allié. Le scénario est original et l'époque choisie sort de l'ordinaire dans ce milieu «bédéesque» québécois. Les personnages deviennent attachants. Le rythme est trépidant, soutenu, aidé par un découpage de cases simples, ce qui rend la lecture aisée.

Les pages 45 à 53 par exemple, expriment la tension et l'angoisse de Woolf face à la décision qu'il faut prendre et assumer. Il se retrouve enfin aux commandes, alors que le capitaine gît, blessé, dans sa cabine. Le doute l'envahit face à l'Akasima, le plus gros navire de guerre au monde. Il faut agir et vite, mais il est impossible d'en parler au capitaine, il délire! Les scènes suivent relatant le combat en surface, contrastent parfaitement avec celles des manœuvres du sous-marin qui circule sous les coques ennemies.

Le texte est limité, quasi superflu, tant les cases laissent transpirer l'histoire. Elles sont d'ailleurs secondées par un choix de palette de couleurs particulier : ternes, sombres, avec un vert militaire très présent. Bref, des couleurs de guerre. Tout est mis au service d'une époque. Et l'on passe tranquillement mais sûrement au travers de la soixantaine de pages.

Si le dessin est précis – chaque détail du sous-marin est là, tout est parfaitement restitué – il a du mal à séduire. Et pour cause : il est desservi par une manie de la hachure. Omniprésente, elle ne sert pas seulement à dessiner les ombres, et donne une envie constante de balayer la page pour l'alléger. Quant au style, naïf – de grands nez, des traits extrêmement simples, quasiment sans expressions – on aime, ou on n'aime pas.

Finalement, au terme de cet excellent scénario, l'épilogue, où on laisse Woolf s'exprimer à travers des lettres, est une agréable surprise. Une histoire vraie, une fiction… Qui sait? Ne pas en dire plus est sans doute le meilleur moyen de vous inciter à feuilleter *Les derniers corsaires* et vous laisser happer par l'histoire du lieutenant qui voulait devenir capitaine.

Les derniers corsaires*, Jocelyn Houde et Marc Richard. Les Éditions de La Pastèque, 2006.*

Gagnez une des deux paires de billets pour Tremblant
en envoyant la réponse à la question suivante à l'adresse
info@quartierlibre.ca
en inscrivant ton nom, téléphone et courriel.
Tu as jusqu'à quand pour acheter ta passe étudiante Tremblant à 269 $?
Réponse sur ce lien : tremblant.ca
TREMBLANT

Le concours débute le **3 octobre** et se termine le **13 novembre**.

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 25

Cinéma documentaire

Chez Schwartz

GASTRONOMIE ET HUMANISME

Quatorze ans après *Bonjour! Shalom!,* le film qui l'a fait connaître, le documentariste Garry Beitel continue de s'intéresser au milieu Juif montréalais. Pendant un an, il a laissé traîner sa caméra au 3895, boulevard Saint-Laurent. Histoire de capter l'esprit du lieu et de comprendre le phénomène Schwartz. Il en ressort une galerie de portraits de gens simples, souvent torturés, mais ô combien attachants.

Mathias MARCHAL

Soixante-seize ans, c'est l'âge d'une vénérable institution montréalaise : Chez Schwartz. Un endroit avec des morceaux de viande peu invitants en vitrine et une décoration inchangée depuis plusieurs décennies, un resto où vous devrez attendre plus d'une demi-heure pour manger dans une atmosphère aussi bruyante qu'enfumée et dont le menu est quasiment resté le même depuis l'ouverture en 1930. Bref, l'antithèse des canons de la restauration. Pourtant la place ne désemplit pas. Été comme hiver, elle fait le plein d'accros venus parfois d'aussi loin qu'Ottawa, uniquement pour déguster la spécialité de cette charcuterie hébraïque d'origine roumaine : le *smoked meat*.

Garry Beitel est allé à la rencontre des hommes (seules les caissières appartiennent à la gente féminine) qui tiennent à bout de bras – souvent au détriment de leur santé – la boutique. Des *busboys* aux plongeurs, en passant par les grillardins, le gérant et même les quêteux qui se repartissent la porte par *shifts*, le documentaire offre une sympathique galerie de portraits. On est de tout cœur avec l'ancien cinéaste Ryan Atkins qui se débat toujours avec ses vieux démons et tente de grapiller quelques sous à la sortie du magasin. On suit aussi avec émotion Alex, le binoclard, qui après 4 ans en tant que *busboy*, essaie tant bien que mal de survivre parmi le monde hautement concurrentiel des serveurs.

Le tout est servi par des images fluides, un montage dynamique ainsi qu'une bande originale aux accents *jazzy* du meilleur goût. Bref, on ressort de *Chez Schwartz* avec une furieuse envie d'aller y faire un tour pour voir si Ryan a survécu à son cancer du poumon, si Franck a soigné sa tendinite, si Jao est arrivé à décrocher et à prendre sa retraite après 40 ans de bons et loyaux services, mais surtout pour prolonger ce beau moment d'humanité signé Garry Beitel.

Le film, qui a été présenté pour la première fois dans le cadre du Festival du nouveau cinéma, sera à l'affiche cet hiver.

Lecture

LE FUGITIF

Marie-Michèle GIGUÈRE

Peu d'explications. Des descriptions brèves, directes, affreusement crues. L'incommensurable désir de vivre d'un homme : Wu Tse, le traître à la nation, le fugitif, le réfugié. Quelques pays, jamais nommés, tous cruels à leur manière. Et une écriture directe – voire minimale – qui sublime le tout. C'est *Trans*, le plus récent roman de Pavel Hak, auteur francophone d'origine tchèque.

Les frontières sont dans *Trans* comme autant d'obstacles vers les pays rêvés – ceux des droits de l'homme. Et si les continents, les lieux et les communautés où transitera Wu Tse se déclinent en une multitude de climats, de régimes et de mœurs – jamais vraiment accueillants, souvent franchement inquiétants – tous exigeront de lui de lourds sacrifices, tant physiques que moraux… Le froid d'un pays natal sous le joug d'un régime totalitaire, les travaux inhumains une fois la frontière passée, l'infâme cale d'un navire rempli de clandestins, les épidémies dans la jungle. Et en fin de parcours – mais est-ce vraiment la fin? – la lourde désillusion de Wu Tse lorsque, finalement, il met les pieds dans un de ces pays dont il rêvait. Avec son passeport volé à un touriste décapité sous ses yeux par une tribu anthropophage, il est arrêté dès son arrivée à l'aéroport. Emmené avec d'autres illégaux – eux qui croyaient pourtant avoir atteint la liberté – vers un centre de détention, Wu Tse garde espoir. Un espoir écorché vif, mais un espoir tout de même. Comme les autres embûches qui ont parsemées le périple de Wu Tse, celle-ci, pas plus que les précédentes, ne lui paraîtra insurmontable. Il demeure, invariablement, *«affamé de vivre»*.

Si les péripéties s'accumulent rapidement, s'entrechoquent même, elles ne sont pourtant que de lourdes manifestations d'un même constat, posé dès les premières pages du récit : *«Les hommes fuyant la misère sont un fléau qu'aucune mesure de sécurité ne peut arrêter. Ils sont des milliers, ne possèdent rien. N'ayant rien, ils ne craignent rien (puisqu'ils n'ont rien à perdre). Et rien ne peut les faire renoncer au rêve de prospérité que la misère a injecté dans leurs têtes.»*

Il n'a donc peur de rien Wu Tse. Prêt à tout – ou presque – pour survivre, pour améliorer son sort, il mentira, trahira, tuera. Et si les régimes auxquels il fera face, si les populations auprès desquelles il vivra ne seront souvent que de grossières caricatures, si les gestes qu'il posera – portés par un désespoir que l'on s'explique mal – dépasseront trop souvent les limites de notre entendement, la misère qui y est ainsi dépeinte, elle, sonnera toujours vrai.

C'est que, dans le parcours impossible de Wu Tse, ce périple ultra violent et sans répit, résonne celui de tous les autres migrants, qui connaissent certes des douleurs autres mais tout aussi lourdes. Et lorsque l'on cherche à mettre des noms sur les pays et les régimes innommés car imaginaires, que sur le globe se dessine tranquillement le parcours de Wu Tse, c'est aussi le leur que l'on voit apparaître.

Pavel Hak, *Trans*, Seuil, 2006, 192 pages.

Festival

SPASM : LE CINQUIÈME REVENANT

Le Festival de films de genre SPASM a choisi le slogan «Pas tuable» pour sa cinquième édition. Du 28 octobre au 4 novembre, horreur et suspense seront au rendez-vous au Café Cléopâtre et au Club Soda. Rencontre avec les deux horribles organisateurs de l'évènement, Jarrett Mann et Sylvain Raymond.

PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

SYLVAIN RAYMOND ET JARRETT MANN.

Propos recueillis par Charles PRÉMONT

Quartier Libre : Comment est née l'idée du festival SPASM?

Jarrett Mann : SPASM est né d'un *party* d'halloween, Stigmata, que j'organisais chaque année et qui devenait toujours plus grand. Nous avons alors pensé en faire une soirée de courts-métrages de films d'horreurs québécois… Ensuite, Sylvain et moi sommes devenus étudiants en cinéma à l'Université de Montréal. Nous trouvions qu'il manquait souvent de laisser-aller dans le film québécois. Nous voulions offrir un lieu et un moment où l'on pourrait s'amuser sans tabous ni barrière.

Q. L. : Vous en êtes à votre cinquième édition, qu'est-ce qui a changé depuis la première?

Sylvain Raymond : Nous arrivons à un stade où nous sommes pleinement confiants de la programmation que l'on propose. Au début, nous avions mis le terme «amateur» dans le nom du festival. Nous pensions vraiment que ce serait plus *cheap*, avec du ketchup et des trucs du genre. C'était une erreur. Nous nous sommes vite rendu compte, avec des artistes comme Izabel Grondin ou Frantic, qu'il y avait déjà des gens qui faisaient du film de genre au Québec et qui étaient super heureux que l'on s'intéresse enfin à eux.

J. M. : La scène du cinéma québécois s'est pas mal ouverte. Quand nous avons commencé en 2002 c'était avant la vague qui a fait du cinéma québécois quelque chose de *cool*. Avant, le cinéma fait au Québec était un peu grave. Aujourd'hui il est plus axé sur le divertissement. Certains craignent même que ça prenne trop de place. On verra bien ou ce virage nous mènera, mais moi j'y vois plutôt du positif.

Q.L. : Quelle est la place de SPASM parmi les festivals de cinéma au Québec?

S. R. : SPASM, c'est une contre-voix. Le cinéma subventionné c'est bien, mais on a aussi besoin d'une niche dans laquelle on se sent plus libre. N'importe qui peut faire un film à SPASM. Cela amène de nouvelles façons de faire, une espèce de démocratisation du cinéma. C'est rare qu'on demande au public de participer dans un festival de films.

J. M. : Nous attendons quand même de 3000 à 4000 spectateurs aux neuf événements du festival. Ce que nous présentons, c'est presque exclusivement du cinéma fait au Québec. Il y a seulement quelques films étrangers – les gagnants du volet court au festival Fantasia en juillet à Montréal – et quelques autres de «prends ça court». Nous recevons plus de 120 propositions, et nous essayons d'en faire jouer le plus possible. Nos critères de sélection sont variables… Une chose est sûre, nous axons beaucoup sur le divertissement. Après tout, nous ciblons des jeunes dans la vingtaine en quête de sensations fortes!

Festival SPASM, du 28 octobre au 4 novembre, au Café Cléopâtre, 1230 Saint-Laurent, 2e étage, et au Club Soda, 1225 Saint-Laurent. www.spasm.ca

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 26

Duo en création au Centre Fractal

ASSAINISSEMENT DE LA SCÈNE

La danse, le théâtre et la vidéo se croisent dans le regard des fondatrices de la Compagnie du S.A.S. Pour Gabrielle Garant et Mélissa Raymond, un dénominateur commun à tous ces modes d'expression : le corps. Le S.A.S (Service d'Assainissement de la Scène), un réservoir à idées, à fantasmes. Processus de création en cours entre les murs du nouveau centre d'art Fractal.

Coralie DUMOULIN

7240, rue Clark. Le Centre Fractal, créé au début du printemps, accueille en résidence la Compagnie du S.A.S. pour sa seconde création qui devrait être présentée le printemps prochain. Ensemble, Gabrielle Garant et Mélissa Raymond avaient produit un spectacle intitulé *Mémoires et autres fluides* au Théâtre La Chapelle au cours de l'été 2003. Depuis début septembre, elles occupent régulièrement leur nouvel univers de réflexion. Les deux jeunes femmes explorent un sous-sol vaste et sans superflu, ouvert à de multiples aménagements.

LE CENTRE FRACTAL, DANS LEQUEL LA COMPAGNIE S.A.S. EST EN RÉSIDENCE.

UN ÉTRANGE SERVICE D'ASSAINISSEMENT

«C'était une journée d'hiver, j'étais sur le campus de l'Université Laval, il y avait une petite pancarte dans la neige, toute croche, marquée d'un "S.A.S". Je me demandais ce que cela voulait dire», raconte Gabrielle Garant. Par la suite, sa partenaire et elle se sont amusées à jongler avec ces initiales, à faire des liens pour finalement se l'approprier. S.A.S., pour Service d'assainissement de la scène. Elles décodent leur sigle avec enthousiasme. *«Service, c'est un milliard de possibilités. Par exemple, un spectacle, c'est un service que l'on offre»*, explique Gabrielle. L'assainissement de la scène, second point de ce concept artistique, est *«une idée pour voir comment le corps peut être authentique»*, raconte Mélissa Raymond.

Un sas, au sens littéral, est une petite pièce étanche qui permet le passage entre deux milieux différents. Pour elles, dans le sas, tout est actif, tout est sujet à transformation. Le but de leur spectacle est d'y soumettre le corps humain. Une fois passé au cœur du «Service d'Assainissement de la scène», comme dans un sas, il est confronté à de multiples stimuli. L'intérêt de ce passage est de voir ce qu'il en ressort. D'où l'idée que le spectacle est un sas lui-même*:* il y a un avant et un après. *«Pendant le spectacle, il y a une transformation de l'esprit du spectateur. Il en sort un résultat, comme à la fin d'un spectacle»*, constate Mélissa Raymond.

MAÎTRE MOT : EXPLORATION

La résidence au Centre Fractal leur donne la liberté de faire des essais. Le spectacle *Squeeze Me,* interprété début septembre à l'occasion du Festival Soukmachine, en est un. Elles y mettaient en scène deux personnages, deux véritables furies créées à partir d'une paire de bottes et d'une peluche. Dix minutes chorégraphiées où se mêlaient plusieurs inspirations, l'influence du travail du réalisateur espagnol Almodovar, par exemple. *«C'est une capsule qui pourra servir pour le show du printemps»,* précisent-elles.

Les formations des deux jeunes femmes se complètent dans le processus de création. Ayant suivi un baccalauréat en mise en scène et des cours de cirque, Gabrielle privilégie l'aspect théâtral. La musique, qu'elle a également étudiée, lui permet d'apporter une touche rythmique à leur projet. Mélissa l'enrichit par une approche visuelle. Étudiante en danse contemporaine à Concordia, elle instrumentalise le corps et s'interroge sur ses différentes formes d'expression. *«J'apprends la danse contemporaine avec Mélissa»*, raconte Gabrielle, l'œil complice. La danse et le théâtre s'entrelacent pour former une seule et même expression à travers le corps. Les créatrices ajoutent le médium vidéo tel un autre point de vue sur l'action. Par exemple, l'écran peut être un moyen d'exprimer une autre dimension du corps, son intérieur. Rendre leur projet accessible et donner du plaisir sont deux missions qu'elles souhaitent remplir. Et elles proclament sans attendre qu'*«un show, ça ne se comprend pas, S.A.S. se vit»*.

Quelques fragments du Centre Fractal

Février 2006 : Stéphane Bergeron et Sophie Garant fondent le Centre de Création Artistique Fractal, organisme à but non lucratif situé au 7240, rue Clark, près de la station de métro Jean-Talon. Cet espace, dédié aux arts technologiques, est en perpétuel développement. *«Nous souhaitons dynamiser le marché des arts technologiques»*, explique Sophie Garant, responsable des communications. *«La musique électronique fait partie de notre programmation, notre objectif est de promouvoir ce genre à Montréal »,* précise-t-elle.

Vous avez dit Fractal ? Du nom d'une modélisation mathématique, ce choix d'appellation reflète notamment pour les initiateurs du projet le caractère fragmenté du monde artistique. Les artistes peuvent modéliser à leur image cet espace disponible et mobile. Ce lieu multifonctionnel convie les artistes à échanger, à créer des réseaux de collaboration alliant l'aspect technique et le côté créatif.

15 résidences : Une quinzaine de projets d'arts technologiques se partagent le Centre. Les membres du Conseil d'administration réalisent une sélection selon la disponibilité de l'espace et la qualité du projet. *«Le but, c'est d'aider un projet à éclore»*, souligne Sophie Garant. D'autres activités sont organisées au sein du centre tels les arts martiaux, la danse, la capoeira. L'espace est ouvert à ceux qui cherchent un endroit pour exprimer leur art.

Art urbain

PAR ICI LES BELLES MURALES

Julie DELPORTE

«Il y a peut-être de belles murales dans votre quartier ou des murales qui vous dérangent. Faîtes nous les connaître.» Cet *«appel à tous»,* c'est le journal *La Presse* qui l'a lancé, samedi 21 octobre, un mois après que *Quartier Libre* ait débuté ses chroniques Art urbain. C'est officiel, chers graffiteurs des rues, les journalistes s'intéressent à vous. Que vous ouvriez vos galeries – pour *La Presse* – où que vous colliez vos lapins sur une boîte aux lettres en rentrant du boulot (*Quartier Libre*, vo14, n3).
En voilà une, de belle murale. Au coin de Clark et Marie-Anne, pour les curieux.

Envoyez vos photos d'Art urbain – pas celui qui vous dérange, l'autre – à culture@quartierlibre.ca

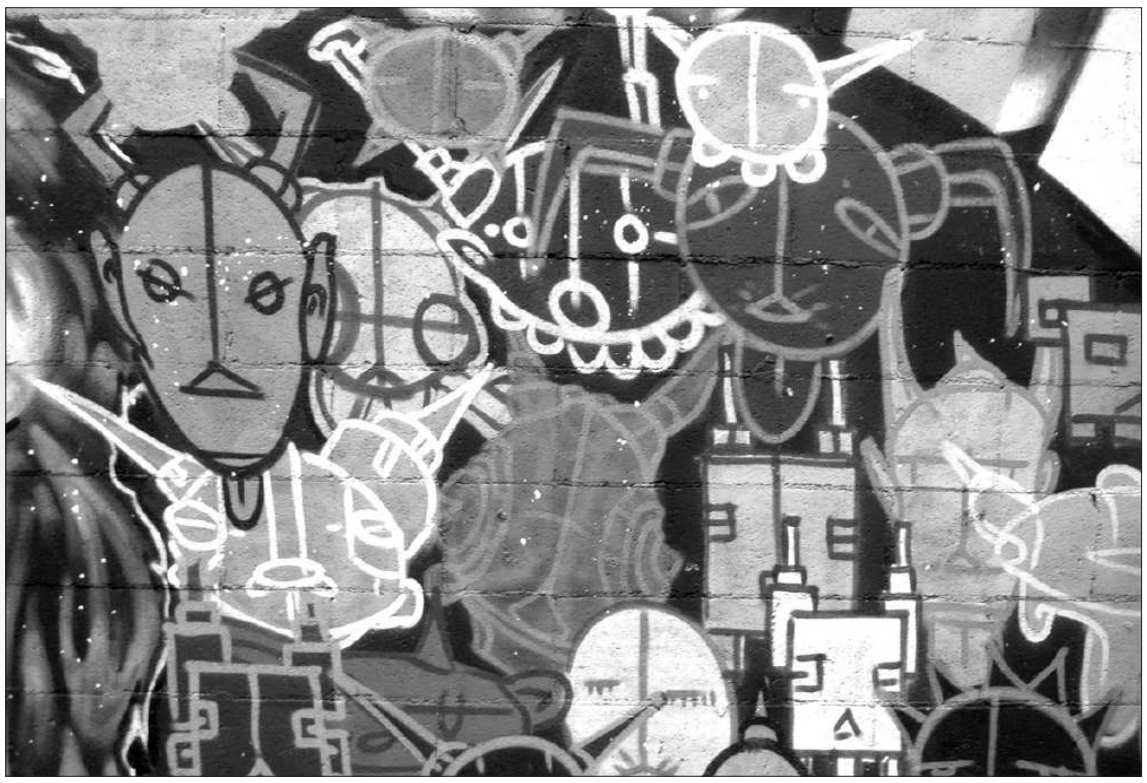
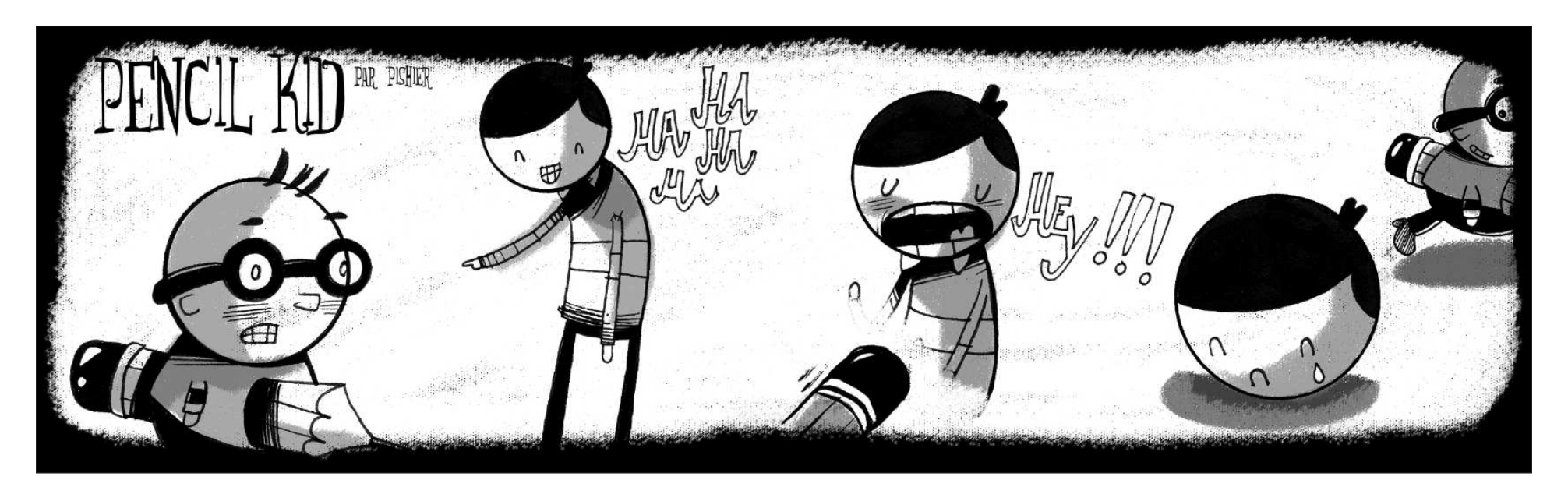
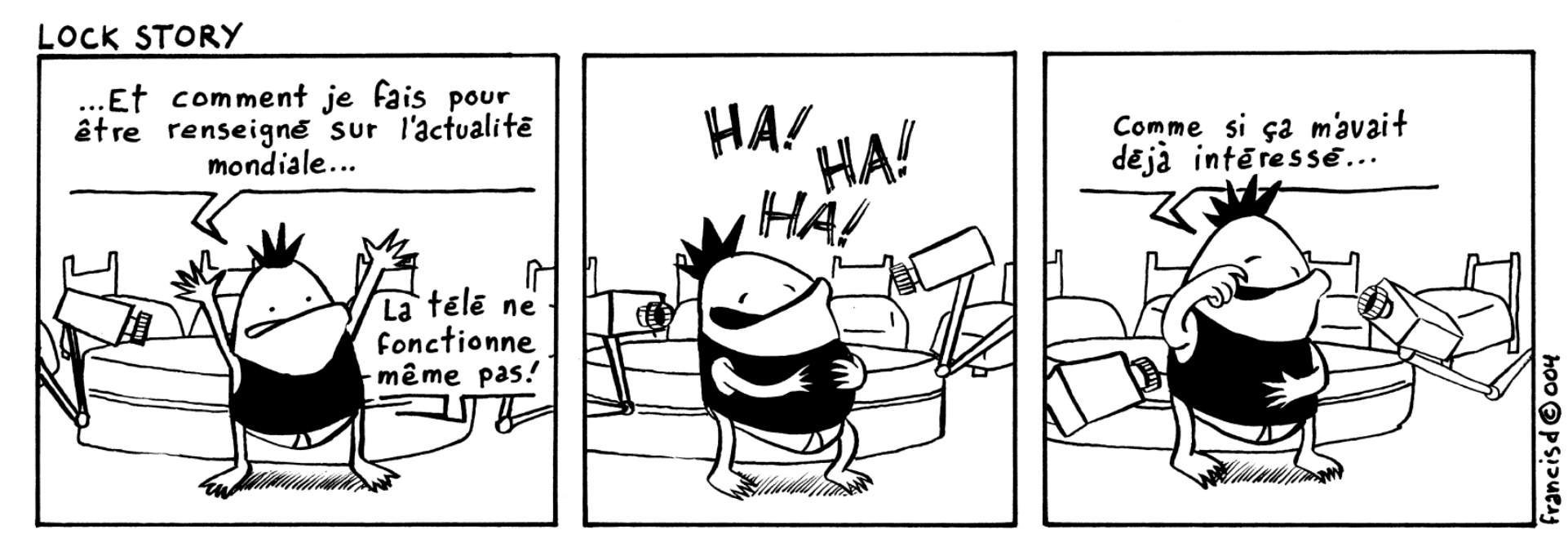


PHOTO : JULIE DELPORTE

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 27





Découvre Monsieur Ours dans les grandes scènes du cinéma !
Dans quel film joue aujourd'hui Monsieur Ours ?

Réponse : au prochain numéro...

_QLvol14no5.qxd 10/24/06 9:27 PM Page 28

Fédération des associations étudiantes
du campus de l'Université de Montréal

Coupez les frais technologiques

Pendant que les budgets dédiés à l'enseignement et à la recherche sont affligés de fortes coupures, le rectorat prétend imposer un frais afférent de 4$ / crédit aux étudiants pour financer la Direction générale des technologies de l'information et des communications (DGTIC).

Comme la DGTIC a subi, elle aussi, des coupures de 7%, ce frais afférent n'a aucunement servi à maintenir ou même développer les technologies de l'information.

En vérité, c'est une façon détournée de nous faire financer le déficit de l'Université. **Les frais technologiques sont une taxe au déficit de l'Université !**

À nous d'exprimer haut et fort notre mécontentement à la manifestation du 8 novembre!!!

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca